

Deux diplomates américains ont été enlevés à Beyrouth

Le Monde

1.30 F
Algerie, 1 Dh; Maroc, 1,30 Dh; Tunisie, 100 m.
Londres, 1 Sh; Belgique, 2,70 F.
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 89872
Tél. : 770-91-29

ATTENTE A MADRID, A RABAT ET A LISBONNE

Le général Franco demeure pour le moment au pouvoir

LES SILENCES DU PARDO
Les spéculations qui se sont multipliées, le mardi 21 octobre, dans les capitales étrangères, sur l'état de santé réel du général Franco...

La marche saharienne s'organise dans la fièvre

La tension s'accroît entre l'Algérie et le Maroc
Les rapports entre Rabat et Algèr se détériorent au fil des jours. Les autorités marocaines ont suspendu le trafic ferroviaire entre les deux pays...

Les gauchistes portugais reprennent Radio-Renaissance

Deux mille gauchistes ont fait sauter, le mercredi 22 octobre à l'aube, les sceaux apposés depuis le 15 octobre sur Radio-Renaissance, émetteur de l'épiscopat, qu'ils ont décidé de faire fonctionner de nouveau...

Un seul et même enjeu...
PAR MARCEL NIEDERGANG
La même incertitude, les mêmes personnages intrigants, les mêmes colères, le même enjeu: la crise ouverte à Madrid par la soudaine aggravation de l'état de santé du général Franco...

De notre envoyé spécial
Marrakech. — Enthousiasme ? Frénésie ? Déchaînement ? Les mots sont trop faibles pour décrire la fièvre qui s'est emparée du Maroc...

Le peuple lui-même ?
De notre correspondant
Lisbonne. — A 2 heures du matin, ce mercredi 22 octobre, deux lampes se sont allumées subitement sur l'antenne de l'émetteur de Radio-Renaissance.

LE JEUNISME
Il y avait d'abord le racisme, ce mépris pour certaines races pré-tendument inférieures. Il y avait aussi le sexisme, cette discrimination fondée sur le sexe, qui relègue les femmes dans des rôles subalternes. Voici maintenant le jeunisme, la haine des jeunes qui se répand comme un nouveau fléau moral et social.

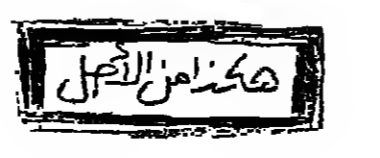
AU JOUR LE JOUR
Dix contre six
Quel beau symbole pour les économistes et les sociologues que l'accord américain-soviétique ! Du côté de la pétrole, les Américains se procurent ce qu'ils appellent leurs machines; les Soviétiques, de quoi nourrir leurs hommes. On notera que les machines ont coûté plus cher que le tonnage de nourriture qu'il leur faut...

MILLET AU GRAND PALAIS
Le Michel-Ange des paysans
L'exposition qui vient de s'ouvrir au Grand Palais, à l'occasion du centenaire de la mort de Millet, est la plus importante rétrospective qui ait été organisée et présentée en France depuis celle de l'École des beaux-arts en 1887.

Le durcissement du régime a favorisé à gauche les projets de regroupement et la volonté de bâtir une plate-forme d'entente. Mais cette « transition » qui n'en finit pas de se mettre en place...

Au conseil des ministres
LA RÉORGANISATION DE LA SNIAS
M. Mayoux présidera le conseil d'administration
(Lire page 14.)

Céréssole
JOAILLIER-HORLOGER 16 RUE ROYALE PARIS 8
présente la collection complète Rolex Oyster.
Une Rolex mérite le prestige dont elle jouit.



EUROPE

Tribune internationale L'Espagne est pour la démocratie

par RAFAËL CALVO SERER (*)

PAR cinq fois dans le passé, je me suis adressé au général Franco avec lequel j'ai eu des relations personnelles au lendemain de la deuxième guerre mondiale. J'avais recommandé aujourd'hui s'il n'avait cessé d'être un interlocuteur valable, dont le refus obstiné de quitter le pouvoir empêcha de résoudre au temps voulu et dans le calme le grave problème de sa succession. Ce que j'aurais voulu lui dire à présent, je l'écris dans ces colonnes.

Ma première lettre date de 1953 : nous voulions en tant que groupe politique allié à don Juan de Bourbon, père du prince Juan-Carlos, pour tenter d'éviter la destruction des fondements idéologiques d'un État que nous avions conçu comme autoritaire, mais indépendant de l'arbitrage royal. Cette démarche fut vaine.

EN 1954, je m'adressai au nouveau ou ancien, à la demande de son aide de camp politique l'amiral Carrero Blanco. La guerre froide touchait à sa fin ; l'expansion du communisme soviétique était trainée. C'était l'heure de la liberté ; l'Espagne devait s'y adapter. Mais ce fut alors la scission du mouvement monarchiste dont une partie, qui prépara par la suite l'avènement des « technocrates », décida avec l'appui du même Carrero Blanco, de soutenir une étrange monarchie, plus proche du franquisme que de l'héritage espagnol. Comment, en effet, justifier une monarchie incarnée par un prince, don Juan-Carlos, qui s'est détaché de son père, représentant authentique de la famille de Bourbon et seul dépositaire de la couronne d'Espagne ?

En 1966, il était possible de bâtir une démocratie en Espagne ; je tentai, dans les pages de mon quotidien Madrid, d'exiger les réformes correspondant à l'évolution du pays et à la nouvelle mentalité politique et spirituelle des Espagnols. Nous proposions la libéralisation dans le cadre d'une politique modérée. Franco, de nouveau, rejeta cette proposition.

En 1968, nous avons encouragé un armistice : je proposais au général Franco d'accepter la réouverture du journal censuré depuis quatre mois. Le journal reprit mais pour peu de temps.

En juillet 1969, nous nous étions élevés, dans les colonnes du journal, contre la désignation du prince Juan-Carlos comme successeur. Mais Franco ne supporta pas la critique, quelques jours qu'elle fut ; il interdit notre journal en novembre 1971 et me condamna à l'exil. Mais l'interdit nous empêcha de continuer à travailler. Condamné à l'exil, je tirai les conclusions : après trente années de vie politique, il était impossible d'arriver, sous Franco, à la réforme. La libéralisation était impossible.

CES luttes n'ont pas été stériles. Les franquistes admettent désormais l'idée démocratique, mais sans le parti communiste. Il est indéniable que dans la lutte contre les dictatures nazie et fasciste, les communistes ont eu un rôle important ; les exemples de la Résistance française et italienne sont là pour le prouver. Pourquoi donc cette exclusion ? Comment éviter l'affrontement ? Il faudra négocier ; l'armée espagnole devra prendre ses responsabilités.

En 1966, et ses collaborateurs sont coupables de l'isolement de l'Espagne ; comment ne pas exiger des États-Unis, de la Communauté européenne, du Vatican, qu'ils rejettent le compromis avec des agents ? Chaque jour qui passe aggrave la tension. L'abandon du Sahara espagnol ? Des années précieuses perdues pour une décolonisation raisonnée ; la répétition des événements vécus par la Guinée-Equatoriale.

À l'intérieur, d'autres responsabilités : par exemple pour les événements du Pays basque. Les propositions de simple décentralisation présentées par ses collaborateurs, Franco les avait rejetées comme séparatistes. Non seulement au Pays basque mais aussi en Catalogne, en Galice, aux Cantons, au Pays valencien, en Andalousie.

Enfin, Franco est responsable des conflits sociaux qui ébranlent l'Espagne et se sont développés en raison de l'infraction du droit de grève et de la persécution des syndicats clandestins. Mais oublions Franco. Dans la situation actuelle, les responsabilités incombent aux franquistes. En premier lieu, Juan-Carlos.

La Junte démocratique d'Espagne est née de cette situation sans issue, sur le plan social comme sur le plan politique. La Junte démocratique d'Espagne croit que le peuple espagnol n'est pas mineur ; elle croit qu'il est prêt pour la démocratie.

Certains dirigeants du parti socialiste ouvrier espagnol et de la démocratie chrétienne, qui ajoutent leur participation à nos efforts, ont retardé le rétablissement de la démocratie en Espagne. Pour justifier leur attitude ils affirment que l'armée n'acceptera jamais l'existence du parti communiste, alors qu'ils admettent la reconnaissance des autres partis — y compris celui du parti socialiste — ont admis l'objection est trop absurde pour tenir. A l'heure actuelle, certains affirment que l'armée espagnole accepterait implicitement l'existence légale du parti communiste, à la condition qu'il ne joue pas de rôle politique dans le gouvernement provisoire. Quelle démocratie digne de ce nom accepterait d'éliminer un parti politique ?

L'anticommunisme primaire, qui ramène à la guerre civile espagnole, doit disparaître, avec toutes les séquelles de cette guerre fratricide, par l'unité générale pour les vainqueurs et pour les vaincus. Les plus dynamiques — ouvriers, universitaires et ecclésiastiques — ont initié cette guerre si longue et si cruelle. Pourquoi l'armée ne l'oublierait-elle pas ?

DE l'armée, connue de toutes les années de métier, nous n'attendons rien d'autre qu'elle obéisse au pouvoir civil, et qu'elle commette un vide pour permettre au gouvernement provisoire de se former. Elle peut exercer son droit et exiger le retrait légal et honorable de son chef suprême pendant qu'il est encore temps. Dans tous les cas, la loi espagnole lui offre des recours suffisants.

Don viendra l'initiative du changement ?

Je pense que la voie la plus adéquate est la mobilisation de l'ensemble de la population espagnole, par les forces politiques et sociales, pour changer le système politique sans bouleversement social. Depuis les positions des ouvriers, du patronat, des intellectuels, des cadres, du clergé, sont très favorables à la démocratie. La grève générale des provinces de Biscaye et du Guipuzcoa, le 11 décembre 1974, l'a prouvé. La Junte démocratique, dans son Manifeste de la réconciliation, annonce une grande action nationale qui démontrera à l'armée l'incapacité du gouvernement en lui permettant de prendre conscience de ses responsabilités dans l'acte pacifique vers la démocratie. En 1951, en 1962, en 1972, l'Espagne s'était déjà manifestée en s'opposant au régime. Et tout récemment on a assisté à des grèves politiques et à des protestations pacifiques au Pays basque, à Madrid et à Séville.

Les événements de 1968 en France, de 1974 en Grèce, à la suite d'une intense action de l'opposition démocratique, ont prouvé clairement la possibilité de ce genre d'action. En Espagne même, en 1931, une situation analogue conduisit à la chute d'Alphonse XIII et l'avènement d'un gouvernement provisoire. Aujourd'hui, l'héritier d'Alphonse XIII, don Juan de Bourbon, père du prince Juan-Carlos, de son exil au Portugal, a rampli aussi son devoir en prononçant le 14 juin 1975, à Estoril, un discours qui annule le plan de succession établi par Franco. Il a défini la monarchie démocratique comme une solution d'arbitrage, en vue de résoudre les divisions politiques du pays.

Si le prince Juan-Carlos et les franquistes, qui l'appellent, n'attendent pas ce dernier appel à la raison, les désastres, l'effusion de sang, sont probables. Avec leurs collaborateurs économiques, militaires, journalistiques, judiciaires, intellectuels et ecclésiastiques — ils en porteront aussi la responsabilité.

L'heure des négociations attendue depuis si longtemps est venue. Je ne suis pas mes responsabilités envers le peuple espagnol. Je me solidarise désormais avec tous les démocrates persécutés, emprisonnés et torturés. Dès que mon action à l'extérieur est achevée, je rentre dans mon pays où un article intitulé : « Moi aussi, j'accuse », publié le 11 novembre dans ces mêmes colonnes, m'a valu une incarcération de sept ans de prison. Dans cet article, j'avais demandé la démission de l'amiral Carrero Blanco, qui représentait aux yeux des Espagnols l'esprit de la guerre civile et le maintien de la dictature.

Le temps semble m'avoir donné raison. L'Espagne est pour la démocratie. Oubliez Franco.

(*) Ancien directeur du journal « Madrid », dirigeant de la Junte démocratique d'Espagne.

Un seul et même enjeu...

(Suite de la première page.)

Les Espagnols, stupéfaits, assistaient à la télévision au défilé quotidien des familles des personnalités du régime : ministres, cardinaux, dignitaires venant s'enquérir de l'état de santé réel du premier personnage de l'État, donnant des avis et des conseils, s'affrontant même en clans rivaux dans les corridors de la clinique.

Pour la première fois, la puissance de l'entourage du Pardo apparaissait clairement à tous ainsi que la place réelle de chacun. A regard, la famille acceptait une délégation provisoire des pouvoirs du général Franco au prince Juan Carlos, successeur désigné depuis juillet 1969. Mais, à la fin du mois de juillet, le général Franco, considéré comme perdu par la plupart des membres du gouvernement qui n'en faisaient pas mystère, avait de la peine à affaiblir, souriant, encore plus menut et fragile, mais vivant.

Le 2 septembre, après un mois de vacances passé comme de coutume dans sa résidence du Pazo de Meiras en Galice, le Caudillo représentait effectivement ses fonctions de chef d'État. La famille, les médias, tous ceux qui redoutaient une remise en cause d'un statu quo qui dure depuis près de quarante ans respiraient. Les modérés du régime partisans d'une évolution en douceur et espérant sauver ce qui pouvait l'être encore, avaient le sentiment d'avoir perdu une bataille. Pour la majorité des Espagnols, il ne s'était rien passé. A peine un entraînement chargé de rumeurs et de spéculations.

An cours des deux derniers mois, le général Franco a amplement démontré la preuve que l'exercice du pouvoir n'était pas pour lui une tâche de style. Sa main de fer s'est encore appesantie ruinant les maigres espoirs des partisans de l'ouverture et commandant par ce que le chef de l'État, M. Carlos Arias Navarro, qui avait annoncé des perspectives « démocratiques » dans un discours aux Cortes le 12 février 1974, avait jugé « excessives et dangereuses » en l'interprétant dans la loi sur les associations politiques, finalement acceptée par le Caudillo, accordée toute pouvoir

La position du prince Juan-Carlos

La même incertitude : comment dans le climat de rumeurs de Madrid et la rareté des informations officielles, appréhender le sentiment du Caudillo ? Des sources également bien informées affirment avec la même assurance que « les dignitaires de l'État » s'étaient réunis autour du chef de l'État pour annoncer la succession sans remous de foudre » ou que « son dernier malaise

Une soirée de rumeurs

Pendant toute la soirée du mardi 21 octobre, en attendant le communiqué officiel, des nouvelles contradictoires ont circulé à propos du général Franco.

18 H. 17. — L'A.F.P. rapporte : réagissant aux rumeurs nombreuses et pessimistes sur la santé du chef de l'État, M. Arias Navarro, chef de gouvernement, déclare qu'aucune réunion du gouvernement n'est prévue « parce que la situation ne l'exige pas ». On apprend qu'après être allé en Espagne, il s'est rendu à la clinique du prince Juan Carlos, où M. Arias Navarro a décliné avec M. Alejandro Rodriguez de Velasco, président des Cortes et du conseil du royaume et deuxième personnalité de l'État.

18 H. 39. — L'A.F.P. annonce : M. Arias Navarro a quitté son bureau en fin d'après-midi pour le palais du Pardo, à la suite d'une demande qui lui a été transmise de la part du général Franco. Celui-ci, pour la seconde fois de la journée, désire s'entretenir avec le chef du gouvernement.

19 H. 27. — Selon l'A.F.P., les médias qui ont annoncé le chef de l'État ne sont pas préoccupés. Bien que le général Franco soit sous surveillance constante, au cours de la nuit de lundi à mardi, il aurait même décidé de nouveaux troubles du rythme cardiaque provoqués par une endocardite. On affirme de

l'inflation... un mal
nécessaire
qu'il faut contrôler

Alain Cotta

inflation et croissance
en France
depuis 1962

Le taux moyen de l'inflation est de 5% et augmente, de façon régulière, depuis maintenant près de 5 ans. L'interrogation centrale de cet ouvrage est de trouver une explication de cette inflation et de son exacerbation continue dans les dernières années.

1 volume 168 pages 31,61 F

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

LA SITUATION

n'empêche pas Franco de suivre les affaires de très près, à commencer par celle du Sahara qui lui tient particulièrement à cœur ». Un point est acquis un jour'hui comme en 1974 : la « vieille garde » a dressé un solide rempart autour du général Franco et organise le ballet des médiocres. Le marquis de Villaverde, chirurgien lui-même, général de la Caudillo, joue de ce point de vue un rôle tout aussi déterminant qu'en d'autres occasions.

Les mêmes personnages : partisans et adversaires d'un transfert immédiat ou provisoire des pouvoirs du chef de l'État, se retrouvent autour du chevet d'un malade résolu à sortir de ce mauvais pas et à ne quitter le Pardo que mort. Mais l'égeur est plus nocive. Dans l'immédiat, quelques sont tombés. Les positions sont connues.

Le prince Juan-Carlos, nicéré de la manière dont il a été désigné en septembre 1974 de pou-

voirs qui lui avaient été con- deux mois plus tôt, n'est plus cédé à accepter un « interdi- dont l'effet le plus clair a été affaiblissement certain des prestige personnel auprès d'opinion espagnole toute près l'adopter en juillet 1974. Il l'a à plusieurs reprises ces derniers semaines. Mais le marquis de il a dit entendre la proclamation d'adversaire d'antifranquiste d'un dernier et sa présence aux et du général Franco, le 1er octo- dernier, au balcon du palais ro- face à des dizaines de mill' d'Espagnols faisant le salut à l'aise ont monté qu'il ne mer pas le jeu.

MARCEL NIEDERGAAG

CONFUSION AU DÉPARTEMENT D'ÉTAT

Washington (A.F.P.). — Les Informations faisant état de la mort du général Franco ont provoqué, mardi 21 octobre, une certaine confusion au département d'État. Un responsable du département avait, en effet, déclaré qu'il avait reçu confirmation de la nouvelle de source américaine d'Espagne. Pourtant, une autre personnalité, qui avait eu accès aux mêmes sources, confirmait l'absence d'affirmation officielle de ce fait que le général Franco est suffisamment malade pour est suffisamment malade pour ses médecins lui aient ordonné garder le lit et de ne pas partir ; à la réunion du gouvernement prévue pour cette occasion, a signalé qu'il est réellement malade, ajoutait le diplomate.

● Le chirurgien sud-africain M. Christian Barnard, arrivé il y a quelques jours à Madrid, a quitté Madrid en début d'après-midi pour l'Afrique du Sud en compagnie de son épouse.

Il était arrivé samedi dernier, invité, croit-on savoir, par le marquis de Villaverde, grand du général Franco, et lui-même spécialiste de chirurgie cardiaque. L'A.F.P. a annoncé que le chef de l'État pour annoncer la succession sans remous de foudre » ou que « son dernier malaise

● Le cardinal Tarascio, archevêque de Madrid, a invité ses diocésains madrilènes à prier pour la santé du général Franco. Il a demandé à ses diocésains de s'unir à ses prières pour le cf. de l'État afin que le Seigneur révoque dans sa miséricorde l'acte en ce moment s.

Portugal

Le peuple lui-même ?

(Suite de la première page.)

F Plusieurs organisations d'extrême gauche comme le FUR (Front d'unité révolutionnaire), l'U.D.P. (Union démocratique populaire) et le MES (Mouvement de la gauche socialiste) s'étaient donné leur adhésion. Des socialistes ont également pris part au sein du mouvement des « chrétiens socialistes » avaient été saisis dans un communiqué que « pour féliciter le peuple de Jésus Christ, il est mille fois plus important de donner la parole aux pauvres de cette société que de la rendre aux grands seigneurs qui sont propriétaires aliés à tous les autres propriétaires ». De leur côté, les SUV (Soldats unis libéraux) avaient appelé leurs adhérents à manifester pour la « restitution immédiate de Radio-Renaissance au peuple ».

Faisant l'historique de l'action menée par les socialistes et les techniciens de la station depuis le 30 avril 1974, un des orateurs avait déclaré : « Radio-Renaissance a été pendant toute la lutte un champ de bataille où se sont affrontés deux forces opposées : la réaction décadente et la révolution naissante ». Après avoir invoqué la mise sous séquestre des installations, qu'il considérait comme une « provocation grossière de la bourgeoisie », le même orateur fixait un délai d'une heure et demi pour que celui qui a ordonné la fermeture de la station se prononce en faveur de leur réouverture ». Une commission envoyée au palais présidentiel, pour négocier la réouverture, est venue sans avoir rien obtenu. Elle n'avait pas été reçue par le général Costa Gomes. Le chef du Copcon, le général Olego Saraiya de Carvalho, contacté au dernier recours, avait avoué de son côté, son « incompetence pour résoudre un tel problème ».

Toutes les possibilités d'accord avec les autorités ayant été épuisées les manifestants décidèrent de pénétrer sans plus attendre dans la station. Cette réouverture a imposé de Radio-Renaissance ne facilitera pas les conversations entre le président de la République et le pape Paul VI ce mercredi 22 octobre à Rome. Conversations qui pourraient notamment sur les problèmes de l'Église au Portugal. La tension politique que connaît le pays risque de s'aggraver encore de la manifestation.

● Le président de la République, le général Costa Gomes effectuera une visite officielle à Yaguajay le 23 au 25 octobre. L'invitation du président annonce-t-on lundi de source officielle à Belgrade. — (A.F.P.)

JOSÉ REBELO.

Nah GOLDN Ovals

Journal 1975

EUROPE

EN ESPAGNE

Insuffisance cardiaque et angine de poitrine

Les communiqués officiels prédisent que le général Franco souffrira d'une insuffisance cardiaque aiguë...

En juillet 1974, déjà, le chef de l'Etat espagnol avait, pour six semaines, délégué ses pouvoirs à Don Juan, car il souffrait d'une phlébite.

Les complications ainsi observées tant au niveau des vaisseaux périphériques que ceux alimentant le muscle cardiaque lui-même (artères coronaires)...

L'armée espagnole doit tout faire pour éviter un nouveau bain de sang

me un membre de l'Union militaire démocratique

Une fois le régime franquiste écarté, nous resterons dans une situation de crise... José Ignacio Dominguez, l'un des dirigeants de l'Union militaire démocratique (U.M.D.)...

Le peuple

Interrogé en direct de sa résidence de Villavieja-le-Buisson, l'occasion de la parution d'un livre, les Hôtes de passage, de Malraux...

Nahum GOLDMANN où va Israël ?

s analyses toujours intéressantes, ris provocantes par un sioniste non réformiste, viscéralement attaché à Israël mais souvent très critique sur la politique de ses dirigeants

CALMANN-LÉVY

Belgique

UNE NOUVELLE DÉFAITE POUR LE GOUVERNEMENT

Un représentant de l'opposition est élu président du Conseil culturel francophone

De notre correspondant

Bruxelles. — Après six graves difficultés de la semaine dernière avec le plan anticrise (le Monde daté 19-20 octobre), le gouvernement a subi une nouvelle défaite le mardi 21 octobre avec l'élection à la présidence du conseil culturel francophone d'un représentant de l'opposition...

Les parlementaires du Rassemblement wallon participent au gouvernement, ont voté pour le candidat de l'opposition. Le parti se trouvait dans une position délicate: « Il y a un ministre et trois secrétaires d'Etat dans le cabinet Tindemans... »

Pour ne pas « troubler les relations franco-allemandes »

Radio-Sarrebruck annule une émission sur le référendum de 1955 en Sarre

(De notre correspondant.)

Rom. — Les téléopérateurs sarrois qui attendaient, le lundi 20 octobre, sur leur chaîne régionale une émission consacrée au vingtième anniversaire du référendum sur le statut de la Sarre (1) ont vu, en fait, un portrait de l'écrivain Manes Sperber, lauréat du prix George Büchner...

Le film avait d'abord été accepté, puis l'intendant a avisé que certains passages pouvaient « inutilement troubler les relations franco-allemandes ».

Grèce

A PROPOS DES AMÉRICAINS ET DE CHYPRE

Une polémique entre MM. Mavros et Papandréou déconcerte l'opinion

De notre correspondant

Athènes. — Alors que le procès de l'École polytechnique, où sont jugés les responsables de la répression sanglante de novembre 1973, mobilise de plus en plus l'opinion grecque, la violence de la réclame qui oppose M. Georges Mavros, le président de l'Union du centre Force nouvelle...

Deux jours avant les élections générales, le 15 novembre 1974, au cours d'une ultime réunion tenue place de la Constitution, à Athènes, M. Andréas Papandréou avait accusé M. Mavros d'avoir, alors qu'il était ministre des affaires étrangères dans le gouvernement d'union nationale formé par M. Constantinos, conclu un accord secret avec le secrétaire d'Etat américain, M. Kissinger...

Le 15 octobre dernier, devant le Parlement, au cours du débat de politique étrangère, le leader centriste a reproché vivement à M. Andréas Papandréou d'avoir jeté la suspicion sur la façon dont le gouvernement d'union nationale avait traité l'affaire de Chypre dans sa période la plus agitée.

Le 15 octobre, le quotidien Kathimerini publia le texte du document qui avait si courtoisement été communiqué à M. Andréas Papandréou le 15 novembre 1974. Ce document se présente sous la forme d'un mémoire qui aurait été rédigé par Mgr Yakovos, archevêque orthodoxe grec avec un conseiller, à l'issue d'un entretien, en novembre 1974, avec le président Ford et M. Kissinger.

DANS LES PAYS DE L'EST

L'emprise de l'U.R.S.S. sur la R.D.A. est de plus en plus sensible

De notre envoyé spécial

Berlin. — Dans les rues de Berlin-Est, les changements ne sautent pas aux yeux. L'agora sur la célèbre Alexanderplatz, l'Unité-dépendante jusqu'au bout de la Karl Marx Allee, une seule nouveauté architecturale à marquer les deux dernières années : le palais de la République.

La véritable innovation à Berlin-Est depuis que M. Erich Honecker est devenu secrétaire d'Etat n'est pas toutefois dans cette construction sans génie particulier qui promet de devenir un centre vivant de rencontres et d'activités artistiques et dans les grandes occasions, le temple privilégié des dévotions des fidèles du régime.

Le slogan politique s'est fait rare en Allemagne démocratique. Les affiches célèbrent presque tous invariablement l'amitié indissoluble, la coopération franco-allemande, la coopération internationale...

L'émotion de plus en plus marquée de l'U.R.S.S. — certains diraient la soviétisation croissante — dans la vie politique et économique de l'Allemagne de l'Est se reconnaît à bien d'autres signes que dans les universités, les étudiants en économie utilisent il y a encore quelques années un ouvrage intitulé l'économie politique des pays du bloc de l'Est...

Le traité du 7 octobre est important car il relève de la doctrine dite de la souveraineté limitée attribuée à M. Brejnev. Les deux parties, est-il dit en effet, se déclarent disposées à prendre les mesures nécessaires pour la protection et la défense des conquêtes historiques du socialisme, de la sécurité et de l'indépendance des deux pays.

Enfin, idéologiquement et politiquement liées de façon inévitable, l'U.R.S.S. et la R.D.A. le seront encore plus à l'avenir. Sur le plan économique, les deux pays s'engagent à coordonner leurs plans à long terme...

Deconcertés par cette querelle insolite, les démocrates grecs sont réduits à se poser des questions. Les uns se demandent si tout ce bruit ne tend pas à détourner leur attention non seulement des grands procès en cours, mais aussi de problèmes nationaux brûlants.

Deconcertés par cette querelle insolite, les démocrates grecs sont réduits à se poser des questions. Les uns se demandent si tout ce bruit ne tend pas à détourner leur attention non seulement des grands procès en cours, mais aussi de problèmes nationaux brûlants.

D'autres établissent une corrélation entre cette poussée de fièvre et le regain d'activité manifesté par les milieux d'extrême droite dans le domaine d'une « démocratie musclée » reléguée à la tête, et les royalistes se rappellent de rêver. Les uns et les autres méditent en donc le minéral, et surtout l'avenir de la démocratie dans ce pays.

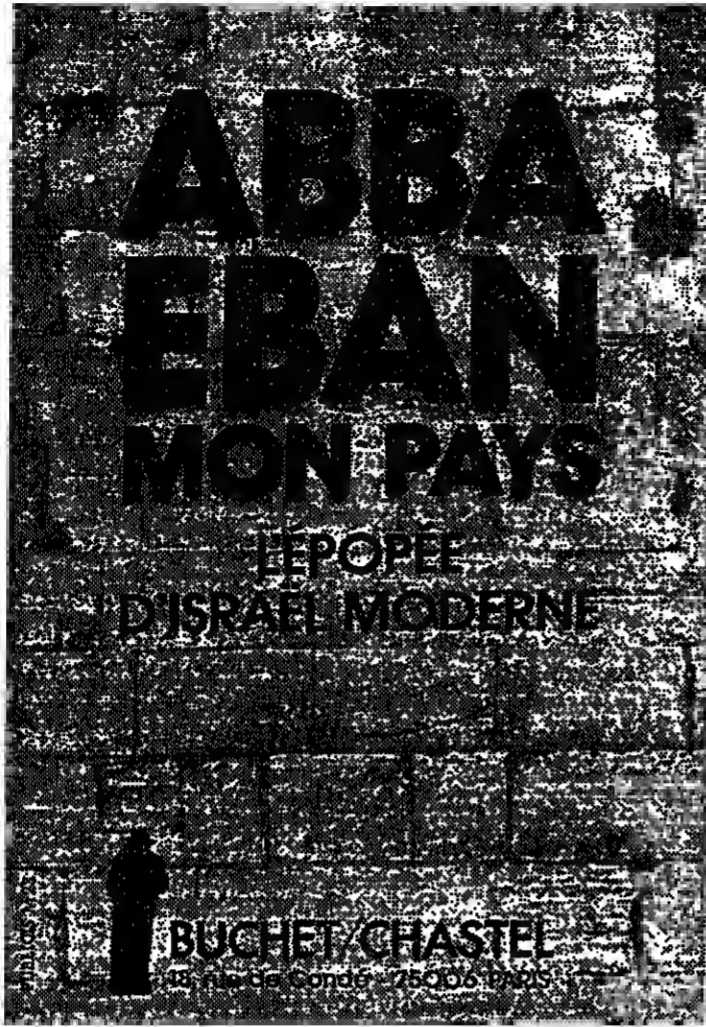
Mais en fait, l'Union du centre-Force nouvelle, avec soixante-cinq élus contre treize au Pasok, est devenue le chef de file de l'opposition.

M. Papandréou fait front aux attaques dont il est l'objet. Il affirme que le mémoire de Mgr Yakovos existe bel et bien et qu'il se réserve de faire devant le Parlement, toute la lumière sur cette affaire. D'autre part, il se demande pour quelles raisons M. Georges Mavros a subitement cessé de parler de la sorte au moment où des forces centrifuges menacent l'unité des partis du centre et de la gauche.

D'autres établissent une corrélation entre cette poussée de fièvre et le regain d'activité manifesté par les milieux d'extrême droite dans le domaine d'une « démocratie musclée » reléguée à la tête, et les royalistes se rappellent de rêver. Les uns et les autres méditent en donc le minéral, et surtout l'avenir de la démocratie dans ce pays.

MARC MARCEAU.

MANUEL LUCBERT



PROCHE-ORIENT

Liban

Le nouveau et désolant visage de Beyrouth...

De notre correspondant

Beyrouth. — Où sont passés les quinze cent mille habitants que compte la capitale libanaise en temps de paix ? Au cent quatre-vingt-cinquième jour de la guerre civile, qui a déjà fait plus de quatre mille morts, deux mille handicapés, vingt-deux mille blessés et trente-cinq mille sans-abri, Beyrouth est aux trois quarts paralysée, et n'est plus la ville active et grouillante de naguère.

Les quatre universités de Beyrouth — libanaise, arabe, américaine et française — avaient accueilli en 1974-1975 quarante-sept mille étudiants, dont la moitié étaient venus de dix-neuf États arabes et de sept pays africains. Tous ces établissements, ainsi que les écoles, publiques et privées, dont les effectifs sont estimés à deux cent mille élèves, sont fermés « jusqu'à nouvel ordre ». Il en est de même de la centrale de banques installées dans cette importante place financière, et dont une quarantaine représentent les plus grands établissements de crédit dans le monde.

Les hôpitaux, les cliniques privées, qui constituaient le seul véritable complexe hospitalier du

monde arabe, avec des médecins et des chirurgiens ultra-spécialisés, parfois de renommée mondiale, sont également vidés. Les victimes des combats de rues et des pilonnages sont admises exclusivement dans les établissements subventionnés par l'État.

Les centres de soins de la meilleure infrastructure touristique du monde arabe, avec ses cinq palaces, dont un Hilton qui attend son inauguration, et ses deux cents hôtels destinés à une clientèle de toutes catégories, les touristes, les voyageurs en transit et les hommes d'affaires ont, bien sûr, disparu. Il ne reste plus que des envois sporadiques de presse étrangère pour animer le bar du Saint-Georges et la piscine du Phœnicia. Les cafés, les restaurants, les boîtes de nuit, le casino, n'ont fonctionné que six jours pleins depuis le 1^{er} septembre. Près du tiers du centre commercial et du vieux souk a été incendié ou détruit par les bombardements. Quant aux magasins demeurés indemnes, leurs propriétaires ont vite fait de les vider de leurs marchandises, au grand désespoir des pillards, qui s'en étaient donné à cœur joie. Il y a deux semaines, dans les opulentes rues Sursouk, Weygand, Alleny et Foch.

De mystérieux francs-tireurs

Depuis lundi dernier, les grandes places, les avenues et les rues sont littéralement désertes. Les quartiers cosmopolites de Ras-Beyrouth ne sont même plus éparpillés par des sous-bois des immeubles. Il est impossible de se procurer de la viande fraîche, mais on peut encore acheter des boîtes de conserve dans les supermarchés, qui ont vu des moments de trêve pour relever leurs rideaux de fer. A l'issue d'une nuit relativement calme, les marchands de légumes et de fruits font une brève apparition, au coin des rues. Ils sont aussitôt pris d'assaut par des consommateurs, eux-mêmes sollicités par des groupes de mendicants. Le mouvement de liquidité, dû notamment à la fermeture des banques, freine singulièrement l'achat de produits de grande consommation. C'est notamment le cas pour le riz.

Dans les agglomérations musulmanes, les plus pauvres de la capitale, des collectes sont organisées pour venir en aide aux personnes désespérées. Les soldats combattants, fedayin ou militaires, a servi jusqu'ici à écarter le spectre de la famine. La situation est toute autre dans les secteurs bourgeois de la capitale, dont plus de la moitié des habitants sont restés dans les centres de villégiature où ils ont l'habitude de passer les mois d'été. Les milieux phalangistes, qui contrôlent cette partie de la capitale, moins vulnérable que les autres secteurs, se chargent eux-mêmes de la distribution des vivres.

Le paradis des contrebandiers

Beyrouth devient le paradis des contrebandiers qui détiennent pratiquement le monopole de la vente des cigarettes. Etalés sur certains trottoirs, des centaines de transistors et de magnétophonos sont proposés à des prix dérisoires. D'autre part, tous les articles de nouveauté, notamment des vêtements d'hiver pilés dans les magasins du centre, sont exposés dans certains quartiers périphériques.

Avec une dévotion qui travaille à effectuer plus que réminis, et une radio quasi muette — n'étaient les interventions remarquables de Charif El Akhram, chargé d'informer les auditeurs de la situation sur le terrain et des routes « sûres et praticables » qu'ils peuvent emprunter. — l'ennui s'installe dans les foyers, où les chefs de famille sont condamnés à l'oisiveté. Plusieurs chefs d'entreprise ont déjà fait savoir à leurs ouvriers et employés qu'ils ne seraient plus en mesure de leur payer leurs salaires et le salaire devait se poursuivre plus longtemps.

L'un des aspects le plus désolant de cette guerre civile est l'état d'esprit des enfants. Traumatisés par les combats, privés d'école, incapables d'écouter sans, ils passent le plus clair de leur temps à admirer les militaires qui opèrent dans leur quartier ou montent la garde derrière un barrage. Leur univers se réduit à ce milieu où la haine domine, où l'on prône parfois le fanatisme religieux le plus outrancier et où l'on est convaincu que la crise ne peut être réglée que par la force des armes.

EDOUARD SAAS.

Egypte

POUR LA PREMIÈRE FOIS

Une publication critique l'accord intérimaire avec Israël sur le Sinaï

De notre correspondant

Le Caire. — La politique du pas à pas n'a pas joué en faveur de l'Égypte. Son effort positif est limité à l'extrême. Il faut, après la guerre d'octobre, aller à la conférence de Genève, ce qui nous aurait permis à la fois de sauvegarder le solitaire arabe et l'appui international, et de gagner du temps sur le chemin d'une solution définitive. Le nouvel accord devant rester en vigueur jusqu'à la conclusion d'un autre accord, nous sommes contraints de ne pas utiliser la force, sans limitation de temps, ce qui donne à Israël le loisir de prolonger indéfiniment cette période, écrit le revue Al Talla (l'avant-garde, publiée au Caire sous les auspices du quotidien officieux Al Ahrar, mais animée par des intellectuels marxistes, comme M. Loutfi El Khoul).

C'est la première fois depuis la conclusion de l'accord intérimaire israélo-égyptien sur le Sinaï, en septembre dernier, qu'une publication égyptienne formule des critiques à l'égard de ce texte et de la politique qui a conduit à sa signature. Le mensuel de bonne tenue, Al Talla vend plus de la moitié de ses trente mille exemplaires dans le monde arabe, et l'édition sur l'« accord Kissinger » contenu dans son numéro d'octobre connaît déjà un certain retentissement au Proche-Orient.

Après avoir critiqué notamment M. Fahmy, ministre égyptien des affaires étrangères et chef de file du

courant américanophile, l'éditorial poursuit : « L'Amérique a obtenu ce qu'elle voulait, mais non de stricte l'égard du monde arabe. Elle peut être neutre, et nous ne pouvons accepter ni la présence d'experts au nord-est (il s'agit de deux camps spécialisés chargés de surveiller le système d'alarme) ni la médiation de l'Amérique au préjudice de l'Amérique du Sud, ni la recherche d'une solution de ce nous retardons la date d'une solution complète. » Le revue conclut : « Il faut revenir à la stratégie des principes, au lieu de se laisser entraîner dans le piège de la guerre d'octobre 1973, à savoir mobiliser des forces fortes et potentielles et soutenir soviétique. » — J.-P.

« Pas d'armes américaines en Égypte avant un an. — Bel New York Times, M. Kissinger a assuré à l'ambassade d'Israël à l'ONU, M. D. D. Mensural de bonne tenue, Al Talla qu'aucune vente d'armes américaines à l'Égypte ne sera conclue avant la fin de l'année budgétaire en cours, soit avant l'été 1976. Pratiquement, avant l'élection présidentielle de novembre. D'autre part, un accord est intervenu entre les membres du Comité de sécurité sur un texte de limitation prolongant d'un an le mandat des forces des Nations unies dans le Sinaï, qui expire le 24 octobre.

Le temps des règlements de comptes

De notre correspondant

Le Caire. — Les extraits des Mémoires du président Sadate qui viennent de publier les quotidiens Al Ahrar et le Progrès égyptien, ont dépassé dans la mesure où ils n'ont pas apporté de révélation importante.

Le chef de l'État, après avoir rendu un hommage affectueux à son prédécesseur, « un ami de trente ans », écrit notamment : « Si je ne suis pas entré en lutte avec Nasser vivant, j'aurais mauvaise grâce à lui chercher querelle maintenant qu'il n'est plus là. »

Tout le monde ne paraît pas être de cet avis, car on assiste, ces temps-ci, à une offensive de la presse contre plusieurs personnes qui furent proches du président déchu. Cette opération tend vraisemblablement à tarir son image. Il n'a servi à rien, Mme Hoda Abdel Nasser de rendre hommage à la ligne officielle en déclarant au journal Al Gouhouria que les mémoires pro-soviétiques, édités en 1971, « avaient causé beaucoup de tort à son père », et que M. Sadate « avait rendu heureux en les mettant en prison ». Quelques jours après ces propos, le mari de Hoda, M. Hassan Sadat, actuellement haut fonctionnaire à la Ligue arabe, a été accusé par M. Moussa Sabri, dans l'hebdomadaire Al Ahrar, d'avoir été « le seul Égyptien dispensé de ses obligations militaires par le président Sadate, à la demande de la famille Nasser ». Journaliste de l'époque nassérienne, M. Sabri n'est une spécialité depuis quelque temps d'écarter les zones d'ombre du régime d'hier, non sans parfois donner un coup de patte à l'actuel président. Ce dernier aurait été, avec Nasser, l'une des quatre personnalités qui, après la déroute de 1967, « jugèrent » le maréchal Amer. Celui-ci ne se serait pas suicidé, mais aurait été empoisonné par la police politique, après avoir menacé au tant de mettre fin

à ses jours en présence de Nasser et de M. Sadate. Aussi les héritiers du maréchal viennent-ils de porter plainte contre M. Sabri Nasser, ancien chef des Mokhabakhat (services de renseignements), arrêté et soigné sous Nasser, mais libéré récemment.

M. Moustapha Amin, devenu rédacteur en chef d'Al Ahrar, après plusieurs années de géologie, fait également un procès à M. Nasser. Il affirme avoir été torturé en 1964 parce qu'il voulait lui faire avouer qu'il travaillait pour la C.I.A. — M. Nasser, qui rejette en bloc les accusations portées contre lui, a son côté introduit une action judiciaire contre l'une des plus célèbres actrices égyptiennes, Mme Fatma Hamam, épouse (séparée) d'Omara Sharif. Elle avait affirmé à un magazine qu'elle s'était enfuie d'Égypte sous Nasser après que M. Nasser eut voulu la contraindre à travailler pour ses services.

Enfin, M. Heykal, ancien confident de Nasser et qui fut jusqu'à sa mise à l'écart, l'un des plus « patrons » du grand quotidien Al Ahrar, vient d'être mis d'accusation à la retraite en tant que journaliste.

Agé de cinquante-trois ans, M. Heykal voyage actuellement en Amérique sous les auspices de la Ligue arabe. L'hebdomadaire Al Ahrar a réclamé qu'une enquête concernant les origines de la fortune de l'ancien ministre grise du président Nasser soit ouverte sans tarder.

Si l'on ajoute que reviennent avec insistance sur le tapis des récits de tortures et de tabac d'écoute, des histoires de diamants royaux revendus au Sinaï ou subvertis au profit de dignitaires de la République, les amateurs de la petite histoire peuvent s'attendre à avoir bientôt de nouveaux sujets de détection.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

LE CRIF DÉNONCE L'ANTISÉMITISME D'UNE COMMISSION DE L'ONU

Dans une déclaration publiée à la suite du vote de la commission sociale de l'ONU contre le sionisme, le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) (1) souligne qu'il approuve la décision de la France et des pays d'Europe de s'opposer à cette inadmissible résolution à cette occasion notamment : « Cette résolution assimile le sionisme au racisme et à la discrimination raciale et est dénoncée avec le plus extrême vigour comme une inacceptable manifestation d'antisémitisme et comme une atteinte aux aspirations militaires du peuple juif. »

(1) 12, rue de Téhéran, Paris-9^e.

Oman

LA GUERRE DU DEHOE — Les forces armées omanaises ont pris le contrôle de toutes les voies d'approvisionnement rebelles dans l'ouest du Dhofar (province) ouest du sultanat d'Oman) annoncées le lundi 20 octobre à Mascate, un porte-parole militaire omanais, qui conclut : « Désormais, les belles ne reçoivent plus vivres et de munitions. C'est le début de la fin de la guerre. »

Une force d'intervention terrarime iranienne et omanaise a lancé le 19 octobre une importante opération de la région occidentale du Dhofar.

Pour le prix d'une brouette de ciment coréen, voici ce qu'on vous donne en France.

Au pays du matin calme, les affaires bougent.

KOREAN AIR LINES
9, bd de la Madeleine - 75001 Paris - Tél. : 281.58.48.

Si on pouvait enfermer l'arôme d'Amsterdamer dans un flacon... on aurait créé le plus formidable parfum d'homme.

En attendant... fumez Amsterdamer! (c'est si bon!)

Régie Française des Tabacs sous licence Rinsor et Ormond.

EDOUARD SAAS.

Destin...
ge e...
SU...
partir de...
75000 F...
OHN...
TOUT...
le pay...
tête l'...
TRIC...
une petite...
Paris par le...
National Av...
Paris 75000...
Abner 75000

SP 146150

ASIE

LA VISITE DE M. KISSINGER EN CHINE

PEKIN : la « détente » ne profite qu'aux Soviétiques

De notre correspondant

Alain Jacob vient de prendre ses fonctions de correspondant du « Monde » en Chine, en remplacement d'Alain Bonz qui a quitté « le Monde ». Il dirige un premier bilan du voyage à Pékin de M. Kissinger.

Pékin. — M. Kissinger quitte Pékin le mardi 23 octobre pour Tokyo après une dernière journée d'entretien ce mercredi avec M. Teng Hsiao-ping, premier vice-premier ministre chinois, qui aura été son interlocuteur principal.

Mardi, M. Kissinger a fait, aux bord aux invités — parmi lesquels figuraient diplomates et correspondants des pays d'Europe de l'Est — que le bureau de liaison des Etats-Unis avait réuni en son honneur au club international. Seule Mme Nancy Kissinger a fait une apparition, son mari ayant été au même moment convoqué à rendre visite au ministre chinois, qui a tout de suite demandé une heure trois quarts pour une conversation qualifiée de « très utile » du côté américain.

L'objet premier des entretiens du secrétaire d'Etat était la préparation du voyage de M. Ford, et aucune surprise dans ce domaine n'est intervenue. Le ministre chinois des affaires étrangères, M. Chiao Kuan-hua, a confirmé que Pékin attendait le président des Etats-Unis et on prévoit que les dates exactes de ce voyage seront précisées au plus tard dès le retour de M. Kissinger à Washington.

Du côté américain, on ne paraît pas autrement préoccupé par le fait que M. Ford ne pourra pas rencontrer M. Chou En-lai, toujours souffrant. On semble reconnaître en M. Teng Hsiao-ping un interlocuteur d'un rang tout à fait satisfaisant pour le chef de la Maison Blanche — l'entretien prévu avec M. Mao Tse-toung devant se dérouler non seulement satisfaisant au protocole, mais permettre aussi un échange de vues au meilleur niveau. Des conversations qu'à ses côtés, M. Kissinger a retenu que les relations bilatérales n'ont occupé qu'une place essentiellement traitée entre experts, assure une source américaine, et ne comporteront aucun chapitre particulièrement brûlant.

A en croire l'entourage de M. Kissinger, l'essentiel des conversations a pris un caractère planétaire. D'après les premiers échos recueillis à Pékin, les Américains étaient plutôt désireux

MOSCOU : les Chinois recherchent les bonnes grâces des forces occidentales

les plus réactionnaires

De notre correspondant

Moscou. — Chaque rencontre américano-chinoise entraîne une certaine nervosité à Moscou. Le voyage de M. Kissinger à Pékin ne déroge pas à la règle. C'est sans aucun doute pourquoi l'Union soviétique vient de lancer à deux reprises en deux jours un clair avertissement aux Etats-Unis.

Le premier avertissement était contenu dans un article publié dans la Pravda, le mardi 21 octobre, et consacré aux relations américano-soviétiques (le Monde du 22 octobre). Le second a été lancé mardi soir sous la forme d'un long commentaire de l'agence Tass, qui est publié mercredi par tous les journaux. Bien que M. Kissinger ne soit pas nommé cette fois-ci, on peut penser que ce texte le vise également. Le commentaire revêt un effet à demander aux Etats-Unis de s'abstenir d'apporter « leur soutien, tant politique qu'économique » aux réactionnaires et qui cherchent à sortir de l'impasse dans laquelle ils se sont engagés, en recherchant les bonnes grâces des forces les plus réactionnaires du monde occidental.

Le commentaire, qui est signé Vladimir Gontcharov, fait état, d'autre part, d'une aggravation des relations sino-soviétiques. Jusqu'à présent, on se contentait, à Moscou, de constater que ces relations ne s'amélioraient pas. Cette fois, l'agence Tass écrit que Pékin « a renoncé à toute normalisation des rapports entre l'U.R.S.S. et la Chine ». « Les relations sino-soviétiques ne se bornent plus à tirer des salves de propagande. La réduction des rapports sino-soviétiques se manifeste dans de nombreux domaines concrets ». Et l'agence Tass de citer deux exemples : 1) Pékin aurait fait traîner en longueur les négociations sur la signature du traditionnel accord commercial que les deux pays concluent tous les ans malgré leurs disputes, « ce qui aura pour résultat une réduction du commerce mutuellement avantageux entre nos pays » ; 2) Pékin, d'autre part, aurait « torpillé » la convocation d'une conférence pour régler la navigation sur les cours d'eau frontaliers.

L'inquiétude soviétique est clairement perceptible lorsque Tass constate, avec une nostalgie certaine, qu'à Pékin « on ne dit plus du danger que représentent les deux super-puissances ». « Actuellement », ajoute M. Vladimir Gontcharov, les dirigeants soviétiques voient dans l'Union soviétique, serait l'ennemi principale de la Chine.

Il va de soi que ce nouveau tournant dans la politique et la propagande soviétique n'est pas inaperçu dans les milieux impérialistes de l'Occident. On n'en veut pour preuve à Moscou que les récents voyages à Pékin de MM. Strauss, Jackson et Heath, et l'on espère que M. Kissinger puis M. Ford sauront résister aux chants des sirènes maoïstes.

Les dirigeants soviétiques sont-ils très profondément inquiets ? Craignent-ils un renversement des alliances ? Certes non. Mais ils n'ignorent pas le poids ambigu du facteur chinois dans les relations soviéto-américaines, bien que M. Kissinger se défende, régulièrement mais mollement, de vouloir jouer Pékin contre Moscou, et réciproquement. Toute nouvelle étape positive dans la normalisation des relations sino-américaines sera donc considérée avec une grande méfiance à Moscou, où l'on s'inquiète déjà de certaines informations en provenance de Washington sur une augmentation des échanges commerciaux entre les Etats-Unis et la Chine.

La poursuite des négociations américano-soviétiques sur la limitation des armements nucléaires (SALT) et la conclusion d'un accord sur la vente de blé américain à l'U.R.S.S., devraient pourtant rassurer les dirigeants soviétiques. Le dernier accord, en particulier, témoigne de la volonté, tant soviétique qu'américaine, de ne pas limiter les rapports entre les deux pays au seul problème crucial de la limitation des armements nucléaires, mais de les étendre, sur une base à long terme, aux questions économiques. Le lecteur soviétique, malheureusement, n'en saura rien, car aucun journal n'a encore soulevé mot de l'accord sur le grain, longuement négocié par le sous-secrétaire d'Etat chargé des questions économiques, M. Robinson, et le ministre soviétique du commerce extérieur, M. Patolichov. Celui-ci passe pour être un homme très proche de M. Brejnev.

JACQUES AMALRIC.

Cambodge

LE PRINCE SIHANOUK FUSTIGE LES MEMBRES DE SON ENTOURAGE QUI ONT RENONCE A REGAGNER LEUR PAYS

Tokyo (Reuter, A.F.P.). — Le prince Sihanouk estime que les membres de son entourage qui ont préféré trouver asile à Paris plutôt que regagner le Cambodge après cinq ans d'exil sont des gens de « droite ». Le chef de l'Etat, qui séjourne en Corée du Nord, a fait part de cette opinion dans une interview au correspondant à Pyongyang du Yomiuri Shimbun de Tokyo.

(Quelques cinquante Cambodgiens en exil à Pékin ont signé un vœu pour gagner la France le 16 octobre). Plusieurs d'entre eux, qui sont effectivement de droite, sans pour autant avoir pris fait et cause pour le régime Lon Nol, espèrent sans doute que le prince retrouverait un certain pouvoir, ce qui leur aurait permis, éventuellement, de jouer un rôle dans le nouveau régime. Le chef de l'Etat avait cependant, à de nombreuses reprises, affirmé que son « régime » avait pris fin.)

SELON LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT AMERICAINS

Les Vietnamiens abandonneraient aux Chinois le contrôle de l'archipel de Spratly

Les Vietnamiens auraient décidé d'abandonner aux Chinois le contrôle des îles Spratly et des Nansha, situées dans la partie méridionale de la mer de Chine du Sud, rapporte le correspondant de Times à Hongkong, citant les services de renseignement américains. Après avoir pris le contrôle du Sud, les révolutionnaires auraient envoyé des troupes sur les îles, qui étaient auparavant tenues par les forces saisonnières. Elles auraient reçu, depuis, l'ordre de se retirer afin de permettre aux Chinois de prendre possession de l'archipel.

Si les informations de Times sont exactes, la Chine contrôlerait toute la mer qui s'étend du continent jusqu'au nord de Bornéo. En janvier 1974, les forces chinoises s'étaient emparées des îles Hsisha (ou Farallons). Pékin avait toujours affirmé que les Hsisha, les

Tungsha (au sud-est de Hongkong), les Chungsha (au sud-est des Hsisha) et les Nansha étaient chinoises.

La guerre se poursuivait au Sud et les communistes recevaient une aide appréciable de la part de la Chine. Pékin ne pouvait pas attendre que la guerre prenne fin pour négocier avec les Vietnamiens l'avenir des archipels ? Il était attendu plus tôt aux Chinois d'user contre les troupes « fantômes » d'une force difficilement utilisable contre l'allié révolutionnaire. Rappels aussi que le dossier ne se résume pas à l'historique. Il semble que la mer de Chine du Sud soit riche en pétrole.

ALAIN JACOB.

Destination **neige et soleil** en **SUISSE**
10 jours, train + pension complète à partir de **850F**
France-Tourisme
1, rue Auber - 75009 Paris, Tel. 742.27.40

JOHN BELL
Prêt-à-porter de Luxe pour Hommes
10, rue Tronchet PARIS 8^e
Pour cause de réaménagement et avant transformations

LIQUIDATION TOTALE
mercredi 22, jeudi 23, vendredi 24, samedi 25 octobre
APERÇU DES ARTICLES
Chemises - Pulls - Cravates
Blazers et Vestes sport
Sportswear - Pantalons - Costumes
Pardessus - Lodens - Imperméables
Mouton retourné - Cuir et peau
PRIX SACRIFIES
OUVERT sans interruption de 9 heures 30 à 19 heures

le pays qui fête l'hiver, **AUTRICHE**
à une petite nuit de Paris par le train
Office National Autrichien du Tourisme
12, rue Auber 75009 Paris



Depuis que je fais escale à Amsterdam avec KLM, mes voyages d'affaires deviennent un plaisir.

Souvent je fais escale à Amsterdam avec KLM, d'abord parce qu'Amsterdam est un peu la plaque tournante des affaires en Europe: on est à une heure des grandes villes européennes. De plus, durant ces escales, je n'ai pas le temps de m'ennuyer. En effet, Schiphol, l'aéroport d'Amsterdam, sans doute un des plus modernes du monde, possède une immense "Tax Free Shop" dans laquelle on trouve toujours des milliers de choses intéressantes à acheter. Enfin, il y a la ville tout près, et Amsterdam, c'est une ville à ne pas

manquer. Malheureusement, une escale est souvent trop courte pour profiter de tous les plaisirs d'Amsterdam. La véritable solution, c'est d'y passer un week-end pour avoir le temps de visiter la vieille ville, les musées, les jardins botaniques, et mille autres curiosités. Mais consultez votre Agent de voyages, il vous en dira beaucoup plus que moi sur les programmes de week-end à Amsterdam. Par exemple, pour moins de 500 F, vous aurez le voyage aller-retour en jet, le logement

dans un excellent hôtel, le petit déjeuner et la visite de la ville. Avouez que, affaires ou détente, toutes les raisons sont bonnes pour aller à Amsterdam.
KLM - 36 bis avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. 742.57.29 - Bureaux à Lille, Lyon, Nice.



Sérieux et gentillesse: une tradition hollandaise. **KLM HOLLAND**

Pour votre DEMENAGEMENT 208 10-30 ODOUL

LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite.

YSOPTIC 80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS Tél. : 522.15.52

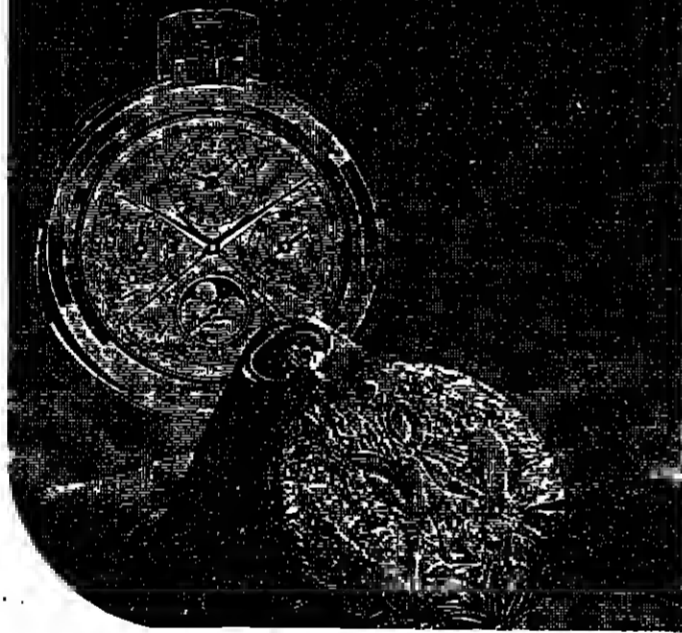
Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

EN COLLABORATION AVEC

PATEK PHILIPPE

MAITRES HORLOGERS A GENÈVE



Aldebert

Joaillier 1875 1, Bd de la Madeleine, Paris 1er

PRESENTE L'EXPOSITION LA MAIN CRÉATRICE

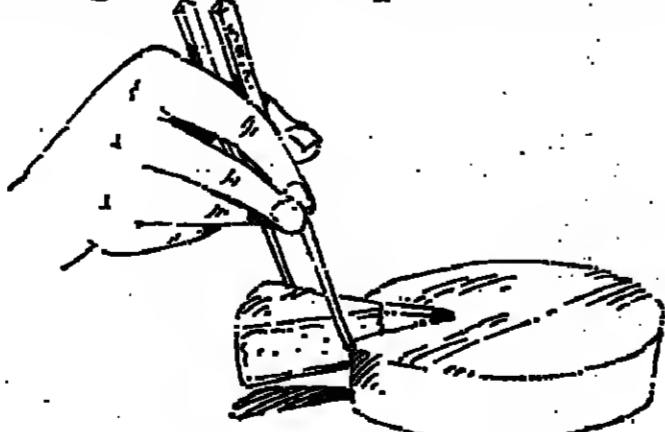
du 17 au 24 Octobre

CETTE EXPOSITION COMPORTE

- des montres du Musée Patek Philippe
- des montres compliquées
- des montres contemporaines, et la collection 1975/76

ENTRÉE LIBRE

10 millions de bouches coréennes veulent goûter leur premier comembert.



Au pays du matin calme, les affaires bougent.

KOREAN AIR LINES 9, bd de la Madeleine - 75001 Paris - Tél. : 261.58.46

AFRIQUE

L'Angola dans la guerre civile

II. - UNE BATAILLE INTERNATIONALE

par RENÉ LEFORT

Dans un premier article (« Le Monde » du 22 octobre), René Lefort a évoqué l'affrontement entre les trois mouvements nationalistes, et les risques de partition, à trois semaines de la date fixée — le 11 novembre — pour l'accession à l'indépendance de l'ancienne colonie portugaise.

Luanda. — Traversant un dédale de ruelles que le M.P.L.A. avait transformées, pendant la bataille de Luanda, en véritables coupe-gorge, deux ou trois cents habitants du Bairro « Marçal » se rassemblent dans la cour d'une ancienne maison de commerce portugaise.

La « commission exécutive » du Bairro, en quelque sorte le super-conseil municipal de ce bidonville, a invité tous les habitants du quartier à son assemblée générale hebdomadaire.

Le pire a été évité. Le port se décongestionne. La ville redevient propre. Devant les magasins d'alimentation, les files d'attente s'amenuisent. Et surtout, la volonté du M.P.L.A., enfin clairement exprimée, de sauvegarder par tous les moyens acceptables les secteurs modernes de l'économie, est si manifeste que l'exode des Blancs se ralentit.

Mais il semble bien que le pire ait été évité. Le port se décongestionne. La ville redevient propre. Devant les magasins d'alimentation, les files d'attente s'amenuisent. Et surtout, la volonté du M.P.L.A., enfin clairement exprimée, de sauvegarder par tous les moyens acceptables les secteurs modernes de l'économie, est si manifeste que l'exode des Blancs se ralentit.

Une campagne d'explication. Avant de mettre en œuvre le « pouvoir populaire », qui n'est pas encore adapté aux mentalités, le M.P.L.A. a déclenché une vaste campagne d'explication et de mobilisation politique.

M. Agostinho Neto reste le chef incontesté du M.P.L.A. Dans les pires moments de l'année, les défaites militaires, des divisions internes, son assurance tranquille et obstinée à reconforter les plus vicieuses la devise du mouvement : « La victoire est certaine. »

De fait, le M.P.L.A. contrôle aujourd'hui douze des seize provinces angolaises, tous les grands centres urbains, sauf Nova-Lisboa, la quasi-totalité des centres industriels et miniers, à commencer par les champs pétrolifères de

lycéens et ouvriers à peine sortis de l'adolescence. Le F.N.L.A., qui s'était retranché dans quelques immeubles modernes autour du bidonville, a livré de dures batailles avant de devoir évacuer ces positions.

Puisque le M.P.L.A. assume maintenant le pouvoir, les ouvriers exigent un vote et immédiatement : l'eau courante et l'électricité dans tout le bidonville, l'occupation des logements abandonnés de nouvelles écoles, de jeunes maîtres pour remplacer ceux qui sont partis, et surtout la création sur-le-champ d'une coopérative qui doit résoudre, comme par miracle, tous les problèmes d'alimentation et casser les reins des épiciers spéculateurs.

Les membres de la commission ripostent à ce flot de revendications par un argument très simple : si vous voulez que tout s'améliore, ne restez pas chez vous les bras croisés, mais venez travailler avec nous. En privé, un de ces responsables nous confie combien il est difficile de faire comprendre à une population qui ne peut d'idées sur le fonctionnement d'une démocratie que le « pouvoir populaire », l'eldorado tant attendu, a aussi ses exigences.

du M.P.L.A. sortait à peine d'une grave crise interne, avivée par un environnement géographique qui lui a toujours été défavorable. Mais le personnel soupçonné avec quelle puissance le M.P.L.A. pouvait symboliser l'aspiration à l'indépendance nationale.

A côté des intellectuels progressistes, les « pères fondateurs » du M.P.L.A. une nouvelle vague de cadres, formés dans le monde occidental, ont soufflé. Ce n'est pas un hasard si l'étoile montante du M.P.L.A., M. Nito Alves, n'a pratiquement jamais quitté l'Angola : il commandait, aux portes de Luanda, un foyer de résistance dont les Portugais ne purent venir à bout.

qu'avec des « éléments politiquement conscients » et placés sous l'autorité directe de l'état-major. Le M.P.L.A. a pris la direction d'un front anti-impérialiste qui rassemble les paysans, les ouvriers, les intellectuels progressistes, et, si possible, la « bourgeoisie nationale ».

M. Agostinho Neto reste le chef incontesté du M.P.L.A. Dans les pires moments de l'année, les défaites militaires, des divisions internes, son assurance tranquille et obstinée à reconforter les plus vicieuses la devise du mouvement : « La victoire est certaine. »

De fait, le M.P.L.A. contrôle aujourd'hui douze des seize provinces angolaises, tous les grands centres urbains, sauf Nova-Lisboa, la quasi-totalité des centres industriels et miniers, à commencer par les champs pétrolifères de

Cabinda, tous les grands ports de l'Atlantique.

A partir d'un rapport des forces à l'intérieur qui lui est favorable, le mouvement du docteur Neto estime, sans le dire aussi nettement, avoir le droit d'assumer seul tous les pouvoirs en Angola le 11 novembre, date fixée par les accords d'Alvor pour l'accession à l'indépendance.

La position de Lisbonne

Le Portugal euh, au dire de ses représentants à Luanda, « de très fortes pressions étrangères » au sujet de l'Angola. Officiellement, il s'en tient à l'espérance des accords d'Alvor : réconcilier les trois mouvements autour d'un processus négocié d'accession à l'indépendance.

Les alliés du M.P.L.A.

Le M.P.L.A. reste très discret sur l'état de ses relations avec l'Union soviétique : tout au plus sait-on qu'elle n'est pas toujours été seraine. Un dirigeant du mouvement nous confie « quelles dépendances » aussi des relations entre l'U.R.S.S. et les États-Unis.

Dans le coin droit des deux quotidiens angolais contrôlés par le M.P.L.A., un encadré noir égrène le nombre de jours qui séparent le pays de la date fatidique du 11 novembre. Nul doute

adversaires pour les mettre devant le fait accompli. La communauté internationale sera placée devant un choix difficile : soit reconnaître la légitimité du mouvement angolais le mieux établi, encourager la séparation entre l'UNITA et le F.N.L.A.

La bataille du 11 novembre jouera, surtout sur la scène internationale : les grandes manœuvres pour isoler diplomatiquement et battre militairement le M.P.L.A. seront sans doute déclenchées d'ici trois semaines.

Quant à la menace, pour ce

trahire le M.P.L.A. à négocier au moins avec l'UNITA, de crainte de la rupture avec le métrope. Quant à la menace, pour ce trahire le M.P.L.A. à négocier au moins avec l'UNITA, de crainte de la rupture avec le métrope.

Le M.P.L.A. craint surtout qu'en impliquant toute l'Afrique australe dans le problème angolais ses adversaires ne réussissent à faire intervenir les grandes puissances, qui soupçonnées de ne pas compromettre la détente, imposent leur loi.

que le F.N.L.A. et l'UNITA

rendent compte qu'il leur restera peu de temps pour venir à bout du M.P.L.A. Le F.N.L.A. a déclenché depuis quelques jours une nouvelle offensive. Pour la première fois, l'aviation est intervenue.

An micro de Radio-Ruani M. Jonas Savimbi multiplie les appels à la guerre totale, et promet de jeter sur le champ la bataille plus de divisions, plus d'avions, plus de missiles, et d'arriver à Luanda, jamais à aligner. Mais, depuis sa prise de Luanda, le M.P.L.A. pense pouvoir contenir cet ultime assaut grâce au soutien de la population, à la valeur de ses troupes politiques et militaires, à la détermination de ses troupes.



chez Pan à St-Germain des Prés... aux mêmes prix que les meilleurs prix, tout le gotha de la Haute-Fidélité

Nous vous proposons les plus grandes marques de Haute-Fidélité B & O, BRAUN, ELIPSON, HARMAN, KARDON, LANSING, Lenco, LINEAR, NIMCO, QUAD, REVOX, ROTEL, SCOTT, SONY, TEAC, THORENS, YAMAHA, ACCUPHASE, NAKAMICHI.

pan le disquaire de St-Germain-des-Prés 11, RUE JACOB 75006 PARIS - Tél. : 326.18.25

Spécial 150

150

guerre civile
INTERNATIONALE

AFRIQUE

LA CRISE DU SAHARA ESPAGNOL

Le roi Hassan II a reçu un émissaire espagnol

Tandis que les premiers contingents de « marcheurs » marocains s'avançaient, mardi 21 octobre, en direction de Tarfaya, l'attitude du Sahara occidental continuait à faire l'objet d'une intense activité diplomatique. Le roi Hassan II a reçu mardi après-midi un émissaire du gouvernement de Madrid, M. José Solís Ruiz, ministre du Mouvement. Dès son retour dans la soirée à Madrid, celui-ci s'est déclaré « extrêmement satisfait » de cet entretien, « souverain, à-t-il dit, et semble se disposer à entamer le dialogue avec l'Espagne et à s'entendre avec elle pour régler tous les problèmes en suspens ».

La crise ouverte par l'initiative marocaine préoccupe les États-Unis. Le roi Hassan II avait accordé une audience ce mercredi à M. Alfred Atherton, secrétaire d'État adjoint pour l'Afrique du Nord et le Moyen-

M. Kurt Waldheim à entrer en contact pour résoudre la crise.

● A MADRID, la presse souligne que, en raison des difficultés du terrain, les marcheurs seront obligés d'emprunter un itinéraire bien délimité qui permet à la fois le passage des piétons et des camions de ravitaillement, mais qui forcera ceux-ci à traverser des champs de mines.

● A PARIS, dans une conférence de presse tenue mardi, M. Bakim Abdel, représentant idéologique du Front populaire pour la libération de Saguis et Hamra et du Rio-d'Oro (F. POLI-SARIO), a dénoncé l'entreprise marocaine et a lancé un appel aux Nations unies pour qu'elles « défendent les principes d'autodétermination et d'indépendance ».

● A ALGER, enfin, le ministre des affaires étrangères a

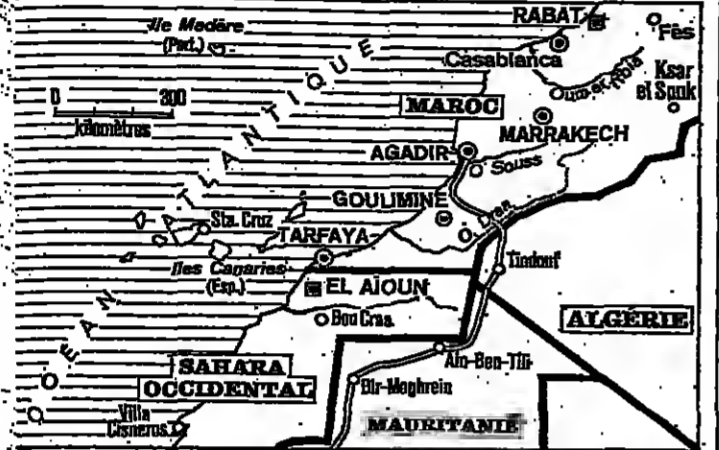
LA MARCHÉ S'ORGANISE DANS LA FIÈVRE

(Suite de la première page.)

Si l'annonce, mardi en fin d'après-midi, de la mort du général Franco, bien qu'elle n'a guère suscité d'émotion (« Franco vivait ou mourait, cela ne change rien, disait-on, puisqu'il n'est pas question de renouer »), en revanche on s'est attardé à commenter la visite que M. José Solís Ruiz, ministre du Mouvement, venu exprès de Madrid, avait rendue au roi dans la matinée, bien que la teneur de leur conversation n'ait pas été rendue publique.

Mais, sur la place Djemaa-el-Fna, l'animation est retombée plus tôt qu'à l'accoutumée. A 23 heures, quelques quinquets seulement y brillent encore. Les folles heures, les défilés, l'excitation, les meetings, finissent par fatiguer les foules les plus aguerries. Et comme demain, après-demain, et tous les jours suivants, n'est encore la fête, une fête qui devrait aller croissant plus la marche s'approchera du sud, il faut savoir ménager ses forces.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.



lent, qui vient de se rendre Tunis et à Alger.

À L'ONU, les consultations sur la question du Sahara occidental, pagées mardi après-midi, ont été ajournées dans la soirée sans aucun accord ne se dessinant. Les discussions devaient reprendre ce mercredi après-midi.

La résolution costa-ricaine, adoptée lundi au Conseil, et qui demande au Maroc de renoncer son projet de marche, ne peut pas être mise aux voix, dit-on dans les couloirs. Le Maroc, la Mauritanie et les autres États qui se préparent à un autre référendum qui demanderait aux peuples de maintenir le statu quo inviterait les autorités de Madrid, Nouakchott et Rabat et

publié un communiqué déclarant que l'Algérie ne saurait donner son accord « à toute intervention restrictive » des documents des Nations unies sur le Sahara occidental ou « à toute initiative de nature à contrarier la mission de l'ONU ». Dans une courte dépêche, et sur un ton très neutre, l'agence officielle de presse A.P.S. a d'autre part annoncé mardi soir que « la campagne anti-impérialiste qui se développe depuis plusieurs semaines au Maroc, principalement à travers la presse, a pris une nouvelle forme. C'est ainsi que des manifestations contre notre pays ont eu lieu dans plusieurs villes marocaines ». (Quelques heures plus tôt, plusieurs centaines de jeunes gens avaient défilé dans les rues de Rabat en scandant le slogan « Franco assassin, Boumediène assassin ! ».) — (A.F.P., A.P., Reuters)

LE « NEW YORK TIMES » : le roi veut détourner l'attention de son peuple de sa misère.

Le « New York Times » annonce, ce mercredi 22 octobre, dans un éditorial, le roi Hassan de Maroc d'organiser sa marche au direction du Sahara espagnol dans le but de détourner l'attention de son peuple de sa misère, ainsi que dans celui de maintenir à une certaine avance sur une opposition irresponsable.

« Il craint également, à juste titre, poursuit le journal, que, si l'on organise un référendum parmi les soixante-quinze mille habitants du Sahara espagnol, comme l'Espagne l'a promis, et comme l'Algérie et les Nations unies le préconisent, ce référendum ne se prononce contre l'union avec le Maroc ».

« Le Front de libération en faveur de l'indépendance, et probablement soutenu par l'Algérie, semble avoir un appui populaire beaucoup plus important que celui des partisans partrains par l'Espagne et le Maroc », note le « New York Times ».

« Le référendum proposé qu'un référendum soit organisé, de préférence sous surveillance internationale. L'Espagne et l'Algérie sont d'accord. La Mauritanie peut certainement être persuadée dans ce sens. Le roi Hassan devrait annuler sa manifestation théâtrale, provocante et inutile et faire de même », conclut le journal.



ERASME: L'ÉLOGE DE LA FOLIE

DE LA
FOLIE

Qui était Erasme?
Pourquoi cette gloire immortelle?

Au XVI^e siècle, on évoque de deux façons le prince des humanistes des pays du Nord, Erasme de Rotterdam par un portrait célèbre, peint par Holbein en 1523, qui se trouve au musée du Louvre, où l'on voit Erasme le visage finement barbu, le nez droit, les lèvres minces sur lesquelles flotte un imperceptible sourire, des yeux au regard voilé; mais qui brillent d'un éclat intérieur. Et par un livre, autre impérissable du monde et de l'humanité: L'ÉLOGE DE LA FOLIE dans lequel la Folie, sous les traits d'une femme à longues oreilles ornées de perles, démontre à ses auditeurs qu'ils sont tous fous, qu'elle seule a tout son bon sens.

C'est cet ouvrage, qui en soulevant à travers les siècles, une admiration intertemporelle de tous les hommes, a valu à Erasme sa notoriété.

Auteur d'ouvrages érudits et savants, Erasme n'attendait certes pas la célébrité de ce livre qu'il composa, à cheval, lors du passage des Alpes pour se divertir du long voyage qu'il avait entrepris pour se rendre de Rome en Angleterre. Pourtant, ce passage de lettres en voyage nous les foules, émut l'Église, inquiéta les Grands et assura à son auteur une gloire immortelle. En quatre siècles et demi, la Folie a parcouru le monde pour semer ses graines de sagesse. Par la grâce de dame Folie, les idées opposées capitulent devant les sarcasmes ou les graves leçons que profère l'humaniste hollandais. Avec une ironie subtile, Erasme combat à travers les siècles, la vanité des hommes.

Je suis heureux de vous présenter « mon édition » de L'Éloge de la Folie. J'ai choisi de vous donner d'abord en fac-similé l'édition de 1709, véritable curiosité, ornée de douze figures d'époque. C'est l'édition célèbre parue chez Defer de Maittonnere rue St-Jacques. Ensuite, j'ai donné le texte en français moderne dans une belle typographie claire et aérée. J'ai enfin apporté tous mes soins à la reliure en pleine peau de mouton, dont chaque journal a été découpé à la main, au tranchet d'artisan et collé à la colle de poisson comme autrefois. Le cuir est frappé « à chaud » à l'or 22 carats d'un riche motif d'époque tant pour les deux plats que pour le dos.

Je vous l'offre, en priorité, au simple prix d'une édition classique: 55,70 F (+ 4,60 F de port). Alors, envoyez-moi bien vite le bon de vision gratuit ci-joint. C'est absolument sans-risque puisque vous ne paierez ce volume que si vous le désirez. Vous aurez 10 jours pour l'examiner, réfléchir et me le retourner, à mes frais, si par hasard vous ne voulez pas le garder.

Vous voyez, vous n'avez aucun engagement, vous ne me devez rien dans ce cas... mais vous aurez eu au moins un grand plaisir: lire un des privilégiés qui auront admiré, en priorité — et gratuitement — un livre d'art réalisé dans la tradition d'autrefois avec des nobles matériaux.

SABINETE DE RACHAT
Il vous reste encore un stock de livres dans les chalets avec vous. Les livres sur le papier ou sur les autres supports. Les livres sur les autres supports. Les livres sur les autres supports. Les livres sur les autres supports.

JEAN DE BONNOT
Éditeur de livres rares et précieux.
7, rue Saint-Hippolyte - 75002 Paris - Cédex 08.

Je suis curieux de voir (sans engagement) le volume de « L'Éloge de la folie » d'Erasme.

Nom Prénom
Rue Numéro
Code Postal Ville

Signature :

chez Panà Germain des

Le Hameau Mouffé Tard



Un immeuble comme il fallait en construire dans un tel quartier. A l'ancienne. Avec des façades en pierre de taille et en enduit rustique, des fenêtres à petits bois et des vrais toits avec des lucarnes et des combles à la Mansart.

Une partie de l'immeuble donne sur un grand patio intérieur pavé, entouré d'arcades et de jardins suspendus.

Une construction soignée jusque dans les détails.

Des duplex, de vastes appartements, mais aussi de sympathiques studios pour les célibataires raffinés.

Et autour, la Mouffé, vivante, pittoresque, colorée, au cœur d'un quartier le plus représentatif du Paris de toujours.

Renseignements et vente sur place
73 rue Mouffettes, Paris 17^e
Tous les jours de 14h à 19h
Samedis de 10h à 19h
Ferme le dimanche au GEFIC - 52 Champs-Élysées
ALM 98 98

SIGIMI
Groupe Espérol Schmelzer

COMMUNIQUE DE GEFIC - CONSTRUCTIONS LA HENIN

Avec 32.500 F. vous vous installez tout de suite à Paris dans un 2 pièces* avec téléphone. Vous payez 1.790 F. par mois. Vous êtes propriétaire. C'est tout. C'est simple.

* 2 pièces 41m² Prix fermes et définitifs. Parking inclus. Téléphone inclus. Frais de dossier, frais de notaire, inclus. Réalisation Constructions La Henin

Du studio au 3 pièces. Appartement modèle au 22^e étage, sur place, tous les jours de 14 à 19 h. Samedi et dimanche de 10 à 19 h. 22, av. de Choisy - Paris 13^e.

Renseignements et vente Gefic 52, Champs-Élysées ALM. 98. 98

Verdi. Puccini. Paris 13^{ème}

Jocelyn
PARIS
NOBLESSE DU CUIR



134, boulevard Saint-Germain,
Paris 6^e - 033.44.10
76/78, Champs-Élysées
Arcades du Udoil Paris 8^e - 225.36.33
5, rue du Cherche-Midi,
Paris 6^e - 548.75.47

SC.PO

Préparation annuelle, sur place
ou par correspondance
Examen entré 1^{er} et 2^e années
Renseignements au centre S.I.A.P.
CEPEP - Département des professeurs
57, rue Ch.-Lafitte, 92-Neuilly
722-94-94

**CHEVEUX DÉFICIENTS
PAR EXCÈS DE SÉCRÉTION**

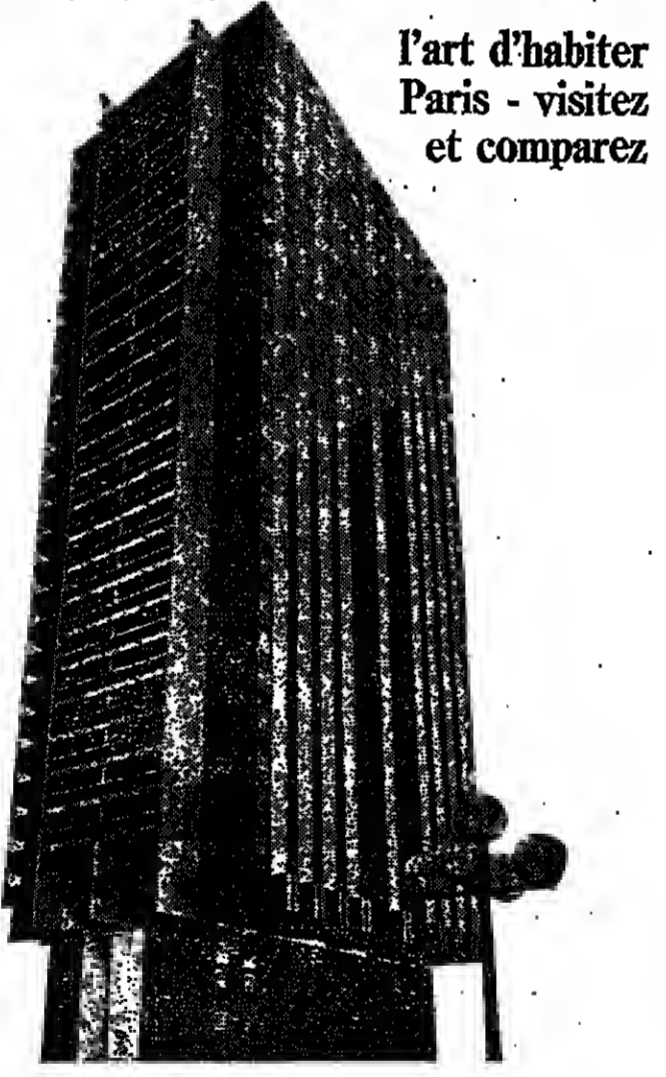
Si votre cuir chevelu sécrète trop, si, de ce fait, les poils folliculaires sont engorgés au point d'entraîner des démangeaisons, la formation de pellicules, signes menaçants d'une calvitie irréversible, renseignez-vous sur le cosmétique shampooing + lotion « TH 2 » au soufre métalloïde, qui peut régulariser la sécrétion, redonner une nouvelle vigueur au cheveu en rendant à sa racine son hygiène naturelle. Vous ne courez aucun risque car, sans résultat dans un délai de 20 jours, vous serez remboursé sans discussion (cas masculin et féminin).

Documentation gratuite sur « TH 2 » auprès de la CEBATION SCIENTIFIQUE (Serv. L. MD 15) 6339 MOUGINS. Joindre 3 timb.

CAFETIÈRES ÉLECTRIQUES
Françaises - Italiennes
ELECTRO-MÉNAGER
Sèche-cheveux - Mixeurs
BROSSEUSE - COUTELLERIE
CADEAUX - GADGETS UTILILES
DIDIER-NEVEUR
39, Rue Marbeuf - Tél. BAL. 61-70
20, Rue de la Paix - PARIS
Ouvert du lundi au samedi de 9 à 19 h.

15^e FRONT DE SEINE **TOUR RIVE GAUCHE**

l'art d'habiter
Paris - visitez
et comparez



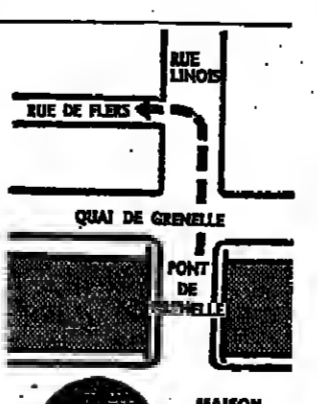
- Aspect extérieur de la tour : élégante et étonnée.
- Halls d'entrée : une décoration nouvelle, des proportions hardies.
- Horizon : de la Seine à Montparnasse, vivre en plein ciel avec une vaste loggia prolongeant le séjour.
- Finitions des appartements : boiseries exceptionnelles, placards de grand luxe, peintures terminées, cuisines équipées.
- Distribution des appartements : plus d'espace que la réalité des m².
- Salles de bains : luxueusement décorées et de grandes dimensions, même pour les petits appartements.

Prix : à partir de 5.500 F le m²
(ferme et définitif)

Studia au 6 pièces
Livraison immédiate

Du lundi au vendredi de 10 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. et le samedi de 9 h. 30 à 12 h. 30 et à tout moment en appelant
BATIMA au 504-41-00

batima
69, rue de la Tour, 75016 PARIS



AMÉRIQUES

Candidat virtuel à la présidence des États-Unis

M. George Wallace est attendu à Paris

Venant de Berlin-Ouest, où il séjournait depuis mardi 21 octobre, le gouverneur Wallace, candidat virtuel à la présidence des États-Unis, devait arriver, dans l'après-midi de mercredi, à Paris, où l'a précédé une partie de son entou-

rage. Le programme des rencontres qu'il doit avoir dans la capitale n'a pas encore été définitivement établi, et il se peut que, pour des raisons de sécurité, il ne soit diffusé qu'à la dernière minute.

Fils de Clio

Mai n'est pas le mois le plus beau dans la vie de M. George Wallace, né le 25 août 1928 dans un village de l'Alabama au nord-ouest de Clio (tout cent quarante habitants). Le 7 mai 1968 s'éteignit, à quarante et un ans, sa première femme, Luiseen, enlevée par le cancer qui la minait depuis des mois. Pressé par l'imminence de son appel sous les drapeaux, M. George Wallace avait épousé, en 1943, ce feron de dix-sept ans. Ce n'était pas seulement le père de ses quatre enfants. De janvier 1957 à sa mort, elle avait été de plain droit « gouverneur » de l'Alabama à la place — et dans l'ombre — de son mari auquel le Constitution interdisait de se succéder à lui-même.

Le 15 mai 1972, lors d'un stop à l'écarter au centre commercial de Laurel, sur la route de Washington à Baltimore, l'un des hauts lieux du tourisme américain, un de ces « instables » dont l'Amérique folle, Arthur Bremer, déchargeait son revolver dans la direction de M. Wallace, blessant trois personnes et atteignant à la colonne vertébrale celui qui était redevenu gouverneur de l'Alabama. De multiples interventions chirurgicales, des efforts désespérés de rééducation ne saur-

rent pas cet ancien champion de boxe amateur des conséquences de la paralysie. Il est depuis lors condamné au fauteuil roulant, et il a beau se livrer chaque jour à de pénibles exercices de gymnastique corrective pour se maintenir en forme, il sait qu'il ne pourra plus jamais se tenir sur ses jambes.

Indomptable dans l'adversité, il n'hésite pas, pour donner crédit à des ambitions politiques maladroites, à comparer son invalidité à celle de Franklin Roosevelt. La différence est que « F.D.R. » trappé par la polio en 1921, à l'âge de trente-neuf ans, put consacrer les trois années suivantes à un régime intensif d'hydrothérapie qui accomplit un lent mais continu miracle. Dès 1924, Roosevelt était capable de marcher et s'appuyant sur des béquilles et son rétablissement progressa suffisamment pour qu'il supporte les charges de gouverneur de l'État de New-York avant de briguer et de recevoir — exception quasi monstrueuse aux yeux de la tradition américaine — quatre mandats présidentiels successifs. Il mourut, exténué, à soixante-trois ans, après avoir cruisé dans l'histoire de son pays et du monde un sillon inéffaçable.

On a peut-être inscrit, en revanche, à l'actif mémorable de M. George Wallace ? Ce n'est encore qu'une figure de plus dans la galerie de ces tribuns sudistes emprêtés dans les contradictions d'un racisme plus ou moins virulent selon le conjoncture et d'une réformisme nébuleux, trépassant toujours la caricature par leur comportement excentrique, au figuré comme bien souvent au propre sans du terme. George Wallace n'a même pas la stature d'un Huey Long, qui imposa sa

marque à la Louisiane. Même à la politique de l'Alabama depuis 1967, son œuvre locale n'est ni complètement insignifiante ni particulièrement distinguée. Il s'identifie avec passion à la cause de la discrimination raciale au moment où celle-ci permettait d'élever le débat « en fulminant contre l'ingérence de Washington » et l'arrêt de la Cour suprême de 1954 déclaraient inconstitutionnelle la ségrégation scolaire. Aujourd'hui, le vent ayant tourné, M. Wallace se proclame « ami des Noirs » et

ne manque pas une occasion de courtiser leurs suffrages. C'est ce qui a pu lui conférer cette « dimension nationale » qu'aucun leader du Sud n'avait, avant lui, réussi à obtenir ? Car ce n'est pas comme ségrégationniste racessant (puis radouci et reconverti dans la collaboration interraciales) que George Wallace s'est taillé une célébrité : il est connu, à lui tout seul, « troisième force » d'un système politique dominé par deux grands partis également en perte de vitesse et de crédibilité. Le vide qu'ouvre leur recul, il ne le comble pas mais le fait retentir du bruit de sa croisée pour l'« Américain quelconque », d'un scrutin qui l'opposait au symbole d'un prolétariat blanc

pluri-ethnique qui n'ose pas dire son nom et s'adjuge le statut imaginaire d'une « classe moyenne », fissuré de son ascension sociale, apitoyé par le fiasco fédéral et invité, par surcroît, à faire les frais de la promotion des Noirs.

La discrimination raciale

Sur ce programme d'auto-défense plus psychique qu'économiquement raisonné, M. Wallace, candidat « indépendant », récolte à l'élection présidentielle de 1968 presque dix millions de voix (environ 14 % des suffrages exprimés), vers lesquelles l'organe aussitôt un Richard Nixon, vainqueur de Justice, à cause de ce général, d'un scrutin qui l'opposait au démocrate Hubert Humphrey.

1976 ou jamais

Ces quatre ans plus tard, M. Wallace repart à la conquête de la Maison Blanche. Cette fois, il n'a pas encore décidé de son appartenance : il est à lui seul une traction et un tonner. Aux élections « primaires » de Floride, il a fait un malheur — dans le camp démocrate on rallie 42 % des voix, et au lendemain de l'attente de Laurel, sur son lit de douleur, il apprend qu'il arrive en tête des « primaires » du Michigan avec un pourcentage de 50 %. Ses blessures mal fermées, amputé par l'épave, il s'adresse à la convention démocrate de Miami-Beach de sa petite voiture devant ses « délégués » consternés. Le 31 juillet, cédant aux instances de ses médecins, il se retire de la compétition.

Sur ce programme d'auto-défense plus psychique qu'économiquement raisonné, M. Wallace, candidat « indépendant », récolte à l'élection présidentielle de 1968 presque dix millions de voix (environ 14 % des suffrages exprimés), vers lesquelles l'organe aussitôt un Richard Nixon, vainqueur de Justice, à cause de ce général, d'un scrutin qui l'opposait au démocrate Hubert Humphrey.

A travers le monde

Chili

LE PROCÈS DE M. LUIS CORVALAN, ancien secrétaire général du parti communiste chilien serait « imminent », a indiqué à Santiago, le mardi 21 octobre, une source judiciaire, qui a ajouté que le procureur requerrait contre M. Corvalan deux fois les travaux forcés à perpétuité plus soixante-six ans de prison.

Madagascar

MADAGASCAR ET L'AFRIQUE DU SUD. — Le gouvernement malgache a donné l'ordre à Air Madagascar de cesser toutes ses activités en Afrique du Sud. Le 1^{er} novembre prochain. Selon la radio malgache, il s'agit d'une mesure de précaution pour la compagnie nationale de continuer ses activités alors que le pays a rompu avec le régime ségrégationniste de Pretoria depuis 1972. — (Reuter.)

Tchad

L'AFFAIRE CLAUSTRÉ. — M. Charles Édouard Bourbonnière, envoyé spécial de M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, est arrivé mardi 21 octobre à Ndjamena, capitale du Tchad. Il a été accueilli par le général Malloum, chef de l'État. Celui-ci a déclaré, le même jour : « Je pense que pour nous l'affaire Claustré est réglée », ajoutant que les Français et les pressés français ont « condamné Mme Claustré ». — (A.F.P., Reuter.)

Thaïlande

L'AMBASSADE DE CHINE A BANGKOK. — La première mission diplomatique chinoise en Thaïlande a été accueillie lundi 20 octobre, à Bangkok, par deux cents personnes brandissant des banderoles souhaitant « longue vie aux relations sino-thaïlandaises ». La délégation, dirigée par le chargé d'affaires, M. Lu Tan-pa, installera la première ambassade de Chine à Bangkok.

Ce Week-End, partez en Week-End. A Londres. Pour 380F*

Prenez à la semaine anglaise ce qu'elle a de meilleur : le week-end. Et pour le prix d'un cashmere à Paris, allez en acheter deux à Londres.

En Jet.
Pour 380 F, vous prenez l'avion vendredi soir. Vous vous installez dans un hôtel confortable. Et vous avez deux jours pour profiter de Londres, en toute liberté.

Vous pourrez même demander à l'hôtesse qui vous accompagnera discrètement tout au long du voyage deux ou trois choses que vous avez oubliées : l'adresse de Harrods, ou le mot anglais que vous avez sur le bout de la langue.

Cachez votre caméra.
Faites un tour aux puces : à Portobello Road, vous trouverez ce que vous désireront les brocanteurs parisiens dans six mois... Vous aurez aussi l'occasion de faire de bonnes affaires en achetant au cours actuel de la livre ; un exemple : 170 F pour un pull en cashmere.

Faites le touriste.
Et puis le plaisir de faire ou refaire connaissance, en touriste, avec une très belle capitale, avec ses jardins, avec ses musées : la plupart sont ouverts le Samedi et le Dimanche, et beaucoup sont gratuits.

Deux nuits.
Deux jours à Londres, c'est aussi deux nuits. Passez la première à Soho et choisissez : les cuisiniers indiens vous convaincront que la vie coloniale avait du bon : une cuisine raffinée, épicée, excitante. Pour que la fête soit complète, terminez-la au pub du coin : la bière est bonne, le whisky aussi.

Profitez de votre deuxième soirée à Londres pour découvrir les tenues excentriques et les maquillages extravagants qui se donnent et vous donnent rendez-vous à Chelsea.

Scenes.
A l'heure du thé, reprenez quelques scènes, vous avez tout votre temps pour rentrer à Paris : le dimanche soir dans le ciel, il n'y a pas d'embouteillages.



BRITAIN

* Prix valable à partir du 1^{er} novembre
Votre agence de voyage vous renseignera sur ce week-end République Tours - Tél. : 355-31 et sur tous les autres. Ou contactez l'Office Britannique de Tourisme, 6, place Vendôme, 75001 P.

Je paye 150

DIPLOMATIE

Libres opinions

RETOUR D'U.R.S.S.

par PIERRE BOURGADE

A provoquer l'histoire, l'histoire se venge. Le jour où il décida de ne plus célébrer la victoire des peuples alliés sur le fascisme, M. Giscard d'Estaing commit une faute politique dont il n'a pas fini de payer le prix.

Et pour avoir voulu, dans sa superficielle frénésie de « changement », se distinguer de ses prédécesseurs en tirant purement et simplement un trait sur une partie significative de notre histoire, il lui est difficile, lorsqu'il se déplace à l'étranger, d'apparaître, entre autres, comme le porteur d'un passé que le peuple français, lui excepté, désire partager avec d'autres peuples.

L'Union soviétique a perdu vingt millions d'hommes dans la seconde guerre mondiale, afin que M. Giscard d'Estaing puisse lire le voyage de Moscou, et afin que la télévision française, qui est entièrement entre ses mains, loin de mettre à profit l'événement pour rappeler à l'opinion le rôle qu'a tenu l'Union soviétique avant la guerre, pendant la guerre, et depuis dans le monde, puisse se livrer, selon son habitude, pendant ces trois jours, à sa lourde caricature du communisme.

Pendant que se succédaient, sur nos petits écrans, documents, témoignages, débats à sens unique, M. Giscard d'Estaing, devant ses notes, levait son verre à la libre circulation des marchandises.

Quelle idée de la République se fait-il d'une charge qu'il a déclinée, disputée, conquise, et des devoirs qu'une telle charge implique ?

Lorsqu'il représente la France à l'étranger, M. Giscard d'Estaing se considère-t-il comme le porte-parole de l'histoire nationale, ou comme le commis voyageur du libéralisme occidental ? Parle-t-il au nom de tous les Français, ou parle-t-il au nom d'une option économique, l'option libérale, que rejette une grande partie de notre peuple ?

M. Giscard d'Estaing se considère comme le commis voyageur du libéralisme occidental. Il parle au nom d'une seule partie de notre peuple. Ses interlocuteurs s'en rendent compte. Ils n'accordent donc pas, à celui qui leur parle au nom d'une partie des Français, la considération qu'ils porteraient, sans aucun doute, à celui qui parlerait au nom de tous.

La France n'est pas née en mal 1974. Elle a une mémoire. Et celui qui prétend s'exprimer en son nom en l'oublie n'émet que des vaguements peu aptes à capter l'attention d'hommes qui prétendent, eux, représenter à la fois leur histoire, leur idéologie, leur peuple.

M. Giscard d'Estaing a été reçu par les dirigeants soviétiques au Kremlin dans ces mêmes salles où Lénine dirigea les premières années de la révolution et où Staline tint tête aux armées nazies.

S'il est un lieu au monde où l'histoire est liée à l'idéologie, c'est celui-là. S'il est un lieu où les hommes qui passent se sentent les porteurs de tout ce qui précède, c'est celui-là. S'il est un lieu où le représentant de la France, quel qu'il puisse être, puisse comprendre et dire combien le destin de notre peuple, à travers les vicissitudes de l'histoire, est lié au destin des peuples soviétiques, qui lui font équilibre à l'autre extrémité de l'Europe, c'est celui-là. S'il est un lieu où il est indécrot de paraître ignorer l'histoire, d'appeler au déclin de l'idéologie, c'est celui-là.

Les dirigeants de l'Union soviétique, vers qui regardent, à tort ou à raison, les mille millions de peuples de la Terre, reconnaissent le président de la République française pour entendre un médiocre épou à la « décapitation » et discuter d'une affaire de visas ?

Avant pris la mesure de son interlocuteur, M. Brejnev convie M. Giscard d'Estaing à faire du tourisme, en espérant, peut-être, que le vue du paysage russe lui donnerait le sens de la grandeur.

Maie il faut revenir maintenant aux Français. Le peuple français voit, sous ses yeux, mois après mois, on pourrait dire semaine après semaine, se détériorer sa propre image, depuis que M. Giscard d'Estaing est au pouvoir.

La première année du septennat, qui vit le président multiplier les gestes inattendus, dans l'espoir d'apparaître à tout prix « différent », n'a été marquée que par un seul acte de valeur symbolique, en raison de son impact dans la conscience collective, l'annulation, évoquée plus haut, de la célébration de la victoire sur le fascisme.

Or, coup sur coup, au moment même où M. Giscard d'Estaing s'apprêtait, lui, à célébrer ses cinq cents premiers jours de pouvoir, l'affaire d'Algérie, l'affaire Cloustra, le discrédit soulevé à France au moment du procès des révolutionnaires espagnols, l'équipée soviétique enfin, démontrent aux Français, en une sorte d'accélération dramatique, qu'une entreprise de destruction d'une partie de leur figure historique est entamée.

L'affaire d'Algérie et de Bastia démontre la difficulté où se trouve le pouvoir d'assurer, hors le force, l'unité nationale. L'affaire Cloustra illustre (en même temps que l'inhumain et le malade du régime) la dégradation de nos liens avec l'Afrique. L'attitude de Giscard envers Franco met en lumière l'isolement de la France au sein de la Communauté européenne elle-même. L'équipée soviétique enfin, qui couronne le tout, démontre que, sur le plan mondial, la France est désormais tenue pour quantité négligeable, non en raison de sa puissance relative, mais en raison de son actuelle orientation.

Voilà où nous en sommes au moment où M. Giscard d'Estaing passe le cap des cinq cents jours.

La France aurait pu vivre cinq cents jours d'histoire. Elle a vécu cinq cents jours de faits divers.

Elle apparaît gérée par une sorte de P.-D.-G. détraqué, comme une société anonyme, dont le seul idéal serait de prospérer, dans l'univers du télé-achat, en entretenant d'égaies relations avec tous.

Les faits prouvent qu'un tel régime n'a pas même l'excuse de l'efficacité. Il est générateur de crise. Il signifie records de chômage et de vie chère. Il est terrible aux pauvres. Il ôte à la jeunesse tout espoir.

Logique avec lui-même, il fait de ce pays, qu'on connaît passionné par l'idée, le lieu du désastre. Quel Etat, dans le monde, autant que l'Etat giscardien, fait place aux néo-estrogènes : estrogènes, tiers, loteries, etc., qui détournent les gens des vrais problèmes ? « Bouti-dodo-potto », en attendant « bouti-dodo-potto ». Et comment s'étonner que l'homme qui incarne et ordonne est incroyablement abaissement soit de si peu de poids sur la scène internationale ? Quel poids pèse M. Giscard d'Estaing devant un homme qui se bat pour ses idées ? Pouvait-il convaincre M. Brejnev ? Il n'a même pas pu convaincre Hissène Habré.

Il est bon, cependant, qu'il ait gagné la dernière élection présidentielle. Lorsque, le jour venu, le pouvoir changera de mains et lorsque notre peuple retrouvera le sens de son histoire, le droit français n'aura plus qu'à se taire. Elle a joué sa carte. Son meilleur homme est l'homme du fiasco.

Si vous portez des lunettes ne voyagez pas sans « passeport vision ».

Casser ses lunettes à l'étranger et ne pas savoir où s'adresser pour les remplacer, il y a là de quoi gâcher même le plus beau voyage. LEROY y a pensé. Désormais, grâce au réseau international de correspondants LEROY couvrant déjà 12 pays, tout client LEROY possesseur du « passeport vision », à la possibilité d'être « dépanné » à l'étranger comme il le serait à Paris dans l'un des 9 magasins LEROY.

Ce « passeport vision » indispensable à tous les porteurs de lunettes qui voyagent, fait partie des services exclusifs que LEROY met gratuitement à la disposition de sa clientèle. N'hésitez pas à en profiter, ainsi que des autres avantages de la « carte Y ». En contactant le centre LEROY le plus proche de votre domicile.

LEROY

Opticien 104 Champs Elysées

5 pl. des Ternes - 147 r. de Rennes - 30 bd. Barbès
158 r. de Lyon - 18 bd. Hausmann - 127 lg. St-Antoine
27 bd. St-Michel - 11 bd. du Palais

Un cercle réservé aux amis des grands vins

Une idée sympathique ! Qui séduira tous les amateurs de bons vins : pourquoi ne pas se grouper ? Pour être régulièrement informés de la production présente et de l'année à venir de tous les vignobles de France ? Connaître les grands millésimes et, pourquoi pas, en commander de bonnes bouteilles ? Être immédiatement au courant de toutes les bonnes affaires concernant les vins et les alcools de n'importe quelle région ? Et profiter des prix exceptionnels accordés aux achats de groupe ?

En résumé, pourquoi ne pas se constituer, entre amis, une très grande cave à de très bons prix ?

Vous pouvez être tout de suite l'un de ces amis. Contactez pour les informations supplémentaires :

Michel Laroche
Cercle Brennus
24, rue Ansermeuse
89800 Chablis

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES FORT

JOHN RAPAL GRANDES TAILLES

Nouvelle collection

Automne Hiver

Costumes façon

grand tailleur,

pardessus cashmere

gabardines, blazers,

tranch, chemises

(4 longueurs

de manches),

vestes et

blousons de cuir.

Des prix qui vous

surprendront

agréablement.

Votre vêtement livré

immédiatement.

L'élégance et

le confort anglais.

48, Av. de la République

Métro Parmentier

Parking gratuit

Tél. 355.88.00

la Sidérurgie participe à notre approvisionnement en électricité



Le haut fourneau ne produit pas seulement la fonte dont on fait l'acier

mais également des quantités importantes de gaz.

Ce gaz, qui représente, pour une tonne d'acier brut produite, une énergie équivalente à 224 kilos de charbon, est intégralement récupéré.

Les deux tiers de cette énergie sont utilisés par l'usine sidérurgique elle-même

pour chauffer l'air soufflé dans les hauts fourneaux, ou porter à la température de laminage les lingots et les demi-produits.

L'autre tiers est employé à la production d'électricité dans des centrales appartenant aux sociétés sidérurgiques ou à l'E.D.F.

En 1974, 5 milliards de kW/h d'électricité ont ainsi été produits, soit l'équivalent de la consommation annuelle de 2,6 millions de ménages français.

rien ne se perd avec **L'ACIER**

Venez à Deligny pour y déguster une "tasse"...

En présentant cette invitation à l'entrée du Premier Salon des Vins de Bourgogne et de Mâcon.

Piscine Deligny, pont de la Concorde, entre 12 h et 21 h, du 21 au 26 octobre.

Restaurant bourguignon.

Invitation pour deux personnes.

Gentry & Ass.

POLITIQUE

APRÈS L'ÉLECTION LÉGISLATIVE DE LA VIENNE

M. Marchais : les reports de voix à gauche sont plus difficiles aujourd'hui

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., est revenu mardi 21 octobre, au micro d'Europe 1, sur les résultats de l'élection législative partielle de la Vienne. Il a notamment expliqué le tassement du P.C.F. par « la campagne démentielle des moyens d'information », accusés de s'être livrés à une « manipulation de l'opinion ».

M. Georges Marchais ne devrait pas s'étonner qu'un parti communiste agissant dans un pays occidental développé se heurte à une forte résistance idéologique. Après tout, il est conforme à l'analyse marxiste que le P.C.F. soit conté par les grands moyens d'information, reflets d'une société que les communistes ont pour ambition de renverser. Ce phénomène relève de la compé-

tion idéologique dont M. Brejnev a rappelé la nécessité à M. Giscard d'Estaing lors de la visite du président de la République en Union soviétique. Cela fait d'ailleurs cinquante-cinq ans que le P.C.F. doit tenir compte d'un environnement qui lui est hostile et qui, dans le passé, s'est montré plus agressif qu'aujourd'hui.

Expliquer le recul de l'influence communiste par l'action de la presse est donc insuffisant. Les dirigeants du P.C.F. auraient intérêt à chercher plus loin les causes de leur stagnation actuelle. À écouter mardi M. Georges Marchais, on éprouvait le sentiment que les responsables du P.C.F. ne sont pas disposés à entreprendre une telle recherche. Ils paraissent plutôt se crispier sur leurs positions actuelles, se replier sur leur position

ouvrier en attendant des jours meilleurs pour relancer leur politique d'ouverture.

C'est au moins ce que l'on peut supposer en entendant M. Marchais expliquer que tous les électeurs communistes de la deuxième circonscription de la Vienne n'ont pas reporté leurs voix sur Mme Edith Cresson lors du deuxième tour de scrutin et justifier cette attitude par la « manœuvre de loyauté des socialistes ». Le secrétaire général du P.C.F. a ainsi paru donner sa caution à ceux des électeurs communistes qui répètent de continuer à jouer le jeu de l'union de la gauche tant que cette tactique profitera au premier lieu aux socialistes. Or M. Marchais n'était pas obligé d'affecter cette mise au point puisque le nou-

report de voix communistes n'apparaît que dans quelques bureaux de la circonscription et qu'globalement, Mme Cresson a rassemblé, le 19 octobre, notamment plus de voix que le total des voix de gauche du premier tour (24 700 contre 18 787).

L'impression de dépit donnée par M. Marchais s'est trouvée renforcée par les commentaires du secrétaire général du P.C.F. sur les relations entre les dirigeants vénétois et français. Il a en effet nettement déploré que les Suviétiqui n'aient pas répondu en mars à M. Chirac, qui lors de son voyage à Moscou, avait annoncé qu'il parlerait avec M. Brejnev de l'action menée en France par le P.C.F.

THIERRY PFISTER.

M. Georges Marchais commence par répondre à des questions sur l'élection législative de la Vienne et regrette de ne pas s'être rendu dans la circonscription pour soutenir le candidat communiste. Il accuse ensuite les moyens d'information d'avoir accablé l'idée que la représentation du P.S. était mieux placée que le candidat du P.C.F. pour battre M. Abelin. Le secrétaire général estime que l'ensemble des élections, au cours de ces derniers mois, traduisent « un maintien et une stabilisation » des forces

du P.C.F., mais il ajoute que « la progression du P.S. est réelle ». Cette situation n'est pas satisfaisante, explique M. Marchais, car « n'oublions pas que chaque fois que le parti socialiste a pu se passer de nous, il l'a fait ». À ce propos, le secrétaire général rappelle que M. Mitterrand indiquait : « J'ai signé le programme commun parce que je ne pouvais pas faire autrement ». Il réclame « une union solide et consciente ». M. Marchais indique que, dans certaines élections partielles, le report des voix socialistes sur le

candidat communiste ne s'est pas toujours effectué au second tour. « C'est un échec pour François Mitterrand », ajoute-t-il, « un échec sévère sur lequel il devrait méditer ».

« En 1967 et en 1973 les reports se sont fort bien faits. C'est plus difficile aujourd'hui. Forcément, il y a la contrepartie. On comprend que les électeurs communistes soient heurtés par le manque de loyauté des socialistes. À l'étranger, il a manqué 6 % à notre candidat, mais ailleurs nos

électeurs ont tous voté pour le grand-chape. Par contre, on a signé quelques contrats. Il est très intéressant de noter que l'Union soviétique les ait signés bien que la balance commerciale avec la France lui soit défavorable ».

M. Georges Marchais a profité de sa présence au micro d'Eu-

A PROPOS DES ÉLECTIONS MUNICIPALES D'ALLAUCH

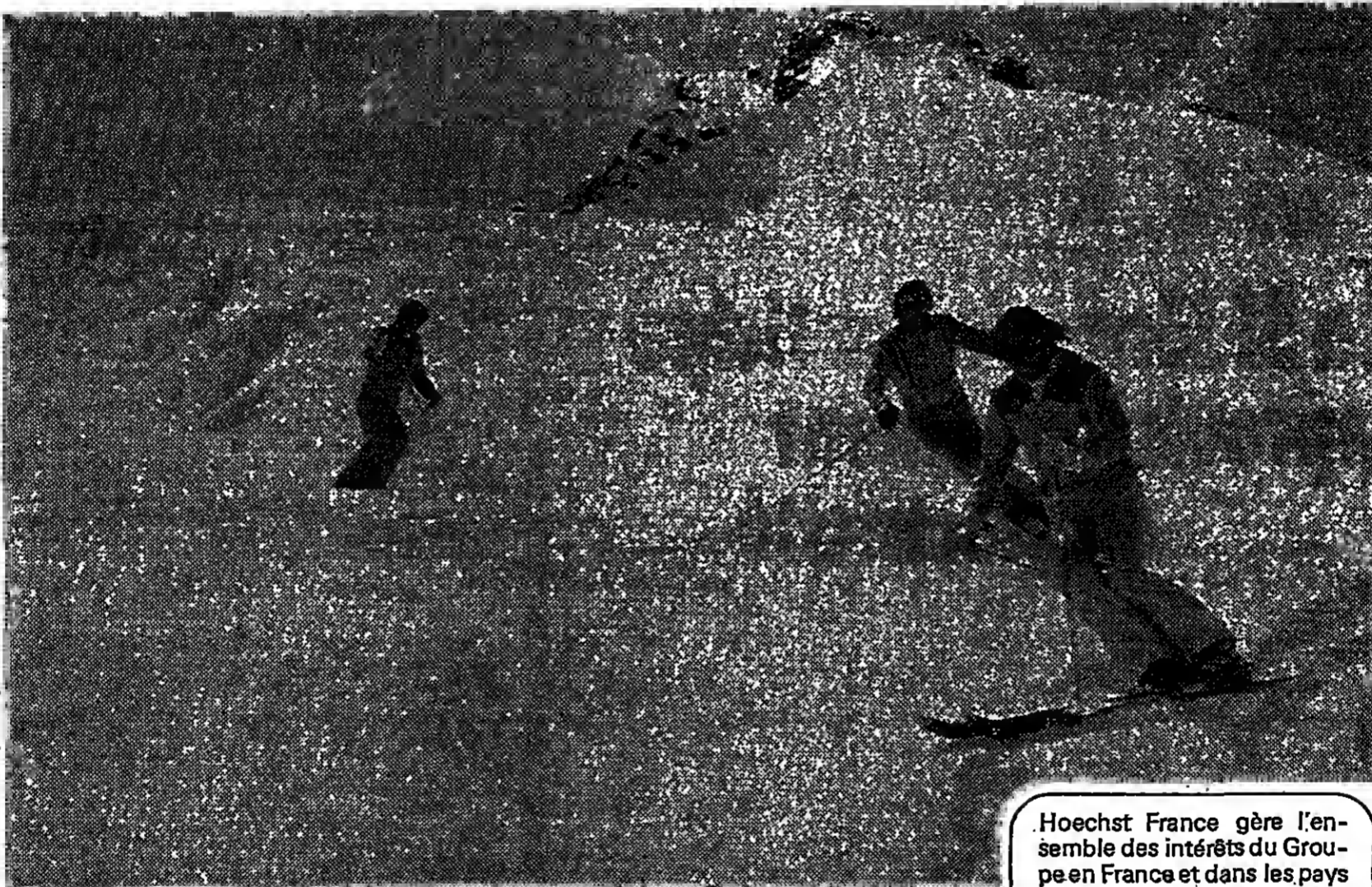
Lors des élections municipales d'Allauch (Bouches-du-Rhône), le P.C.F. avait refusé de constituer une liste commune avec le P.S. au second tour de scrutin (le dimanche 22 septembre). Les communistes revendiquaient le poste de premier adjoint. Le P.S., par voix de M. Emile Leo, membre du secrétariat national, avait refusé d'expliquer que le premier adjoint le maire devait appartenir à la même formation, puisque le premier adjoint remplace le maire en cas d'empêchement de celui-ci. M. L. avait alors que cette règle a toujours été appliquée au sein l'union de la gauche.

M. François Billoux, membre du comité central du P.C.F., répond cet argument dans l'hebdomadaire France nouvelle. Il note qu'Amiens, ville dont le maire est M. René Lampa, député communiste, et à Sté, dans le maire est M. Gilbert Martelli (P.S.), les premiers adjoints sont socialistes. Il estime que la répartition des postes doit être fonction du rapport de forces au sein de la gauche.

Le groupe des réformateurs centristes et démocrates-socialistes de l'Assemblée nationale, qui se réjouit de la victoire de M. Abelin dans la circonscription de Châtelleraut, estime que cette élection « ne peut être comparée avec le scrutin présidentiel car, après les reclassements opérés par l'élection de M. Giscard d'Estaing, on a voulu lui donner un caractère politique national. Il affirme que M. Abelin « a démontré que les réformateurs tenaient un rôle déterminant dans la majorité présidentielle, à l'intérieur de laquelle ils entendent affirmer leur originalité au même titre que ses autres composants ».

M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, a déclaré mardi 21 octobre au micro de Radio-Monte-Carlo : « Les gauchistes savent que les orientations fondamentales du général de Gaulle — les institutions, l'indépendance nationale, la défense de la France, dans le monde — sont celles qui président de la République. L'écrasante majorité de gauchistes a voté et votera avec la majorité présidentielle, donc pour le candidat de cette majorité. Pen- le contraire c'est se faire illusion ».

M. Pierre Guidon, membre du bureau exécutif du parti socialiste, et M. Christian Pierre, premier secrétaire de la fédération de Paris du P.S., tous deux animateurs du CERES, ont rendu hommage à Jean Zyromski, ancien militant de la S.F.I.O., qui vient de mourir (le dimanche 22 octobre). « Les militants socialistes de 1975, estime M. Guidon, ont beaucoup à apprendre de Zyromski. Ils n'oublieront ni son rôle qu'il a assumé en tant que secrétaire de la fédération de la Seine de la S.F.I.O. dans les années les plus difficiles, l'avant-guerre ni son combat infatigable défenseur de l'unité des forces populaires ».



Au téléphérique de Lognan, au pied de l'aiguille verte, un groupe de moniteurs de ski dans leur tenue en tissu © Trevira 6.6.0.

Ecole d'endurance pour textiles

A plus de 3000 m, sur la piste des Grands Montets, les moniteurs de l'Ecole de ski d'Argentière savent que leur équipement est un facteur essentiel du bon exercice de leur activité.

Performance et élégance
La tenue de sport, comme le vêtement de loisir, doit avant toute chose, laisser une entière liberté de mouvement. Mais de nos jours, confort et solidité vont de pair avec élégance. C'est pourquoi les chercheurs de Hoechst ont créé le ©Trevira 6.6.0.

Plus loin, avec nos partenaires



Le Trevira 6.6.0., fil continu polyester, au toucher et à l'aspect fibre, est le fruit d'une collaboration étroite entre les experts de Hoechst et les leaders de l'industrie textile. C'est ainsi qu'avec Texunion ont été mis au point, grâce au Trevira 6.6.0., les tissus qui répondent à la fois aux exigences du sport de haute compétition et aux critères de la mode.

Hoechst France gère l'ensemble des intérêts du Groupe en France et dans les pays africains d'expression française. Les fibres, les colorants et les produits auxiliaires textiles constituent une part importante de la gamme des produits fabriqués et commercialisés. Elle met à la disposition de sa clientèle toutes les ressources offertes par le Groupe, en particulier dans l'industrie textile où les fils et fibres polyester, grâce à leurs qualités spécifiques et à l'expérience des techniciens, se sont assurés une place de choix. La qualité du tissu « sportswear » étant primordiale, Texunion a fait appel au Trevira 6.6.0. qui lui permet de mieux répondre aux impératifs de son marché. Hoechst va ainsi au devant du désir de l'homme d'être bien habillé.

Hoechst
Hoechst France / Division Fibres
Tour Poulenc-Nobel, Cedex 3, 92000 Paris La Défense, Tél. 772.22.22

Hoechst pense plus loin

Kurt Sontheimer et Wilhelm Bleck

la République Démocratique Allemande

« L'Autre Allemagne, celle que l'on ignore en fait, vue par d'autres Allemands, professeurs à l'Université de Munich. (Valeurs actuelles) »

ARMAND COLIN

1975

POLITIQUE

M. Stirn propose la départementalisation de Saint-Pierre-et-Miquelon

Saint-Pierre-et-Miquelon. — Au terme d'un voyage dont la dernière partie a été consacrée au fait de mauvaises conditions atmosphériques...

De notre envoyé spécial

social. Au mois de mai suivant, M. Cluchard avait cédé la place à un autre gouverneur. Face à la complexité et à la gravité de la situation économique locale...

être soumis au Parlement lors de la session de printemps

M. Albert Pen, sénateur socialiste, président du conseil général, dont la situation politique locale a été renforcée en septembre dernier lors du renouvellement de l'Assemblée...

Arrivé mardi en fin d'après-midi à Saint-Pierre, M. Olivier Stirn a déclaré, devant les corps constitués : « Je pense qu'il est important de proposer un nouveau statut économique et social... »

Le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM a ensuite proposé la procédure suivante : « Que la commission permanente du conseil général étudie mon projet... »

défavorablement selon l'humeur parlementaire. Le 25 février dernier, M. Stirn a déclaré au conseil général...

— Lorsque Saint-Pierre-et-Miquelon sera un département, la liberté nationale jouera comme sur les départements métropolitains et les avantages fiscaux existants seront maintenus...

M. Albert Pen, maître de Saint-Pierre, président du conseil général et sénateur (D.S.), avait, en accueillant le secrétaire d'Etat, prononcé les paroles suivantes : « Si nous nous accrochons à notre commune, ce n'est pas pour que la métropole assure notre survie... »

M. Olivier Stirn a alors répondu à son tour en soulignant qu'il accueillait avec espoir la réplique de M. Pen et qu'il était sûr de trouver une formule adaptée...

A la Martinique

La majorité et l'opposition d'accord pour constater que le devenir économique de l'île est dans une impasse

De notre correspondant

Fort-de-France. — Les assemblées régionales de la Martinique tiennent à la fin de leurs travaux de planification. Après avoir fait le point, durant le mois de septembre, chacune de ces assemblées ont institué une commission mixte comprenant des membres du conseil régional et des membres du comité économique et social...

de la planification, et non récusé par les automobilistes. Pousée par l'inquiétude résultant de la progression persistante du chômage, la Martinique pourrait bien chercher à mettre au pied du mur M. Cluchard, dont la visite reste fixée au mois de décembre.

VICTOR CARDON.

DÉCLARATION POUR LES LIBERTÉS CIVIQUES ET COMMUNALES

Les maires communistes de la région parisienne alertent l'opinion publique sur la multiplication systématique des atteintes aux libertés des citoyens et de leurs élus. Marcel TRIGON, maire d'Arcueil, est inculpé pour avoir accompagné au Ministère du Travail une délégation des travailleurs de l'entreprise Valstar en lutte pour la défense de leur emploi...

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE. Aucun diplôme exigé. Demandez le nouveau guide gratuit numéro 65.

STUBHARDT LAMVIN NESTLE. PRIX DE GROS C.C.A. Spécialité : Champagne, Vins, Alcool, Eau-Gaz, Joints, etc.

INVESTIR EN SUISSE. C'est possible mais pour 80 Français seulement. Studios sports d'hiver dans le Valais. Crédit à 8,75%.

INGÉNIEURS, CADRES, TECHNICIENS ET TRAVAILLEURS SCIENTIFIQUES. A l'occasion du 10^e anniversaire de la revue OPTIONS (la revue des ingénieurs, cadres et techniciens, publiée par l'Ugic-Cgt) LES 36 HEURES D'OPTIONS.

SI. Logo and partial text.

INVESTISSEZ DANS LA LAINE. TEEN MAN. Un costume en pure laine vierge, c'est une valeur sûre : la laine reste longtemps élégante, chaude, confortable comme au premier jour.

JEUDI 23 OCTOBRE A 20 H. 30 A LA PORTE DE VERSAILLES. Sous la présidence de René PIQUET, Secrétaire du Comité Central. Membre du Bureau Politique du Parti Communiste Français.

POLITIQUE

L'examen du budg

M. Fourcade: une hausse excessive des salaires constitue à la fois un facteur d'inflation

Si l'on en croit M. Ligot (app. R.L.), le budget est le baromètre de la vie d'une nation. Un baromètre qui, en la circonstance, n'est pas au beau fixe. Il indiquait plutôt un climat d'attente, selon l'expression de M. Papon (U.D.R.), rapporteur général du budget. Cette indication a été pensée plus de morosité que d'enthousiasme dans l'hémicycle du Palais-Bourbon.

Le budget de son préchoir, M. Edgar Faure, qui présidait la séance a ainsi assisté, résigné, à cet acte de routine dont « la procédure délicate » avait été par lui relevée, apparemment sans effet dans son allocation de clôture en juin dernier.

tant à voir « un optimiste impatient », a en le mérite, « cette fois, de ne pas afficher trop d'optimisme ». Voilà sans doute qui explique le surdité inquiétante qui émanait des interventions des adversaires de la majorité, une majorité qui n'écouterait aucun plaisir à se trouver, ainsi que l'a relevé M. Charles Bigon (U.D.R.), au milieu d'un carroufel avec un gouvernement « n'osant aller ni d'un côté ni de l'autre ». Il est significatif à cet égard que la majorité dans son ensemble et les réformateurs en particulier aient reproché au

gouvernement son manque d'audace et son absence de vision d'avenir, allant même jusqu'à applaudir les mises en garde de M. Fourcade contre « revendications excessives ». Reste que, pour la majorité, on n'abandonne pas un cheval au mur du quai.

M. MAURICE PAPON (U.D.R.), rapporteur général de la commission des finances, souligne que « l'addition est lourde » pour les budgets de nos principaux partenaires, mais et constate que seule la France, « en dépit de ses troubles », présente un projet en équilibre.

meat atteignant 78 milliards, « ce qui garantit une sécurité de nos courants d'exportation pour une certaine période ». « Mais, ajoute-t-il, il ne faut pas relâcher notre effort », car la reprise de la croissance entraînera « de fortes importations », aussi, après avoir enregistré un excédent de 10 milliards, notre commerce extérieur sera simplement équilibré l'an prochain.

un taux d'augmentation des dépenses de 4,6 %. Et M. Fourcade poursuit: « Un effort fiscal modéré est prévu. Le budget de 1976 est présenté en équilibre. Il ne s'agit pas d'un comportement jérémiade. Quant la politique conjoncturelle s'impose, notamment par l'augmentation de la situation des petits contribuables. C'est ainsi qu'un effort important sera consenti au profit des personnes âgées et des handicapés. Dans cette catégorie, cent mille personnes de plus seront exonérées d'impôt sur le revenu. « Cet effort, précise le

ministre des finances, sera financé par des mesures de normalisation fiscale. »

M. PAPON : 4,7 % de croissance un pari audacieux

M. Papon fait ensuite trois observations : 1) L'équilibre actuel est réalisé grâce au report d'échéances des impôts sur le revenu et sur les sociétés payables en 1975. 2) Remonter à + 4,7 % un rythme de croissance tombé en 1975 à moins de 2,5 % constitue un pari optimiste. 3) Dans un environnement incertain ce budget se présente comme un instrument d'adaptation continue à la conjoncture et « nous avons des perspectives de rendements budgétaires en 1976 ».

« Le budget de 1976, estime-t-il, ne pourra être que réaliste, en son avis, de « l'admettre, de le défendre et d'en proposer l'adoption d'ensemble ».

« L'Etat doit appartenir de jouer ce rôle. L'Etat, estime M. Papon, doit éviter d'agir au coup par coup, comme les circonstances l'y conduisent trop souvent. Il lui faut, au contraire, élaborer une politique de l'emploi à long terme et conduire une politique économique globale. Estimant de faire le procès de la croissance, il estime nécessaire de rétablir la concurrence, au moment où « l'Etat s'est à imposer un règlement des prix, faite de contraintes lourdes, complexes, souvent contradictoires et qui nous engage dans une économie administrée ».

« Ce dispositif, reconstruit par M. Fourcade, est « nécessaire », dit-il, « et souhaite qu'il soit mis en œuvre dans un esprit de concerta. L'ensemble des arguments représentatifs du commerce réuni afin de fixer les prix, produits concernés et de disc du montant des coefficients d'ajustement ». D'autre part, accords de stabilité conclus avec producteurs et commerçants du même secteur pourront ne s'appliquer à cette réglementation.

Le risque d'une récession durable est écarté

« Pour 1976, déclare M. JEAN-PIERRE FOURCADE, l'incertitude majeure est de savoir si l'économie française va retrouver une croissance équilibrée et durable. Le ministre de l'économie et des finances répond ensuite aux trois questions qui, à son avis, vont dominer ce débat :

« Quant à la réduction des inégalités, elle implique un transfert des revenus d'autant plus rigoureux que la croissance sera plus modérée. « Autrement dit, conclut-il, la nouvelle croissance, ce n'est pas la facilité, c'est au contraire l'effort, des choix difficiles qui exigent un minimum de consensus collectif. »

Priorité : la politique des prix et des revenus

« L'Etat assure la maîtrise des finances publiques. Les dépenses sont limitées à l'ensemble des ressources de la production intérieure brute, c'est-à-dire 13,1 %. M. Fourcade précise à cet égard qu'il ne peut retenir la comparaison entre le projet de budget de 1976 et le budget de finances de 1975, corrigé par les trois lois de finances rectificatives, comparaison qui fait apparaître

« la dimension qu'elle a atteinte que parce que chacun dans son domaine a contribué à l'appliquer. C'est seulement le jour où ces comportements seront modifiés que l'inflation pourra se modifier (applaudissements sur les bancs de la majorité); protester sur les bancs de la gauche). Le gouvernement, précise M. Fourcade, est décidé à agir sur ces comportements :

« L'année 1975 est une année de récession générale, plus longue et plus profonde que prévu. Toutefois, les mesures prises par nos principaux partenaires permettent aujourd'hui d'attendre une reprise. L'importance et la simultanéité des moyens mis en œuvre permettent de considérer que le risque d'une récession durable est écarté. La seule question qui se pose actuellement concerne donc moins la probabilité d'une reprise que son ampleur et sa durée. L'inflation est encore trop forte pour qu'on puisse attendre une reprise franche. Elle sera donc vraisemblablement d'ampleur modérée. En France, cependant, les progrès accomplis permettent de prévoir une croissance un peu plus rapide que celle de nos partenaires.

« Sans nier l'instabilité du marché mondial des matières premières et les risques d'une forte hausse, M. Fourcade estime que, pour l'instant, les entreprises peuvent reconstruire leurs stocks et relancer leur production « dans des conditions convenables ». A son avis, le problème le plus difficile concerne le commerce extérieur. Les chiffres de septembre font apparaître, en effet, une progression plus rapide des importations que des exportations. Toutefois, depuis la formation du gouvernement en juin 1974, les commandes fermes de biens d'équipement nette de 148 000 demandes d'emploi non satisfaites. Au total, ces commandes représentent 822 000 emplois. Les résultats de la politique mise en œuvre en 1975 ont permis toutefois d'atteindre un équilibre au deuxième trimestre avant de s'attaquer au recul de l'activité à partir de la fin de 1974.

Les causes ou les effets ?

« Auparavant, M. Fourcade a cherché merd dans les entrailles de l'économie française les signes de notre destin : progrès des commandes dans le bâtiment et l'automobile, consommation accrue de produits manufacturés par les ménages, moindre pessimisme des industriels.

« Par ailleurs, poursuit-il, fait que les salaires ont augmenté de façon excessive, salaires qui ont été mis en œuvre pour l'emploi. Une augmentation générale des salaires ne peut traduire (à son avis) que par l'augmentation du pouvoir d'achat, un décalage d'autres décalage ou par une inflation accrue. Dans ce domaine, M. Fourcade estime que, dans l'état actuel des choses, les Français prennent exception, au syndicat allemand ou britannique. « C'est appelé à la modérer », dit-il, « et dans l'état actuel des choses, les Français prennent exception, au syndicat allemand ou britannique. »

Publicité pour Claude Bourdet, Maurice Clavel, Père Yves Congar, Michel Jobert, Claude Manceron. Texte: « CETTE SEMAINE DANS TEMOIGNAGE CHRETIEN Claude Bourdet Maurice Clavel Père Yves Congar Michel Jobert Claude Manceron le numéro : 41 »

« Pour 1976, poursuit le ministre de l'économie, on s'attend à un taux de croissance de la PIB de 4,7 %. Ce taux est un taux modéré. »

Deux piliers incertains

« Le premier est celui des salaires. M. Fourcade demande au gouvernement de ne pas trop mépriser leurs honoraires et aux salariés de modérer leurs revendications. Noble intention, mais sans conséquence pratique aucune, faute de moyens pour la faire appliquer. M. Méraud avait, dans son rapport sur les inégalités sociales, recommandé la voie fiscale pour tempérer les revenus non salariaux excessifs; on n'en trouve pas trace dans le budget. Quant aux salaires, on voit mal comment le gouvernement pourrait — sans mesure nouvelle — ralentir leur hausse et, comme il l'a fait, l'expansion doit reprendre en 1976. Peut-on penser que les syndicats obtiendront moins quand les affaires « marchent » qu'à l'époque de la crise ?

« Le second pilier, celui des décisions, est apparemment plus solide : après concertation avec les syndicats de commerçants et le patronat, une liste va être dressée de produits dont le négoce sera réglementé par blocage des marges en valeur relative. On a déjà parlé à ce propos des textiles (qui ont beaucoup monté en septembre), de la maroquinerie, de la quincaillerie, de divers produits en papier. Les premières réactions hostiles des groupements de commerçants d'annoncer à poser que l'opération serait temporairement efficace. Mais les amendements apportés par M. Fourcade à son projet font élargir le contraire. Combien de secteurs vont échapper ou « coup d'arrêt » ministériel, au nom de la concertation ? La réglementation des marges relatives ne va-t-elle pas conduire certains commerçants (les « grandes surfaces » notamment) à choisir assésit le haut de

Handwritten text: 1000-150

L'examen de
fois un facteur de

à l'Assemblée nationale

et une menace pour l'emploi

Val-d'Oise) se déclare surpris de voir que « ce budget ne comporte aucune vue d'avenir et se caractérise par une évidente insécurité par rapport à la situation économique ». Il affirme que les « optimistes prévisions du gouvernement ont été démenties » et que la « reprise se distingue par sa timidité », et que le budget reste muet sur les réformes sociales annoncées. En ce qui concerne « le nouveau modèle de croissance », M. Ribière remarque qu'il « s'inspire de l'exemple américain, comportant comme données permanentes un important volume de chômage ».

M. RENÉ RIBIÈRE (P.C., Bouche-du-Rhône) rappelle que, lors de sa campagne électorale, M. Giscard d'Estaing « faisait de l'emploi son souci majeur, exposant à toutes les menaces le caractère du programme commun ». Or, constate-t-il, les prophéties se sont cruellement réalisées contre leur auteur. Pour lui, le pouvoir d'achat diminuera de 6,5 % en 1976, de même que le niveau de l'emploi.

M. JEAN-MARIE CARO (rép., Bas-Rhin) réclame que le projet de budget « repose sur des hypothèses raisonnables ». Après avoir constaté que le gouvernement coopère avec plus de dynamisme à l'élaboration d'une politique monétaire européenne, il relève que « la perspective d'une nouvelle croissance n'apparaît pas, alors que, explique-t-il, la population après de nombreux changements, loin de se limiter aux attitudes, s'attacherait aux structures ».

M. MICHEL CRÉPEAU (rad., Charente-Maritime) dénonce la comparaison entre le budget 1976 et celui de 1975 que le changement tant annoncé ne s'est pas produit, et « s'étonne que depuis des dizaines de jours le gouvernement se débâte à attendre et à attendre sur les autres pour assister à la fameuse reprise ». Mais, il affirme que cette reprise internationale ne se déclenchera pas cette fois « pour la bonne raison, déclare-t-il, que ni le gouvernement ni les autres pays européens n'ont en mesure d'imposer un nouvel ordre monétaire international et une répartition équitable des richesses primaires ».

Pour M. MAURICE LIQOT (app. R.L., Maine-et-Loire), il importe d'entreprendre des efforts à l'avant des entreprises exportatrices et des industries de main-d'œuvre. En ce qui concerne les M.E., il demande notamment

qu'elles soient autorisées à révoquer leur bilan. Évoquant la famille, il relève « la tolérance dont bénéficie la publicité pornographique et la diminution des ressources des allocations familiales ».

M. Roger COMBRISSON (P.C., Essonne), dénonçant le caractère « antisocial » du budget, déclare que cette politique « entraîne une polarisation de la richesse et de la misère », richesse « opulente pour les grosses sociétés » et misère « accentuée pour les familles modestes frappées par le chômage » et « accrue pour les foyers aux prises avec l'augmentation des loyers ».

Après que M. Pierre COGNET (app. R.L., Ardèche) demande au ministre de procéder, en dehors de la discussion budgétaire, à une analyse sur la taxation des alcools, M. Henri GINOUX (rad., Haute-Saône) estime qu'« une hausse systématique des salaires serait une mauvaise méthode, se retournant finalement contre les peuples ». Toutefois, il relève qu'« il faut cesser l'hémorragie de la production française ».

M. Claude-Gérard MARCOU (U.D.R., Paris) propose qu'une commission nationale d'étudier les modalités de coordination entre la Sécurité sociale et les hiérarchies administratives et politiques, de manière à diminuer la charge qui réside pour l'Etat et les collectivités locales de la lenteur de l'instruction des dossiers et donc des réalisations.

Pour M. Dominique FRIEDLÉTY (P.O., Hauts-de-Seine), ce budget est « l'occasion d'un rendez-vous manqué avec les collectivités locales ». L'orateur dénonce la répartition injuste des impôts locaux, notamment la taxe d'habitation, et conclut : « Le gouvernement compte sans doute sur les communes pour remédier aux effets de son désengagement, mais qu'il prenne garde : les maires, insatisfait de ce budget, soutenus par leurs administrés, vont passer à l'action ! »

M. Bernard MARIE (U.D.R., Pyrénées-Atlantiques) blâme le gouvernement pour les mesures prises dans le budget en faveur du sport. En ce qui concerne l'impôt sur le revenu des personnes physiques, il insiste sur la nécessité de renforcer le contrôle fiscal mais « d'éviter de pourchasser les petits et moyens contribuables en laissant les grands fraudeurs passer à travers les mailles du filet ».

La séance est levée à 23 h. 50.

Les débats au Palais du Luxembourg

Les sénateurs réclament un nouvel effort pour relever les revenus agricoles

Les sénateurs ont poursuivi, mardi après-midi 21 octobre, la discussion de plusieurs questions orales concernant des problèmes agricoles et ruraux.

A la fin de la séance de la matinée, M. CHRISTIAN BONNET avait répondu à M. Pierre BROUSSE (Gauche-dém.), qui l'interrogeait sur la crise viticole. Au sujet de la charge financière de la distillation, le ministre de l'Agriculture avait notamment indiqué : « La France concourt à la charge communautaire pour 500 millions d'achats de produits à distiller, somme dont il faudra déduire la somme due à l'Etat pour les alcools, et l'un de nos soucis est justement que cet alcool ne soit pas revendu à bas prix pour permettre la confection de brandy qui, sous le couvert de Napoléon ou autres étiquettes, concurrencerait le cognac et l'armagnac, qui n'en ont certes pas besoin, auprès des consommateurs peu éclairés ».

La séance de l'après-midi s'engage sur un « rappel au règlement » de M. SCHWINDT (P.S.). « Mardi dernier, déclare ce sénateur, une question orale posée par M. Chatelet (P.C.), a donné l'occasion à M. Fontanaud, ministre d'Etat, de dire que l'un des moyens les plus simples de rembourser la T.V.A. aux collectivités locales serait de la reverser dans les communes ». Or, ajoute-t-il, dans le Journal officiel, dans l'intégralité des collectivités locales, je demande que la rectification soit portée au procès-verbal ».

Le débat agricole reprend ensuite à propos des exportations de céréales (question de MM. FERRANT et CAUCHON, Union centriste) et du contrôle vétérinaire (question de M. KAUFFMANN, Union centriste). Le ministre déclare, notamment :

« Nous avons vendu en 1974-1975 3 millions de tonnes de céréales de moins que l'année précédente, essentiellement à l'intérieur de la C.E.E. La présente campagne s'engage sous des auspices également défavorables à l'exportation, mais, pour des raisons inverses, la récolte est plus faible. (...) Un statut des vétérinaires-inspecteurs a été fixé par le décret du 28 juin, les alignant sur les médecins inspecteurs : la carrière sera débouquée. »

Un décret de novembre 1974, dont les textes d'application ne sont pas tardés, amènera la prime de service du personnel des services de contrôle. Les étèves vétérinaires inspecteurs seront désormais rémunérés.

Les écoles vétérinaires ont reçu cette année 30 % de candidats supplémentaires.

La dernière des « questions » agricoles, avec débat, a trait au revenu des exploitants. « On fait curieusement silence, aujourd'hui, affirme M. BERRIARD (P.C.), sur ce mot d'ordre, la partie, lancé voici quinze ans comme un engagement solennel. Or, le recul du revenu agricole, en 1974, est estimé à 7 milliards, soit 15 % ».

« La détérioration du revenu agricole, souligne M. YVER (ind.), est donc à la stagnation, en volume, de la production (au lieu de l'augmentation de 4 % prévue), et à la hausse insuffisante des prix : 2 % alors que l'érosion monétaire dépasse 10 %... »

M. CHRISTIAN BONNET répond à ces orateurs qui, compte tenu de mesures de soutien qui ont déjà été prises, le revenu agricole devrait être en 1975 égal à celui de 1974, en francs constants. « L'agriculture, déclare-t-il, est sujette à des aléas qui ne sont pas propres à notre seul pays. Je me suis efforcé de rechercher, sur le plan national, les mesures de nature à remédier à un état de chose que je suis, par ma fonction même, le premier à déplorer. »

« Au cours de la séance du matin, le Sénat avait examiné diverses questions concernant toutes l'agriculture (indemnisation des sinistres, taxe d'usage des abattoirs, désertion des campagnes, etc.). Répondant sur ce dernier sujet à une interrogation jugée de M. DE LA POISSONNIÈRE (ind.), M. CHRISTIAN BONNET, ministre de l'Agriculture, a reconnu que le dernier recensement avait révélé que la population rurale continuait de diminuer et pas seulement dans les régions montagneuses. »

« Cette désertification, a dit le ministre, appelle des mesures rigoureuses, d'autant plus que les ruraux aspirent de moins en moins à descendre des arbres. La fixation indispensable qu'ils accomplissent pour le maintien du sol est désormais admise par tous. La prime d'installation d'un montant de 2 500 francs ne tire encore, a annoncé M. Bonnet, à quarante-quatre départements qui n'en bénéficient pas encore. Elle sera portée à 40 000 francs dans les zones les plus défavorisées. D'autres études ont été lancées qui devraient aboutir avant le prochain rendez-vous annuel. La détermination du gouvernement, et pas seulement du ministre de l'Agriculture, ne peut être mise en doute. »

Le Sénat a ensuite engagé une discussion, qu'il devait poursuivre dans l'après-midi, sur plusieurs questions orales avec débat de MM. ABEL SEMPER (P.S.), LÉON D'AVID (P.C.) et PIERRE BROUSSE (Gauche démocratique) concernant la crise viticole et le problème de l'importation des vins italiens. « Seule une distillation pénalisante pour les gros rendements permettrait

climé la création d'un office du vin. M. Christian Bonnet leur déclare : « Il ne faut pas se laisser aller aux moles : je ne suis quand même d'accord à ce mot d'office ; mon intention est de doter le marché du vin d'un instrument d'intervention efficace. Qu'on me permette, conclut-il, de ne pas m'engager davantage sur son appellation et sur ses modalités. »

« D'un blocage des prix de détail, dont on prête l'intention à certains services financiers, déclare M. ALLIÉS (P.S.), est inacceptable s'il ne tenait pas compte de la nécessité de relever le prix du degré-hecto. »

M. SOUQUET (P.S.) s'élève contre ceux qui prétendent « fausement » que le Languedoc ne produirait que des vins impropres à la consommation qu'il faut, de toute nécessité, couper de vins italiens ou algériens.

M. CHRISTIAN BONNET, prenant la parole pour répondre aux orateurs, souligne que la distillation massive, le mécanisme correcteur aux frontières, la récolte qui tournera autour de 65 millions d'hectolitres, contribuent à assainir la situation. A l'égard des pays tiers, nous veillons, dit-il, et continuons de veiller au strict respect du prix de référence, qui sera de 11,50 F en 15 décembre prochain. Plusieurs sénateurs ayant ré-

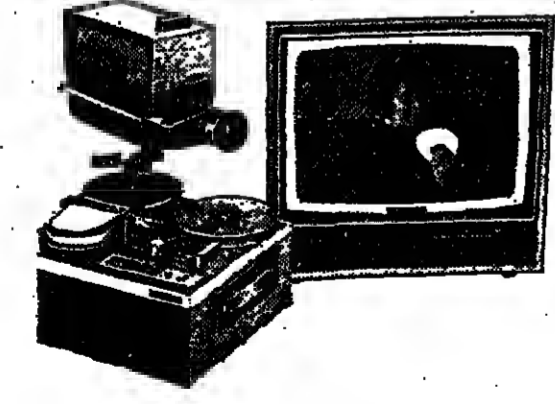
POLITIQUE

climé la création d'un office du vin. M. Christian Bonnet leur déclare : « Il ne faut pas se laisser aller aux moles : je ne suis quand même d'accord à ce mot d'office ; mon intention est de doter le marché du vin d'un instrument d'intervention efficace. Qu'on me permette, conclut-il, de ne pas m'engager davantage sur son appellation et sur ses modalités. »

CAPELOU TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT. DUCAL EXPOSITION ET DEMONSTRATION. CAPELOU Distributeur. MAGASIN DE VENTE 37, Av. de la République PARIS 13^e - Métro PARENTHEUR TEL. 357.45.35 +

ISTH Institut privé des Sciences et Techniques Humaines ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DEPUIS 23 ANS. PRÉPARATIONS ANNUELLES (octobre à juin) : SC.PO. Entrée en A.P. Conférences de méthode par groupes de 15 étudiants. Enseignement par correspondance pour les étudiants de service. Documentation sur demande à ISTH, 8, avenue Léon-Henney, 75016 PARIS - Métro : Auteuil. TEL. : 288-32-08 - 870-46-14

Sony video 6000, la formation vidéo moderne, on peut s'attendre à des progrès spectaculaires.



L'enseignement qui intéresse est plus profitable que celui qui ennuit. Prenez le cas d'une fable de la Fontaine, comme « Le corbeau et le renard ». Et imaginez qu'aujourd'hui, vos enfants puissent la jouer et se voir la jouer. Oublier qu'ils apprennent parce qu'ils niment ce qu'ils apprennent. C'est possible et c'est ce que vous propose la vidéo Sony : une possibilité nouvelle de voir et de participer qui bouleverse tous les processus de communication. Dans l'enseignement comme dans tous

les domaines de la formation, l'abstraction est remplacée par la réalité de l'image. La compréhension et l'intérêt viennent directement de ce que l'on voit, et non plus de ce que l'on imagine. Les systèmes vidéo Sony sont bien sur adaptables à n'importe quel type de programme de formation. Et très faciles à utiliser. La caméra de studio AVC 4200, le magnétoscope AV 3620 avec un système d'arrêt sur image, et l'écran de contrôle de 52 cm constituent un équipement très efficace pour un prix raisonnable.

Ces trois appareils peuvent changer beaucoup de choses. Ils travaillent à quelque chose qui ne s'apprend pas ; l'ouverture d'esprit. **SONY.** Pour en savoir plus logez la vidéo Sony, remettez ce bon à Sony. FRANCE - 1721 rue Franklin - 92110 Clamart. Nom et Prénom Adresse

AÉRONAUTIQUE

AU CONSEIL DES MINISTRES

M. Bourges présenté un projet de réorganisation de la SNIAS

M. Jacques Mayoux présidera le nouveau conseil d'administration

Le ministre de la défense, M. Yvon Bourges, qui est l'initiateur de toute administrative de la construction aéronautique en France, devait présenter au conseil des ministres de ce mercredi 22 octobre le projet de réorganisation de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS)...

Le conseil de surveillance de la société, le directeur de la SNIAS, animé par M. Charles Cristofani, sera dissous. La SNIAS aura désormais un conseil d'administration composé de douze membres.

Le conseil de surveillance de la société, le directeur de la SNIAS, animé par M. Charles Cristofani, sera dissous. La SNIAS aura désormais un conseil d'administration composé de douze membres.

Un colosse aux pieds d'argile

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement propose à M. Jacques Mayoux de prendre la responsabilité de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS), mais c'est la première fois que l'ancien directeur général de la Caisse nationale de crédit agricole accepte l'offre de l'Etat.

Le retour à une organisation plus classique de la SNIAS, avec un président-directeur général et un conseil d'administration, est une modification des statuts de la société nationale.

Le retour à une organisation plus classique de la SNIAS, avec un président-directeur général et un conseil d'administration, est une modification des statuts de la société nationale.

Ingouvernable

Le retour à une organisation plus classique de la SNIAS, avec un président-directeur général et un conseil d'administration, est une modification des statuts de la société nationale.

Le retour à une organisation plus classique de la SNIAS, avec un président-directeur général et un conseil d'administration, est une modification des statuts de la société nationale.

Le retour à une organisation plus classique de la SNIAS, avec un président-directeur général et un conseil d'administration, est une modification des statuts de la société nationale.

SCIENCES

L'EAU DE MER POURRAIT ÊTRE UTILISÉE POUR LA PRÉPARATION DES BÉTONS

L'eau de mer pourra désormais être utilisée dans la préparation de mortiers et de bétons grâce à un nouveau procédé qui vient d'être mis au point par deux firmes spécialisées dans la chimie : Tessenderlo Chemie (filiale d'Entreprise minière et chimique-française, société nationale qui regroupe les Potasses d'Alsace et l'Office national industriel de l'azote) et Chemical Development Corporation.

CULTURE

La France, c'est ce qu'il y a de meilleur déclare M. Giscard d'Estaing à la télévision belge

Bruelles. — Dans une interview accordée à la radio-télévision belge à l'occasion d'un festival belge consacré en 1975 à la France, M. Giscard d'Estaing a évoqué, le mardi 21 octobre, le rayonnement de la langue française...

De notre correspondant

que je lis en anglais parce que pour moi c'est un déassement de lire dans une langue étrangère. Interrogé sur le cinéma pornographique il a répondu : Je n'ai jamais vu, ce qui fait que je n'en parle pas avec une compétence particulière. Lorsque j'allais au cinéma, j'ai vu quelques années, il n'existait pas, et depuis qu'il existe, mes fonctions font que je ne me rends pas au cinéma.

DEUXIÈME DE NOS GRANDS-PARENTS la Rue de Provence ÉTAIT COMME AUJOURD'HUI LA RUE DE L'ARGENTERIE et de BIJOUX D'OCCASION

GSCX Finition exportation. Faible kilométrage. Garantie usine. Tous coloris disponibles. Exposition permanente (8 h - 20 h) de 200 CITROËN de la 2 CV à la 5 M.

DÉFENSE

AVANT LE PROCHAIN CONSEIL A L'ÉLYSÉE

L'armée de l'air française

prépare le remplacement de ses Mirage-III

Consacré, en principe, à l'examen des missions et des nouveaux matériels de l'armée de l'air française, le conseil de défense, présidé par M. Giscard d'Estaing, se réunira le mardi 21 octobre à l'Élysée, après avoir été précédé d'une réunion préparatoire le mardi 20 octobre.

la décision de suspendre la construction du deuxième prototype de l'ACF. Le travail continué sur le premier prototype, c'est-à-dire un avion de supériorité aérienne et d'interception, dont le premier vol devait avoir lieu à la fin de 1976. Le ministre de la Défense, M. Yvon Bourges, a communiqué cette mesure récemment en expliquant que le gouvernement devait maintenant s'attacher à définir des priorités dans les missions attribuées à l'armée de l'air et que l'appui tactique la pénétration n'avait en fait de doute pas la priorité, compte tenu de l'existence dans les escadrons de Mirage-III d'un avion de combat de haute altitude.

Plusieurs solutions

Si — à contrario — le gouvernement choisissait d'abord de répondre aux missions de combat rapproché, d'interception et de supériorité aérienne, plusieurs solutions pourraient être retenues. Dans ces hypothèses, le constructeur a préparé une version allégée de l'ACF et a entrepris des études pour installer éventuellement un réacteur M-53 sur la cellule renforcée d'un Mirage-III à voilure en delta ou sur celle d'un Mirage F1 amélioré à air à réaction. Ainsi, à défaut de pouvoir disposer d'un bi-réacteur, en raison de son coût excessif, l'armée de l'air française devrait se contenter d'un Super-Mirage-III ou d'un Super-Mirage F1 avec le réacteur M-53 de la SNECMA. Ultérieurement pourrait lui être proposé un Super-Jaguar pour la pénétration.

Il est probable, aussi, que le conseil de défense examinera, de nouveau, le projet de réorganisation du dispositif militaire dans l'est de la France, présenté par l'état-major de l'armée de terre le mardi 30 juillet. Le remplacement des Mirage-III est posé de longue date. Mais la solution retenue a beaucoup évolué avec les changements de chef d'état-major à la tête de l'armée de l'air. Entre le projet Regal (reconnaissance, attaque et guerre électronique) du général Gauthier et le programme d'un avion de combat à haute altitude se déployant à l'atterrissage et au décollage pour se replier le long du fuselage à grande vitesse) du général Maurin, les différences de points de vue sont considérables. Depuis, le général Grigaut a présenté un nouveau programme, l'ACF, pour un avion de combat futur, dans le cadre d'un plan d'équipement à long terme préparé en 1973.

D'un poids au décollage d'une vingtaine de tonnes, l'ACF, baptisé Super-Mirage par son constructeur, la société Dassault-Breguet, sera propulsé par deux réacteurs M53 de la SNECMA, qui développeront, chacun, une poussée de 8 500 kilos environ, pour atteindre une vitesse maximum supérieure à deux fois celle de celle du son. Avec une cellule de base qui demeurerait la même, l'ACF a été conçu en deux versions principales : l'une, d'interception et de supériorité aérienne, et l'autre, de pénétration lointaine à basse altitude et de reconnaissance.

Un avion cher

Ce sont les systèmes d'armes (électronique et radar, en particulier) qui différencieraient les modèles de l'ACF selon les missions, mais chacune des versions comporterait un équipement important de contre-mesures : détecteurs, brouilleurs et leurreurs divers. La version de défense aérienne et de supériorité serait équipée d'un radar air-air couvrant une zone de 120 kilomètres, et d'un radar de grande dimension (90 centimètres de diamètre d'antenne) pour voir à une centaine de kilomètres. La version de pénétration lointaine, jusqu'à 500 kilomètres à basse altitude, embarquerait un radar de suivi de terrain avec un missile air-sol de 80 kilomètres de portée, équipé d'une charge nucléaire de plusieurs centaines de kilotonnes, tandis que, pour la reconnaissance, l'appareil emporterait des capteurs, des antennes infrarouges et des caméras classiques.

Une autre solution, qui aurait fait appel à la coopération européenne, a été suggérée par des industriels. Elle consiste à obtenir de la Grande-Bretagne et de la République fédérale d'Allemagne — dans les conditions analogues à celles de la France — qu'elles acquiescent à la version « supériorité aérienne » de l'ACF en échange d'un engagement de Paris à prendre la version « pénétration » du bi-réacteur M53 que ces deux pays prévoient de construire en commun, sans la participation de la France. Cette formule n'est pas la seule envisagée, mais elle illustre la volonté européenne des trois gouvernements intéressés. A Paris on estime qu'une telle réciprocité a été écartée par Bonn lors de la dernière rencontre des ministres français et allemands de la défense. — J. I.

L'UNION SOVIÉTIQUE A PROCÉDÉ A DEUX EXPLOSIONS NUCLEAIRES SOUTERRAINES DE FORTE PUISSANCE

L'Union soviétique a procédé deux explosions souterraines de forte puissance, le samedi 18 octobre et le mardi 21 octobre, dans la région nord de la Nouvelle-Zélande. Selon les observations satellites américaines et indiennes, ont détecté les deux explosions les engins avaient une puissance de plusieurs mégatonnes. Une explosion nucléaire souterraine de forte puissance avait déjà eu lieu en août dernier.

En fait, se passe comme si l'Union soviétique se hâtait de procéder à un programme d'expériences nucléaires souterraines expérimentales avant l'entrée en vigueur, le 1er janvier 1976, de l'accord signé le 3 juillet 1974, Moscou, avec les États-Unis. Cet accord stipule qu'après cette date, puissance des deux pays ne devra dépasser 150 kilotonnes. Le 17 juillet dernier, les États-Unis ont signé un accord avec l'Union soviétique de forte puissance, entre 200 kilotonnes et 1 000 kilotonnes, dans Nevada.

INSTITUT D'HEURISTIQUE • Groupes de Recherche • Expression Graphique • Communication • Références aux 120 millions de mots • 11 rue Jean Guisno, 75017 Paris • Tél. 756.21.11

POUR VOS PÉRIODIQUES INTERNATIONALES ET NATIONALES • Délais ultra-rapides • HELLIO - OFFSET - TYPO

Spécial 150

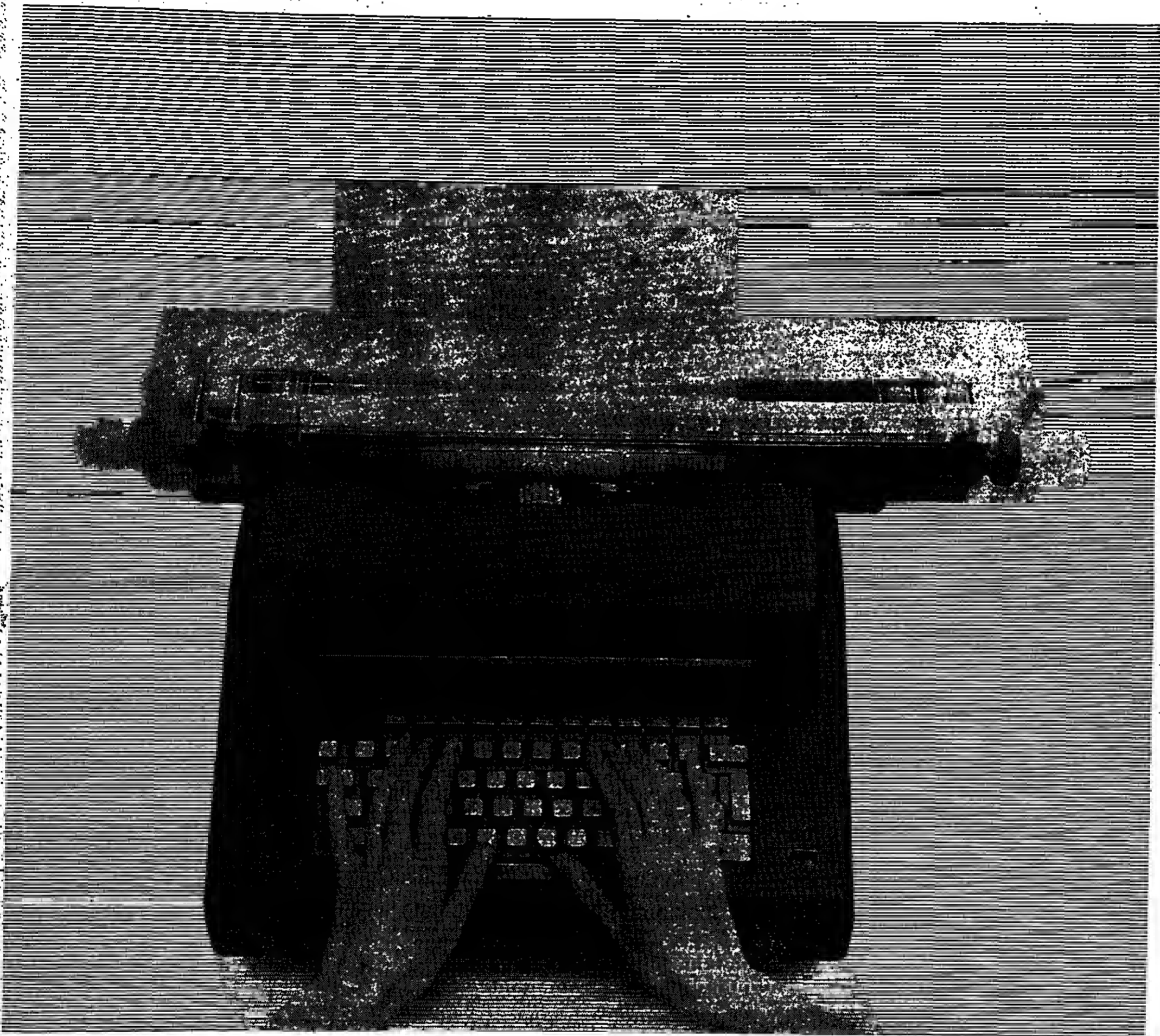
150

ENSE

L'armée de l'air française
le remplacement de ses

Olivetti Lexikon 90

Plus que toute autre



On a cru longtemps que c'était le soleil qui tournait autour de la terre... Et de même dans le domaine de l'écriture à boule, que c'était celle-ci qui devait bouger. Bien sûr, on pouvait changer de caractères en changeant la boule, mais c'est un minimum et c'était tout.

La secrétaire, pour son travail, devait quand même se plier aux contraintes de la machine: un point d'écriture en perpétuel mouvement, le chariot souvent trop petit, pas de tabulateur pour la mise en colonne des chiffres.

Avec la nouvelle Lexikon 90 à tête d'écriture, c'est la machine à boule qui s'adapte enfin aux exigences du secrétariat: plus de problèmes pour l'utilisatrice, dimension du chariot en fonction du format des documents et même, si elle le désire, un tabulateur décimal automatique.

Lexikon 90 vous apporte donc tous les avantages des machines à boule traditionnelles, mais aucune autre machine à boule ne vous procure ce que vous donne la Lexikon 90.

Lexikon 90, la nouvelle classe de l'écriture électrique qui s'ajoute à la gamme des machines et systèmes d'écriture Olivetti Editor.

olivetti

SOCIÉTÉ

La Fondation de France ouvre sa campagne en faveur des personnes âgées

La Fondation de France et le comité d'entraide des fondations nationales organisent du 22 au 26 octobre une campagne en faveur des personnes âgées sur le thème : « Ne les laissez pas seuls ». Toutes les maires de France ont été invitées à rester ouvertes jusqu'à 22 heures pour la vente des cartes de souscription à 10 F, qui pourront également être achetées jusqu'au dimanche 26 dans les banques, les bureaux des P.T.T.

les caisses d'épargne, les pharmacies, les librairies.

Créée en janvier 1969 par dix-huit grandes institutions financières, sur l'initiative du général de Gaulle, la Fondation de France (87, rue de Lille, 75007-Paris) a été présidée successivement par MM. Pierre Massé, ancien commissaire général du plan, Maurice Schumann, ancien ministre des affaires étrangères, et Roger Seydoux,

ambassadeur de France. Elle est destinée à rassembler et à gérer au bénéfice d'œuvres d'intérêt général les dons et legs que souhaitent lui adresser les particuliers. Elle comprend cinq fonds permanents : aide aux handicapés, aide au tiers-monde, développement culturel, harmonie des paysages, recherche scientifique. M. Roger Seydoux nous précise ci-dessous son caractère et ses objectifs.

« Notre rôle est de compléter l'action de l'État, pas de nous substituer à lui » nous déclare M. Roger Seydoux

Quand on compare les grandes fondations américaines et la Fondation de France, on est frappé par les moyens et, finalement, par l'absence de limites de cette dernière. La Fondation est encore une idée neuve en France. Comment l'explique-t-on ?

Les Anglo-Saxons sont très habitués à l'idée de Fondation. D'abord, parce qu'en Grande-Bretagne comme aux Etats-Unis l'État est en général relativement faible, et beaucoup d'initiatives sont prises non pas par l'État ou les collectivités locales, mais par les particuliers. En France, vous êtes dans un pays latin où, par tradition, on attend tout de l'État.

« Action de complément : notre campagne actuelle sur les personnes âgées en donne un exemple précis. L'État a créé, pour les personnes âgées, à Paris, des centres d'aides sociales dans les arrondissements, et, en province, des offices pour les personnes âgées. Dans les deux cas, il s'agit d'organismes administratifs disposant de certains fonds pour venir en aide aux personnes âgées. Or, il se trouve que, dans plusieurs de nos départements de Paris et dans pas mal de villes de province, ces centres fonctionnent très mal parce qu'ils n'ont pas assez de personnel, et notamment de personnel bénévole. Le rôle de la Fondation est de favoriser la création d'associations de bénévoles pour apporter aux personnes âgées un complément d'aide.

« Mais, dans le même temps, il a été expressément prévu que la Fondation ne doit pas s'occuper de ce que peuvent faire directement les autres associations. Là où il existe une association, une fondation, une organisation, ce n'est pas à nous d'intervenir directement, et nous lui transmettons les sommes qui nous sont versées dans tel ou tel but. Quand il n'y a pas d'association correspondant à l'objectif de nos donateurs, ou quand ces associations sont très nombreuses (par exemple pour les enfants handicapés), nous sommes forcés d'exercer une espèce d'action arbitraire en tâchant de nous renseigner pour savoir quelle est la meilleure.

« Quelles sont les grandes orientations que vous souhaitez donner à la Fondation ?

— Ce qui de plus beau la Fondation de France, c'est son rôle, peut-être un peu trop officiel pour le public. Mais du fait de son nom, de ses statuts, du fait de la personnalité de ceux qui en ont la charge, elle sera appelée à s'intéresser à toutes les grandes actions de caractère national quand il y a une grande affaire nationale, qu'elle soit ou non une grande fondation ne s'en occupe, la Fondation de France, étant donnée sa vocation générale, doit s'y intéresser. Je pense à l'action en faveur des enfants handicapés, en faveur des personnes âgées.

« La Fondation doit exercer son action de façon permanente en suivant les intentions de son premier et de son second président, c'est-à-dire en s'efforçant d'aligner de plus en plus les fonds qui existent actuellement. Parmi les actions futures, je pense qu'un jour ou l'autre il faudra créer un fonds permanent pour personnes âgées. Je pense aussi que tout ce qui touche directement et indirectement à ce qu'on appelle l'enseignement est une action essentielle dans la France d'aujourd'hui.

« Propos recueillis par JACQUES-FRANÇOIS SIMON.

« La deuxième raison qui explique que les Français ne sont pas naturellement disposés à verser de l'argent à des fondations, c'est que l'État, là encore par tradition, se méfie un peu des grandes institutions qui reçoivent directement des sommes qui ne passent pas par lui, et qui permettent aux citoyens de faire des choix qu'il estime pouvoir faire aussi bien lui-même.

« Comment précisez-vous votre action se distingue-t-elle de celle de l'État ; comment répondez-vous à ceux qui vous reprochent de combler dans

« Un D.E.S.S. pour des profs stagiaires de l'information. — Une année préparatoire au diplôme d'études supérieures spécialisées (D.E.S.S.) de sciences politiques est organisée par l'université Paris-I (Panthéon-Sorbonne) pour les professionnels de l'information de la publicité, des relations publiques ou apparentés, des professeurs, des journalistes, des candidats titulaires du bac calamaré ou d'un diplôme équivalent devant avoir trois années d'expérience professionnelle.

« Nous voulons, précise M. Hester, aider les pays — notamment ceux en voie de développement — à utiliser et à développer leurs propres ressources intellectuelles et à trouver les solutions adaptées à leur propre situation. L'université des Nations unies pourra notamment réunir sur les sujets choisis une information scientifique de bonne qualité ; créer des instituts spécialisés ou aider des instituts nationaux à définir une stratégie (par exemple sur les aspects nutritionnels d'une politique agricole) ; former des conseillers, faciliter les échanges de personnel scientifique ou d'informations, s'associer à des études déjà entreprises par diverses institutions sur ces sujets.

« Mme Jacqueline Bonnamour, professeure à l'université Panthéon-Sorbonne (Paris-I), a été nommée directrice de l'école normale supérieure de jeunes filles de Fontenay-aux-Roses par un décret publié au Journal officiel du 15 octobre.

« Un groupe de coopérant français enseignant en Algérie, occupé symboliquement, a vendredi 17 octobre, les locaux de l'Algérie générale, dépendant de l'ambassade de France à Alger, pour protester contre les conditions de logement qui leur sont faites. Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESUP) affilié à la Fédération de l'éducation nationale) avait déjà écrit et sollicité de cette action et estime que le gouvernement français porte la responsabilité des difficultés actuelles de coopérants. On indique dans les milieux autorisés français que, s'il existait un réel problème de logement à Alger, celui-ci relève de la compétence des autorités algériennes et échappe par conséquent à celle du gouvernement français.

LE JEUNISME

(Suite de la première page.)

Tout cela inquiète et parfois culpabilise leurs aînés. Tout cela prive ces derniers de leurs certitudes rassurantes, de leur confort moral, d'où la peur, puis la haine. Alors, faute de pouvoir « normaliser » ce jeunesse, faute de pouvoir la continuer à ses côtés et à ses règles, la société adulte préfère la tuer physiquement à distance.

Comme le racisme, le jeunisme engendre la ségrégation, l'apartheid, la mise à part. Les jeunes sont tenus à l'écart par des institutions curieusement dépourvues de leurs fonctions véritables et transformées en « réserves » pour ces nouveaux « sauvages ».

Ce sont, souvent, les casernes, leurs grilles, et le service national

maintenu à domicile. Ce sont, parfois, les universités, quand elles s'établissent sur des campus lointains, loin du centre des cités. Ainsi la collectivité rejette les étudiants à la périphérie. En les reléguant dans des villes-pensoirs, surgies du néant, coupées de la population. Ainsi, de façon latente, l'Université devient presque une zone de rétention, qui fixe la jeunesse à l'écart de la société. Ce qui est le contraire de sa vocation.

Partout, c'est l'éloignement, l'isolement, « l'éloignement, l'isolement, l'éloignement ». Comme si la communauté adulte enferme derrière des remparts. Comme si elle tenait la jeunesse au mariage. Faut qu'elle aille loin d'elle sa vitalité, ses désirs et ses rêves. A l'écart de la société. A l'écart de l'économie.

945 800 demandeurs d'emplois recensés fin septembre, 326 000 soit moins de vingt-cinq ans, soit 40,8 % du total. C'est dire qu'aujourd'hui près d'un chômeur sur deux est un jeune. Ce nombre des demandeurs d'emplois âgés de moins de vingt-cinq ans a doublé en un an, passant de 160 000 à 325 000. Pour leur part, la C.G.T. et la C.F.D.T. avancent un chiffre qui dépasse 600 000.

Ainsi, le chômage frappe les jeunes de plein fouet et en premier lieu. Et c'est ainsi que les employeurs nourrissent une certaine défiance à leur égard. Leur présent des idées non conformistes et un « mauvais esprit ». Et en préférant les tenir à l'écart de leurs entreprises.

Résultat : le système économique se ferme de plus en plus aux jeunes. Ils se retrouvent, au seuil de la vie, sans perspectives d'emploi, donc sans avenir. Ils se sentent trahis, en somme. Assistés et rejetés tout à la fois, traités en demi-soldats par une société qui refuse de les accueillir, qui leur conteste « le droit au travail, le droit au métier ».

Cette impression d'injustice pour le présent et d'angoisse pour l'avenir crée une situation explosive. Elle prépare peut-être un nouveau « mai 68 », qui partira cette fois des jeunes chômeurs, au lieu de sonner le glas de la jeunesse, puis de la société.

Enfin, comme le racisme, le jeunisme résulte d'une duperie. On connaît la définition du raciste : « Un homme qui se trompe de colère ». Et, surtout, un homme qu'on trompe, qu'on abuse volontairement. Par commodité.

Non seulement la société adulte rejette les jeunes mais elle tend à les accuser de tous les maux qu'elle connaît aujourd'hui : la violence, la délinquance, la drogue, la pornographie, etc., et même le chômage.

Paradoxe des paradoxes : alors que le sous-emploi frappe surtout les moins de vingt-cinq ans, certains entretiennent le sentiment confus que le chômage des adultes tient à la concurrence des jeunes, arrivant toujours plus nombreux sur le marché du travail et leur disputant les rares emplois disponibles. Ainsi, l'augmentation du chômage global est parfois imputée aux immigrés et aux jeunes, qui grossissent la masse de main-d'œuvre et donc la difficulté, pour chacun, de trouver ou de garder un emploi.

Alors, on s'interroge. Face à la crise du système, certains n'ont-ils pas de dévier l'angoisse et la colère des travailleurs vers une cible de remplacement, vers un commode bouc émissaire ?

Le droit au chômage

Car ce que le système économique réserve aux jeunes, ce n'est pas le droit au travail. C'est plutôt le droit au chômage. Malgré le plan du 4 septembre, malgré l'amorce d'une timide reprise, l'accroissement du chômage est loin d'être curé. En vérité, la dégradation de la situation du marché de l'emploi risque de se poursuivre jusqu'à l'automne 1974. Le véritable retournement

pour l'embauche n'interviendra sans doute que dans un an. Ainsi, la Commission européenne croit à la persistance d'un chômage important « durant la majeure partie de 1974 » (2).

Dans le présent, et pour s'en tenir aux chiffres officiels donnés par le délégué à l'emploi (3), la situation continue de s'aggraver, et spécialement au détriment des jeunes. En effet, sur les

La duperie

Et si une partie de la classe dominante, certains politiciens, certains journaux, utilisaient le jeunisme comme d'autres ont utilisé le racisme dans les années 30 ? Comme une parade, comme une technique de diversion. Pour détourner d'eux le ressentiment et les revendications populaires. Et si l'on tentait de se préoccuper contre la lutte des classes en organisant la lutte des générations ? En refusant l'union sacrée, toutes classes réunies — exploitateurs et exploités — contre la jeunesse, contre ce ennemi intérieur, rendu responsable de toutes les difficultés présentes ?

Cette attitude n'est peut-être pas consciente ou délibérée. Raison de plus pour réagir contre elle dès maintenant. Pour dénoncer ce risque : la montée l'âme psychose collective, soigneusement entretenue, la montée d'une peur et d'une haine irraisonnées. Une société qui refuse sa jeunesse, qui la condamne à la ségrégation, au désespoir et au désarroi est une société malade. Une société qui soustra la jeunesse de tous les maux qui la traitent en ennemi intérieur, est une société morte.

Ce qu'il faut, c'est tout le contraire. C'est rapatrier la jeunesse. C'est la réintégrer dans l'économie et dans la société. Ce

qu'il faut, c'est, d'urgence, rétablir l'union organique avec cette force vive qui incarne l'avenir. Par définition, à l'évidence, cette tâche, c'est aujourd'hui la priorité nationale.

« Ve-t-on transformer toute une classe d'âge en génération perdue, sacrifiée ? Ve-t-on consentir à ce qu'elle, cette classe ? En attendant, être jeune en 1973 c'est souvent l'angoisse et la détresse. Comme en 1933, quand Nizan écrivait : « Je suis vingt ans. Je ne laisserai personne dire que c'est le plus bel âge de la vie. »

R.-G. SCHWARTZENBERG.

IMPOT INIQUÉ

L'impôt inique, c'est l'impôt sur les bénéfices lorsque des entreprises en déficit sont condamnées à le payer en vertu de la comptabilité « à partie double », actuellement mondialement légale, mais qui repose sur le postulat démentiel suivant : « les pouvoirs d'échange des monnaies sont invariables ».

Les paiements d'impôts sur des déficits qualifiés d'« impôts sur les bénéfices » sont une conséquence de l'évaluation du niveau général des prix conjuguée avec la démentelle comptabilité « à partie double », cautionnée en France par le Conseil National de la Comptabilité et le étranger par les plus hautes sommités comptables et, hélas ! gouvernementales.

C'est ce que l'un de mes humbles correspondants, artisan, qualifié de « vol scientifique » par les fisco.

La « réévaluation des bilans », opération épilodique et à laquelle le Plan Comptable français consacre plusieurs pages, est ce que les Américains qualifient de « windfall », ou vent, un faux-semblant, qui a pour effet de faire payer un impôt qui n'est pas dû sur le moins-valoré de la monnaie, qualifiée par la circonstance de « plus-value de réévaluation ». Un autre « windfall », faux-semblant, c'est les « amortissements dégressifs », « declining balance depreciation », qui ont pour effet de fausser encore plus les bénéfices.

CHEFS D'ENTREPRISE de tous les PAYS vous devez exiger la

RESTITUTION PAR LES FISCs

des impôts indûment recouvrés. Mon ouvrage intitulé « SORTIR DE L'INFLATION » enseigne comment en calculer les montants. Je le distribue moyennant une participation facultative de 20, 50, 100, 200, 500 F, sans Copyright, de telle manière que chacun puisse le faire reproduire et vendre à son profit.

Emile Krieg, 7, rue d'Anjou, 75008 Paris
Chèque postal Paris 1030-11

NOTA. — Grâce aux conseils reçus, à titre privé, d'une personne de la General Electric Company, les tirages d'octobre 1973 et suivants bénéficieront de sérieux perfectionnements de détail.

secretaire steno-dactylo

pour l'É.M. - opératrice - mécanique-comptable

Ecole Privée FAX

77, rue de Valenciennes
t. 874.95.59
t. 874.95.60

Une École en Suisse à 1.070 mètres

Ecole Alpina - Champéry (Valais) - Tél. 025/8.41.17

- Elèves de 9 à 16 ans
- Classes à petits effectifs
- Vie studieuse et sportive
- Ramasse à niveau

Entrée possible en cours de trimestre

Le Chalet TEFOT reçoit les samedi 25, dimanche 26, lundi 27, de 8 heures, à l'hôtel Bedford, 17, rue de l'Arce, Paris (9^e).

vous voulez vous préparer au

DE.C.S.
Cours du jour
Cours du soir

C.E.S.
oral 75
C.E.S.
session 76
cyls d'admission : 2 formules.

Téléphone ou : 523.01.98

55, bd de Strasbourg, Paris 10^e

RENTREE LE 3 NOVEMBRE

PRE-SUP

PRÉPARATION A L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR SCIENTIFIQUE

en un an, après le Bac
avant P.C.E.M. - Prép. de « VETO », « AGRO »

RECYCLAGE OU MISE A NIVEAU

Maths - Science physique - Biologie - Français

LES COURS NADAUD

19, rue de Jussieu PARIS (5^e)

ENSEIGNEMENT PRIVÉ SECONDAIRE ET SUPÉRIEUR

707-13-38 ou 74-05

NOTA. — Grâce aux conseils reçus, à titre privé, d'une personne de la General Electric Company, les tirages d'octobre 1973 et suivants bénéficieront de sérieux perfectionnements de détail.

Et si une partie de la classe dominante, certains politiciens, certains journaux, utilisaient le jeunisme comme d'autres ont utilisé le racisme dans les années 30 ? Comme une parade, comme une technique de diversion. Pour détourner d'eux le ressentiment et les revendications populaires. Et si l'on tentait de se préoccuper contre la lutte des classes en organisant la lutte des générations ? En refusant l'union sacrée, toutes classes réunies — exploitateurs et exploités — contre la jeunesse, contre ce ennemi intérieur, rendu responsable de toutes les difficultés présentes ?

Cette attitude n'est peut-être pas consciente ou délibérée. Raison de plus pour réagir contre elle dès maintenant. Pour dénoncer ce risque : la montée l'âme psychose collective, soigneusement entretenue, la montée d'une peur et d'une haine irraisonnées. Une société qui refuse sa jeunesse, qui la condamne à la ségrégation, au désespoir et au désarroi est une société malade. Une société qui soustra la jeunesse de tous les maux qui la traitent en ennemi intérieur, est une société morte.

Ce qu'il faut, c'est tout le contraire. C'est rapatrier la jeunesse. C'est la réintégrer dans l'économie et dans la société. Ce

RENTREE LE 3 NOVEMBRE

PRE-SUP

PRÉPARATION A L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR SCIENTIFIQUE

en un an, après le Bac
avant P.C.E.M. - Prép. de « VETO », « AGRO »

RECYCLAGE OU MISE A NIVEAU

Maths - Science physique - Biologie - Français

LES COURS NADAUD

19, rue de Jussieu PARIS (5^e)

ENSEIGNEMENT PRIVÉ SECONDAIRE ET SUPÉRIEUR

707-13-38 ou 74-05

vous voulez vous préparer au

DE.C.S.
Cours du jour
Cours du soir

C.E.S.
oral 75
C.E.S.
session 76
cyls d'admission : 2 formules.

Téléphone ou : 523.01.98

55, bd de Strasbourg, Paris 10^e

Une École en Suisse à 1.070 mètres

Ecole Alpina - Champéry (Valais) - Tél. 025/8.41.17

- Elèves de 9 à 16 ans
- Classes à petits effectifs
- Vie studieuse et sportive
- Ramasse à niveau

Entrée possible en cours de trimestre

Le Chalet TEFOT reçoit les samedi 25, dimanche 26, lundi 27, de 8 heures, à l'hôtel Bedford, 17, rue de l'Arce, Paris (9^e).

RENTREE LE 3 NOVEMBRE

PRE-SUP

PRÉPARATION A L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR SCIENTIFIQUE

en un an, après le Bac
avant P.C.E.M. - Prép. de « VETO », « AGRO »

RECYCLAGE OU MISE A NIVEAU

Maths - Science physique - Biologie - Français

LES COURS NADAUD

19, rue de Jussieu PARIS (5^e)

ENSEIGNEMENT PRIVÉ SECONDAIRE ET SUPÉRIEUR

707-13-38 ou 74-05

Handwritten note: 10/23/73

CATION
Université des Sciences

150

Le Monde

DES ARTS ET DES SPECTACLES

Millet au Grand Palais

LE MICHEL-ANGE DES PAYSANS

par ANDRÉ FERMIGIER



Il y a dix ans, en 1965, il avait à peine dépassé la «soixantaine», l'épreuve, réussie, de la «soixantaine», l'épreuve, réussie, de la «soixantaine», l'épreuve, réussie, de la «soixantaine».

C'est à cette découverte que nous invite l'Exposition du centenaire, qui s'ouvre aujourd'hui au Grand Palais, et qui est la plus importante rétrospective présentée à Paris depuis celle de l'École des beaux-arts en 1887.

Une apothéose qui durera jusqu'à la fin de la rupture artistique des années 1960-1970, mais qui est fondée sur une intervention restrictive, lénifiante et sentimentale de son œuvre.

C'est à cette découverte que nous invite l'Exposition du centenaire, qui s'ouvre aujourd'hui au Grand Palais, et qui est la plus importante rétrospective présentée à Paris depuis celle de l'École des beaux-arts en 1887.

Une danse macabre

Qui était Millet ? Commençons par dire ce qu'il n'était pas et, en particulier, qu'il n'était pas un imbécile, comme on l'a souvent prétendu.

Un homme triste aussi, malade (il souffrait toute sa vie d'insupportables migraines), de nature mélancolique et repliée, qui n'est à l'aise que dans la retraite.

Il y a des moments heureux dans l'œuvre de Millet, des accents de lumière et de tendresse : les petits formats « hollandais » des années 50, les tableaux « maternels », le merveilleux ciel de la *Berninella* (n° 170), certains pastels, comme les *Premières pluies* ou l'adorable *Bouquet de marguerites* (n° 95 et 226), avec le mince de la jeune fille qui a l'air de se cacher derrière les fleurs.

Il y a également, dans cette œuvre, des moments où l'élaboration du tableau est de l'intellectuelle, et volontairement orientée vers le grand art que les références culturelles prennent la place sur l'expression directe de la sensibilité et masquent ce qui est le plus intéressant.

C'est ce qui donne à sa peinture son caractère monumental, ses accents épiques, bien qu'il prétende en général à conserver la fraîcheur de l'impression première. Si l'on regarde le *Greffeur*, on voit

le geste, le silhouette du personnage masculin, sont peints comme ils ont été vus, alors que le mouvement de la femme, tenant un enfant dans ses bras, est celui d'une Vierge gothique.

Un univers antérieur

Les contemporains ne s'y sont pas trompés. Paul de Saint-Victor a proposé des *Moissons* : « Une layette d'homme traduite en patois ». Diaz, veillant l'atelier : « Ça, c'est biblique ».

Malgré le sourire gothique, Olympie, l'intermédiaire pharaonique et tout ce que l'on voudra, il n'est rien de moins que l'œuvre de Millet est une œuvre essentiellement tragique et c'est sous ce jour-là que nous pouvons aujourd'hui le retrouver.

Chardin l'a conduit vers la Hollande, Fregonard, lui, a montré l'intérêt des champs champêtres. Mais du retour des champs au *Vannier*, quel bond ! Le goût de l'époque était à louer et les sujets paysans étaient fréquents dans les années qui précèdent 1848.

Utopia de Ronconi au Festival d'Automne

e flux pesant qui conduit les hommes à poursuivre la route

ANS un hangar large, au bout d'une avenue qui traverse le Parc Floral de Vincennes, se déploie la grande que des mensonges, l'Utopia.

qui se « libèrent » en imitant les hommes, en agissant comme eux. Mensonges, les discours creux sur l'amour communautaire sans distinction d'âge et d'agrément physique.

Ronconi engage dans une marche aveugle le long d'une route qui semble toute droite, infinie, mais limitée par deux portiques auxquels pendent des rideaux épais, opaques, et qui ramène sans cesse au point de départ.

lards, personnages hyper-pittoresques, hyper-pâtisseries, le cœur sur la main, le rire, le larme et l'invective faciles, tous frustrés, sophistiqués ou naïfs, réfugiés dans leurs voitures moites, dans leurs pauvres lits standards.

Les utopies s'échinent à la sueur des esclaves qui savent seulement courir après le travail, aux dépens des pauvres et des faibles, dupes éternelles, fâcheuses adorateurs de Ploutos, dieu coecule de la fortune, à qui ils rendent la vue pour profiter de ses bonnes grâces.

Cycle STRINDBERG
du mercredi 22 octobre au dimanche 23 novembre
CREANCIERS
petite histoire théâtrale de la névrose
mise en scène
Henri RONSE
location ouverte ☎ 805.78.51

Aristophane écrivait des œuvres de chronotopie, d'actualité. Il manifestait un respect absolu pour l'ordre établi, tout en regardant sans tendresse ses concitoyens, les réduisant à leurs vices, ridicules, rabaissant à leur même cop leurs aspirations à une réelle démocratie.

Les fibres du fascisme
petite marchande, comment elle manipule un peuple dominé par l'institution religieuse et qui vit une pauvreté sauvage parmi les faibles chefs-d'œuvre de « sa » culture.

Le désarroi des femmes
Les femmes, en fin de compte, n'ont guère plus d'imagination que les hommes. Elles reproduisent les schémas qu'elles connaissent, veulent seulement inverser le rapport de forces, se servent de la seule arme que les hommes ont bien été obligés de leur laisser : la sexualité.

rétractaire
télé-
actyde
FAX

RE-SUP

Une sélection

Cinéma

MILESTONES

de Robert Kramer et John Douglas

Quand l'Amérique retourne à sa vie bourgeoise et quand partout les guerres de libération se multiplient, comment rester mobilisé, demandent des « marginaux » dans un film-poème. La fiction libératoire se nourrit d'une réalité documentaire intensément vécue.

LA DERNIÈRE TOMBE À DIMBAZA

Réalisé par une équipe de cinéastes africains, un implacable réquisitoire contre la ségrégation raciale, telle qu'elle a été érigée en système par les dirigeants blancs d'Afrique du Sud (prix Sadoul).

SEMAINE DU CINÉMA POLONAIS

Du 22 au 28 octobre, au Studio Git-le-Cœur, à Paris, sept films inédits : Bilan trimestriel, de H. Zanussi ; le Doigt de Dieu, d'A. Krausz ; la Clef, de S. Rozwicz ; la Terre de la grande promesse, d'A. Wajda ; Vive le progrès, de J. Zaorski ; Chronique d'un crime d'A. Traos-Rastawicki ; l'Hôpital d'un soldat inconnu, de J. Lomnicki. Un panorama rapide d'un cinéma qu'on ne voit pas assez souvent.

HISTOIRE DE PAUL

Parce qu'ils ont été placés dans la carcasse vide d'un hôpital, des acteurs professionnels retrouvent les gestes sté-

laire du rituel asépté. Après Family Life, voici Hospital Life. Hallucinant.

HESTER STREET

de Joan Micklin Silver

En 1896, l'américanisation subtile d'une juive russe fidèle au judaïsme et rejetée par son mari pressé de se jeter dans les « gays » de New-York. Sous la chronique romanesque et savoureuse (en noir et blanc) le rappel d'une situation historique.

L'HISTOIRE D'ADÈLE H.

De Canada à la Barbade, sous un nom d'emprunt, la fille cadette de Victor Hugo poursuit de ses assiduités et de ses extravagances un officier anglais qui

ne veut pas d'elle. Entièrement inspi- par le journal intime d'Adèle, le film Truffaut est construit autour d'une étude et d'une absence. Isabelle Ad, exprime admirablement l'insure morale, du personnage.

— ET AUSSI : Numéro deux, de Je- Luc Godard (filmer autrement réalités simples) ; Black Moon, de L. Maille (les enfers d'une jeune fille r- pée) ; Trois films argentins, de Cr- rinsky, Ludwena et Bejo (le péroni interdit) ; Leçon d'histoire et Mois- Aaron, de Jean-Marie Staub (Brecht Schoenberg traités en fiction non- nementale) ; Parfum de femme, Dino Risi (l'humour est aveugle réédition de la Chienne, de Jean R- (la naissance d'un style).

Théâtre

COQUIN DE COQ au T.E.P.

A travers la fable irlandaise de Sean O'Casey, Guy Rétoré montre comment la superstition, force répressive, mène à l'affabulation, à la peur du réel, peur de l'inconnu, conduit à de dangereuses lâchetés. Un spectacle clair, efficace, qui trouve aujourd'hui une résonance particulière.

OMPHALOS HOTEL à Gemier

La salle Gemier ouvre sa saison avec une pièce jadis présentée et vraie- ment humoristique dans laquelle la poésie donne la clé de l'énigme. Un hommage de l'auteur Jean-Michel Ribes et du met- teur en scène Michel Berto à Hitchcock et à Polanski.

DES JOURNÉES ENTIÈRES DANS LES ARBRES à Orsay

Les femmes triomphent au Théâtre d'Orsay : dans la pièce de Marguerite

Duras, Madeleine Renaud tient le public dans un éblouissement perpétuel. Bulle Ogier tendre et bulbe est étonnant. An Petit Orsay, avec C'est beau, Na- thalie Sarraute fait entendre les choses qu'on ne peut pas dire. (Lire notre article, page 19.)

HOTEL DU LAC au Théâtre moderne

Les naufragés d'un palace désert s'entre-déchirent, les phrases leur échappent. La première pièce de François- Marie Bontier restituée au théâtre une grande petite musique singulière qu'il semblait avoir perdue.

LEAR de Bond à l'Odéon

Vieux tyrant déchu. Leur culture sa légende pour des dupes entraînés par l'engrénage de l'atroce. Accompagné par le fantôme de la jeunesse, il remonte pas

à pas le chemin de la vie. Dans son miroir, le père voit l'image du fils, le fils regarde le père. Le spectacle en noir et blanc de Patrice Chéreau reflète l'étonnement désespéré qui fait agir les hommes. Après Villeurbanne et Bruxelles, Desrith et François Simon installent leur drame à l'Odéon.

— ET AUSSI : L'Age d'or, à la Car- toucherie (le Théâtre du Soleil sur un tapis de moissons) ; Potemkine, par Robert Hossen (les matins du Palais des sports) ; Sur le fil, d'Arrabal, à l'Atelier (l'exil espagnol) ; Un couple pour l'hor, de Jacques Lassalle, à la Cité internationale (le paysan dans les E.L.M.) ; Le Tartuffe de Flancon à Créteil. Trois solitaires ; Rufus à Boulogne (le Héros national), Jean-Paul Farré sur la péniche (Un Farré peut en cacher un autre), et Alberto Vidal au Palais à 19 heures (le Diable à ressort). A 21 heures, toujours au Palais, Bernard Ballet joue Une antienne pour Cézanne, de Marcel Maréchal. Lorenzaccio est repris à l'Espace Cardin par les élèves du Conservatoire.

Festival d'Automne

TORO à la Cartoucherie L'Atelier de l'Espée-de-Bois s'enferme dans un hangar au pour travailler montrer son travail.

UTOPIA au Parc floral

A travers Aristophane, Luca Roni reconstruit la longue marche des liens d'aujourd'hui, bourgeois, homme- peuple, jeux d'écrits, politiciens. Il com- une fresque dure, ironique, splendide italienne. (Lire notre article page 17.)

ATELIER YOSHI aux Bouffes du Nord

Confrontation des traditions orient- et d'une expérience occidentale. As- travaillé pendant sept ans avec P. Brook, l'acteur japonais Yoshi retro les artistes et les arts de son p-

Musique

LA GRANDE SEMAINE DE LA MUSIQUE CONTEMPORAINE

Cette semaine, tout se bouscule au Festival d'automne : trois jours consacrés à Dieter Schnebel, le pasteur-compositeur des Marceaux de genre (Bouffes du Nord, du 23 au 25), le Festival de la Société internationale de musique contem- poraine, qui présente quarante et une œuvres de tous pays, souvent en première audition (Théâtre de la Ville, du 25 au 29), avec en particulier la nouvelle œuvre de Messiaen (Des canyons aux étoiles) et le début des six soirées consa- crées à Maurizio Kagel (Goethe-Institut, du 23 octobre au 4 novembre, à 18 h, 30). Un rythme dément.

Reprise de FIGARO-CI, FIGARO-LA à Saint-Denis

Ils retiennent : Rossini et Beaumar- chis, pour les « références culturelles » ; Peter Cheney et Chester Himes, pour le second degré ; Jacques Luciani et José Valverde pour la mise en scène ; ici : le Chicago d'Al Capone ; là : l'Espa- gne, de Bartolo et de Rosine. Beaucoup d'humour et du beau travail (les 24, 25, 28 octobre et du 18 novembre au 7 décem- bre, au Théâtre Gérard-Philippe).

CIBOULETTE Salle Favart

Même les fanatiques de Schnebel auront le droit de se reposer en venant voir salle

Favart l'exquise Ciboulette, de Reynaldo Hahn, chef-d'œuvre d'humour, de finesse et de pure musique, dans une production sans doute excellente de Raymond Vogel, avec Nicole Broissin et Henri Gui (les 25, 31 octobre, à 20 h, 30, et le 26 en ma- tinée).

DIAPASON de Notre-Dame au Palais des Congrès

Pour le vingtième anniversaire de la revue de disques Diapason, l'Orchestre de Paris jouera au Palais des congrès la Symphonie de Bizet, la 2^e suite de Daphnis et Chloé, de Ravel, et la 3^e Sym- phonie avec orgue, de Saint-Saëns. Mais l'orgue sera celui de Notre-Dame, tenu par Pierre Cochereau, et transmis par haut-parleur. On n'arrête pas le progrès.

— ET AUSSI : Orchestre national du tion F. Faray (Franck, Debussy, Ra- salle Pleyel, le 31) ; intégrale des qua- tre de Mozart, par le Quatuor Via Nova, 22 et 29, à Saint-Séverin) ; intégrale quatuors de Beethoven, par le Quat Bernède (Gaveau, les 23 et 24) ; Carlos, de Verdi (Opéra de Marseille, 24, 26, 28 octobre et 1^{er} novembre) ; Jersey Ladies Choir et Roumania At- massova (Théâtre de la Madeleine, le 27 à 17 h) ; Michel Chapuis à l'orgue Abri de Talzi (le 26 à 17 h) ; D. Warneb et les Concerts Pasdeloup, direction, Rahn (Brahms, Mahler, le 26, à 17 h, 45 ; Il Giuramento, de Mercadante, avec Zylis-Gara (maison de Radio-France, 27) ; l'IRCAM à Bruxelles, avec Benné Berio, Boulez, Deconat, Globokar, Risi et l'Orchestre de la B.R.C. (Palais de beaux-arts, du 28 au 31 octobre).

Arts

VOYAGEURS AU XVI^e SIÈCLE au Louvre

Les choses vues dans les paysages de la Renaissance par les peintres voya- geurs du seizième siècle : un accrochage agréable à l'œil, un panorama sans pro- blème. Pourquoi pas ? (Cabinet des dessins).

OR DES SCYTHES... au Grand Palais

Les occasions n'ont pas manqué depuis quelques années à Paris d'approcher cet art fascinant des nomades des steppes eurasiatiques, contemporain de la pré- sence grecque sur le littoral de la mer

Notre. Avec quelque deux cents pièces provenant pour les plus prestigieuses des trésors d'art de l'Ermitage et de la Laure de Kiev, nous entrons cette fois au cœur de cette civilisation de cavaliers rapides qui inquiétaient tant leurs voisins séden- taires.

JACQUES VILLON... Après l'hommage que lui a rendu cet été la ville de Rouen, où il avait fait ses études, le Grand Palais célèbre à son tour le centième anniversaire de la naissance de Gaston Duchamp, plus connu sous le nom de Jacques Villon. Cent cinquante-sept peintures, dessins et gravures évoquant les grandes étapes d'une œuvre aussi méticuleuse et métho-

dique que poétique, déroulée sur un demi- siècle.

... et MILLET au Grand Palais Lire notre article page 17

BRAUNER ET LES COLLECTIONS CONTEMPORAINES au M.N.A.M.

Lire notre article page 21

DEYROLLE au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

Une rétrospective consacrée à un peintre injustement oublié. La mort à l'âge de

cinquante-six ans, en 1967, a arrêté parcours de l'œuvre de Deyrolle, connu cise dans la fermeté de l'abstrait lyrique, au lendemain de guerre. Une peinture grave et exige- que découvrait l'invention picturale f- tinctive.

DELESSERT au Musée des arts décoratifs

Lire notre article page 21

— ET AUSSI : La Biennale des Jeu- au Musée d'art moderne et à Galie Le Studio d'Isabelle d'Este, au Louv- de Chirico, à Marmottan ; Le Corbu- au Musée des arts décoratifs et à Fondation Le Corbusier ; L'art tché- et slovaque au Grand Palais.

Disques

CLASSIQUE

— MOZART : DON GIOVANNI (Fes- tival d'Édimbourg 1973), avec R. Sayer, G. Evans, A. Sgourda, H. Harper, H. Do- nath, L. Alva, English Chamber Orchestra, dir. D. Barenboim (4 d. EMI, 165-02563/66) : Une demi-réussite, une version qui vient un peu tôt, fuste pour les débuts de Barenboim au théâtre, mais le ton est grand, avec de belles traitées de musique de chambre ; y brillent surtout Sayer au meilleur de sa forme. Evans, merveilleux Leporello et l'exquise Donath en Zerline. — SCHOENBERG : GURRELIEDER,

avec A. Young, M. Arroyo, J. Baker, choeurs et Orchestre symphonique de la Radio danoise, dir. J. Ferencsik (EMI, 167-02504/505) : Une version d'une huma- nité bouleversante, enregistrée au concert, qui complète admirablement la récente gravure de Boulez, plus délicate et par- faitement, moins intérieure peut-être.

VARIÉTÉS

— L'AGE D'OR DE LA COMÉDIE MUSICALE (coffret de quatre 33 t. Dist. Polygram, 2924.013) : Une sélection des meilleurs titres de dix-huit comédies

musicales de la Métro Goldwyn Mayer, parmi lesquelles : « The Band wagon », « Singin' in the rain », « Les hommes pré- férèrent les blondes », « Les Grls », « le Pirate », « Gigi ». Une distribution pres- tigeuse : Gene Kelly, Marilyn Monroe, Jane Powell, Judy Garland, Fred Astaire, Donald O'Connor, Maurice Chevalier, Lena Horne, Mickey Rooney, d'autres en- core. Un document présenté avec soin.

— HERVE CRISTIANI (33 t. Polydor 2393.113) : Le premier album d'un jeune auteur-compositeur dont les thèmes sono- res reconnaissent, en ce début de saison, un étonnant succès.

— SERGE REGGIANI (33 t. Poly 2473.049) : Chaque album de Reggi- est préparé, élaboré soigneusement. A la complexité de Jean-Loup Daba, Michel Legrand, Alain Goraguer, J. Dreyse, Bernard Dimey, d'autres enc- Reggiani qui, raconte, chante surtout bonnes vieilles recettes «Méliani humour- émotion.

— CATHERINE RIBEIRO + ALI (33 t. Fontana 9101.501) : Ribeiro est l'amour trépassé et l'infinité tendresse, du monde peuplé des chiens-loups et la tête et du cœur qui battent contre, murs.

STUDIO SAINT-SÉVERIN
12, rue Saint-Séverin - Paris (5^e)
Un film sur l'Apartheid tourné clandestinement en Afrique du Sud

« La dernière tombe à Dimbaza »

Prix de la Presse Internationale Grenoble 1974
Prix du film de combat Grenoble 1974
Médaille de la paix Leipzig 1974
Prix Georges Sadoul 1974

ÉLYSÉES LINCOLN - QUINTETTE - 14 JUILLET

L'HUMOUR YIDDISH
A NOUVEAU DANS LE CINÉMA AMÉRICAIN
APRÈS FRANKENSTEIN JUNIOR, WOODY ALLEN...

HESTER STREET
UN FILM DE JOAN MICKLIN SILVER

PRIX JEAN-COCTEAU DE LA PREMIÈRE ŒUVRE

UGC BIARRITZ - UGC BIARRITZ II - REX - BIENVENUE MONTPARNASSE
UGC ODEON - CINÉMA OPÉRA - CLICHY-PATHE - MISTRAL - UGC GOBELINS
MAGIC CONVIVION - LIBERTÉ
CYRANO VERSAILLES - CARREFOUR PANTIN - ARTEL PORT NOGENT
GAMMA ARGENTUIL - C 21 S^t GERMAIN

J'ai trouvé Isabelle Adjani sublime.
JEAN-LUC DOUIN/TÉLÉRAMA

Plus beau que tous les films français que nous avons vus ces temps-ci.
PEREZ/CHARLIE-HEBDO

ISABELLE ADJANI
dans un film de FRANÇOIS TRUFFAUT

L'HISTOIRE D'ADÈLE H.

JOSEPH BLATCHLEY - PIERRE GILLES directeur de la photographie HENRI ALMENDROS directeur artistique MARCEAU MARYNET

AFCAL - L'ASSOCIATION FRANÇAISE
des CINÉMAS D'ART et d'ESSAI
présente au
Studio Git-le-Cœur 12, rue Git-le-Cœur (17^e) - DAN 80.24

SEMAINE DU CINÉMA POLONAIS (V.O.)

Mercredi 22 Octobre BILAN TRIMESTRIEL
Jeudi 23 Octobre LE DOIGT DE DIEU
Vendredi 24 Octobre LA CLEF
Samedi 25 Octobre LA TERRE DE LA GRANDE PROMESSE
Dimanche 26 Octobre VIVE LE PROGRÈS
Lundi 27 Octobre CHRONIQUE D'UN CRIME
Mardi 28 Octobre L'HOPITAL DU SOLDAT INCONNU

Permanent de 12h à 24h - sauf dimanche de 14h à 24h.

J'ai trouvé Isabelle Adjani sublime.

BRASSENS A CONFESSE

< Toute une vie pour la chanson >

JE n'ai rien à dire en dehors de mes chansons. Ma vérité? C'est que je déteste répondre aux interviews parce qu'on ne peut pas être réel. »

question d'argent. Mais, je ne vais pas plus loin, je ne fais rien, je n'ai pas de guitare. »

ALAIN WOODROW.

* Toute une vie pour la chanson : André Sève interroge Georges Brassens. Editions du Centaure, 145 pages, 23 francs.

Nathalie Sarraute présente < C'est beau >

< PUISQU'ON NE PEUT NI RESSENTIR NI COMMUNIQUER... >

QUAI Anatole-France, Théâtre d'Orsay, Petit Orsay. Où est l'écrivain? C'est la dame assise là-bas, dans un fauteuil, derrière une table.

Nathalie Sarraute ne s'est pas occupée du choix des acteurs, elle a remis sa pièce entre les mains de Claude Régy, qui avait déjà monté « Isma » en 1973.

d'être exprimé, physiquement, par des acteurs. « Ainsi, dit Nathalie Sarraute, le texte se met en mouvement, il prend de l'épaisseur. Et les silences se remplissent grâce à la présence, à l'expression des comédiens. »

D'où un travail très difficile, d'une précision infernale. « Il ne faut pas se tromper, explique Emmanuelle Riva, si l'on manque une note, la musique ne se fait plus. C'est passionnant mais ce n'est pas un travail de peur de trahir. »

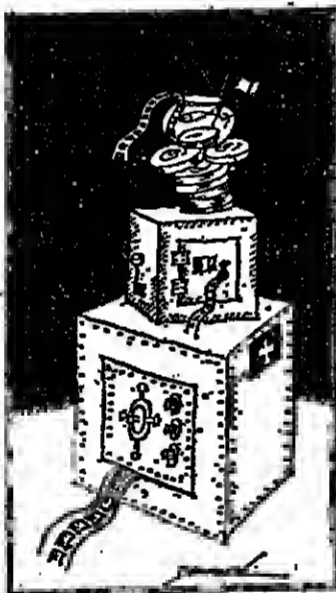
CLAIRE DEVARRIEUX.

* Théâtre d'Orsay, à partir du 24 octobre.

LES MUSÉES DU CINÉMA

A Cinémathèque de Toulouse est le seul cinémathèque provinciale qui existe en France. Elle possède 300 longs métrages et 400 courts métrages.

CONSERVATION ET SOCIOLOGIE A LA CINÉMATHEQUE DE TOULOUSE



Un jour, raconte Raymond Borde, le travail en voiture, avec un ami, Roger Icart, village de Laguerde. Un cinéma forain installé sous le hall.

continué nos recherches. C'est ce que j'appelle la « période corsaire », celle dont je me souviens avec le plus d'émotion.

En quelques années, sur une ligne Lyon-Bordeaux, Raymond Borde écumait les roulettes des forains et des gitans, les offices de cinéma éducatif (qui fournissaient des films aux écoles) et les patronages catholiques.

de Moscou qu'on peut trouver les films français considérés comme perdus. Nous avons retrouvé ainsi une copie parfaite des « Gens du voyage, de Feyder, et une copie complète (vingt-cinq minutes de plus que celle connue) du César de Pagnol. »

La Cinémathèque de Toulouse est devenue une institution. Pourtant, malgré les subventions de 1975 (40 000 francs du C.N.C., 20 000 francs de la ville de Toulouse, 3 000 francs du conseil général), son existence tient à la fois du miracle et de l'écroulement financier.

A cause de Gaby Morlay

« Nous sommes allés, dit Raymond Borde, par l'importance des films (120 tonnes) et de la documentation (20 tonnes), et le bouclage des lins de mois est un cauchemar. Nous ne pouvons payer qu'une secrétaire à mi-temps et un projectionniste. Nous n'avons pas de bibliothécaire. La bibliothèque n'est donc pas ouverte au public. »

JACQUES SICLIER.

AGRADES 20/10

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES Dernières 4ème programme LE PLUS GRAND MIME DU MONDE MARGEL MARCEAU avec PIERRE VERRY

UGC MARBEUF - PAGODE STUDIO DES URSULINES le droit du plus fort de R.W. FASSBINDER

THÉÂTRE MONTPARNASSE 31 rue de la Galté - 75014 PARIS ANNE SYLVESTRE 21H.

THÉÂTRE DANIEL-SORANO - VINCENNES 8 DERNIÈRES WOJTYŁA THÉÂTRE DE LA PORTE St-MARTIN Roland Petit avec Le Ballet de Marseille poursuit sa saison triomphale COPPELIA

LES MOYENS DE L'ACTION CULTURELLE



La culture en débat. La discussion de la loi de finances devant le Parlement est l'occasion annuelle d'un bilan. Les chiffres symboliques ne représentent toujours que 0,25 % du budget national; le taux de 1 % — objectif de nombreux professionnels — semble être devenu purement mythique.

Présentant son projet de budget devant la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, M. Michel Guy a indiqué que son action budgétaire désignait trois priorités : la conservation du patrimoine architectural, les musées, la formation.

Il est probable que le débat du 5 novembre au Palais-Bourbon ne portera pas essentiellement sur ces questions, mais sur d'autres — mises en avant par l'opinion, — comme le contrôle à exercer sur la production, la distribution et l'exploitation des films à caractère « pornographique » ou « violent », le transfert de la lecture publique du secrétariat d'Etat aux universités à celui de la rue de Valois, ou la réforme de l'architecture.

Ce sera donc l'occasion pour le secrétaire d'Etat de redéfinir son action, et pour les partis de gauche de présenter leurs principales critiques.

En prélude au débat, le P.S. tiendrait une conférence de presse vendredi au Palais-Bourbon, le P.C.F. en fera autant quelques jours plus tard, le 30 octobre.

Ils disposeront — outre leurs analyses — d'un document édité par les services du secrétariat d'Etat : le bilan de cinq années d'action culturelle, d'un ministère à l'autre. — A. R. et M. E.

Priorité aux dépenses de fonctionnement dans le projet de loi de finances

Le budget des affaires culturelles pour 1976 — 1 608 millions de francs — est en augmentation de 24 %, si on tient compte à la fois des crédits de fonctionnement et des autorisations de programme : il ne progresserait que de 18,8 % si on en excluait le chapitre — nouveau — de la lecture publique « Augmentation », dont on devrait bien sûr déduire la hausse constante du coût de la vie.

Ce budget du secrétariat d'Etat à la culture traduit une nette augmentation des dépenses de fonctionnement, qui correspond notamment à la création de quatre cent soixante et un emplois nouveaux — trois cent vingt si on ne compte pas Beaubourg — dont cent six à la lecture publique, et quarante-cinq à l'administration générale (soixante quatre nouvelles directions régionales sont créées).

Aux chapitres de l'enseignement et de la formation, on observe une croissance en chiffres de 20 %. La progression de la dotation dans le secteur de la conservation du patrimoine permettra l'achèvement en 1976 de l'implantation des Agences des bâtiments de France dans l'ensemble des départements (D.O.M. y compris). L'aide accrue aux musées devrait permettre d'améliorer les conditions de conservation des collections, les dispositifs de sécurité et la présentation au public. En revanche, la dotation — pour acquisition d'œuvres — des musées de province (inscrite au budget 1975) est supprimée : le secrétariat d'Etat a préféré multiplier les emplois (trois fois plus que l'an passé) et encourager les collectionneurs à continuer d'enrichir le patrimoine des musées par donations ou par achats.

La diminution relative des budgets d'équipement tient compte de la progression du chantier du Centre Beaubourg (dont les crédits de fonctionnement augmentent, en revanche, de 45 millions) et de la fin des transformations à Chaillot et au théâtre Français. Cette tendance rend compte, d'autre part, d'une option de M. Michel Guy, qui préfère les équipements légers et souples — le « travail des hommes » plutôt que les « grandes boutiques » — et prône une utilisation accrue des bâtiments et monuments historiques.

Conformément aux engagements pris avec les directeurs des centres dramatiques nationaux nommés en juin 1975, les subventions qui leur sont accordées progressent de 9 mil-

lions 900 000 francs (25 % des sommes versées l'an passé), opération renouvelée trois années de suite : l'augmentation cumulée en trois ans permettra le donnieux promis.

Tout en déplorant que la faiblesse de son budget ne lui permette pas de mener plus vite à bien certaines entreprises, le secrétariat d'Etat à la culture — qui se dit incapable de chiffrer les sommes affectées au secteur culturel, entre le Fonds d'intervention (FIC), les autres ministères, les budgets régionaux et les collectivités locales — s'accommode de la situation en sortant de plus en plus son action du cadre budgétaire.

Enfin, on signale au secrétariat d'Etat que de nombreuses mesures d'assainissement et de réorganisation ont permis de clarifier les gestions des services de la rue de Valois. Ainsi le budget enregistre une diminution de 150 millions des crédits de paiement, diminution apparente qui correspond en fait à une remise en ordre budgétaire et à la volonté de mettre un terme à la pratique des reports de crédits non utilisés.

Les cinq cents jours de M. Michel Guy

La culture entre guillemets ne descend pas aisément sur la place publique. L'annonce de la « suppression » de la censure cinématographique lors de la nomination de M. Michel Guy au secrétariat d'Etat n'a trouvé d'écho dans l'opinion que cinq cents jours plus tard, devenant ainsi le plus « populaire » des dossiers traités rue de Valois en un an et demi.

La réorganisation des théâtres nationaux et des centres dramatiques, concertée par des nominations et des changements de fonctions — quasiment par certains de « valse forcée », — ainsi que la nomination de Jacques Rosner et la réforme du Conservatoire national d'art dramatique ont déclenché, un temps, des polémiques dans les milieux culturels. Ces mesures sont accompagnées d'une réforme des statuts de la Comédie-Française, d'une aide accrue aux jeunes compagnies et de la création de deux organismes : l'Office national de diffusion artistique et le système d'abonnements Inter-théâtres dont s'occupe M. Georges Guette.

Autre sujet brûlant : la réforme de l'architecture. Le projet de loi, enfin rédigé, rencontre des oppositions — prévisibles. — Il s'intéresse à l'organisation de la profession et crée des « conseils architecturaux ». D'autre part, l'action du secrétariat d'Etat dans ce secteur a surtout été marquante

au chapitre de la conservation du patrimoine : opération des « Cent Villes » ; inscription et classement des monuments du dix-neuvième siècle ; instauration (par le ministère de l'équipement) d'un « permis de détruire » ; à l'initiative de la rue de Valois ; réforme aussi en ce qui concerne les palais nationaux et les bâtiments publics ; on notera d'autre part la création d'un groupe de travail sur l'enseignement de l'architecture.

Beaubourg, un ministère à lui seul, est la grande affaire du secteur des arts plastiques ; on signalera cependant la création d'un musée Picasso à l'hôtel Salé, d'un Centre français de la photographie — dont le siège sera à Lyon — et une attention particulière, aux problèmes de la conservation dans les musées. Beaubourg préfigure d'ailleurs certaines nouvelles actions du secrétariat d'Etat à la culture, qui à son image, regroupe maintenant arts plastiques, lecture publique (contre l'avis de nombreux bibliothécaires) et action audio-visuelle. Une nouvelle direction, la direction du livre, a été créée rue de Valois ; la présence de la « culture » à petit écran et sur les ondes est assurée (partout, notamment) par les cahiers des charges des sociétés hertziennes de l'O.R.T.F. ; les Contes d'Ho/mmans de l'Opéra succéderont, à la fin de l'année, à Don Giovanni à la télévision.

Si l'intérêt que M. Guy porte aux festivals se concrétise, à Paris, par le Festival du cinéma — tout proche — et par l'aménagement d'un festival de printemps, sa politique, la façon dont il conçoit le dialogue culturel, s'est, pour l'essentiel, matérialisée dans la signature de sept « chartes » qui ont pour groupes d'harmoniser l'action de l'Etat et des collectivités locales — à Marseille, Bordeaux, Toulouse, Strasbourg, Grenoble, entre autres, — procédure qui a permis de grouper les engagements du secrétariat d'Etat (38 millions de francs), des collectivités locales (30 millions de francs) et de la DATAR (17 millions de francs), pour une « population » de 3 millions de personnes. Prochaine charte : Lyon.

Parmi les projets soumis sous peu aux parlementaires : la sécurité sociale des artistes (écrivains, musiciens, plasticiens, etc.), fin novembre et, ces jours-ci, l'instauration d'une taxe de 33 % sur les films « pornographiques », « pervers » ou « violents », ainsi désignés par la commission de contrôle des films ; la fixation des quotas — par circuits, par villes, ou par salles, — déterminant la proportion de films « taxés » et de films « tous publics », sera instituée par une charte conclue avec les instances professionnelles du cinéma.

L'insistance avec laquelle le mot réforme revient dans ce bilan indique assez clairement

les perspectives du secrétariat d'Etat. Mais ce n'est pas forcément par conservatismisme que certains partis politiques et de nombreuses personnalités du milieu culturel ne partagent pas les options de M. Michel Guy. Il est normal que les tenants de la culture « pour tous » ne partagent pas les vues de celui qui parle de culture « pour chacun ».

Les critiques de la gauche

Le parti socialiste affirme, par l'intermédiaire de M. Dominique Taddéi, secrétaire national à l'action culturelle, que « le budget 76, une fois éliminé le transfert des postes lecture et livre, reçoit le plus faible pourcentage d'augmentation depuis cinq ans ». M. Jacques Chambaz, député (P.C.) de Paris, fait la distinction entre crédits de fonctionnement (à ils augmentent, certes, mais très faiblement si on tient compte, par exemple, du taux d'inflation pour les matériels utilisés au théâtre, un taux très supérieur aux chiffres donnés par le gouvernement, ne parlons pas des indices de la C.G.T.) et dépenses d'équipement. En ce qui concerne ces dernières, M. Taddéi demande : « Une fois Beaubourg terminé, plus aucun investissement d'investissement n'est programmé ; l'équipement culturel de la France est-il accompli avec le Centre Georges Pompidou ? ». M. Chambaz dénonce « la diminution drastique » de ces crédits et affirme : « La non-utilisation des crédits de paiement par le secrétariat d'Etat à la culture et la décision de diminuer la masse non utilisée ne sont pas le fait de bons gestionnaires, mais le résultat des difficultés financières des collectivités locales, qui retardent la réalisation de nombreuses opérations ». Le P.S. considère que le budget 76 se distingue à peine du précédent : « Nous avons dénoncé maintes fois une certaine politique qui sacrifie au prestige la formation et l'action culturelle en profondeur ; mais, si les choix du ministère ne sont pas les nôtres, nous nous étonnons lorsque le budget 76 ne donne pas les moyens que requiert la politique choisie. C'est le cas en particulier pour l'Opéra, dont l'augmentation des ressources n'atteint que le tiers de ce qui est estimé nécessaire par la direction », M. Chambaz précise : « Les secteurs les plus augmentés, relativement, sont ceux où les luttes les plus importantes ont eu lieu ; ce sont des reculs du gouvernement, et la preuve que les luttes sont payantes. »

Le parti socialiste, qui a organisé dimanche dernier, à Saint-Denis une rencontre sur la lecture publique, rappelle qu'il s'est

associé immédiatement à la protestation des bibliothécaires, qui n'ont pas été consultés, d'autant plus que la décision gouvernementale contredit des assurances formelles données un an auparavant.

Le P.S. se prononce « pour l'intégrité de la direction des bibliothèques et de la lecture publique. Quand on rattacherait à la culture, il ne pourrait prendre de signification que dans le cas d'un grand ministère de l'action culturelle, doté de moyens qualitativement supérieurs aux moyens actuels ».

Le P.C.F. « prend acte » de « l'opposition des personnels » et de « l'absence de concertation ». « Une fois de plus, dit M. Chambaz, l'État a franchi. Mais, par rapport aux objectifs fondamentaux, la réforme des structures n'a rien réglé, ni en ce qui concerne la formation des lecteurs — qui relève de l'enseignement — ni en ce qui concerne la formation et le statut des personnels, ni en ce qui concerne les moyens. »

La politique des chartes culturelles est appréciée plus diversement : deux municipalités socialistes, Grenoble et Marseille, en ont signé une ; les négociations avec la municipalité d'union démocratique (maire communiste) d'Arles ont été interrompues. M. Chambaz rappelle les réserves de son parti : « Les chartes ne débloquent, en fait, pas de crédits nouveaux ; en revanche, la planification et le partage aux crédits donnent au secrétariat d'Etat un pouvoir d'interférence supplémentaire dans la politique des municipalités. Si nous parlons de transferts de charges, c'est que les opérations inscrites dans les chartes sont moindres que l'ensemble des opérations prévues antérieurement (ne citons que Grenoble, où le Festival du court métrage devient bisannuel) ; les chartes légalisent le désengagement collectif de l'Etat par rapport aux promesses faites précédemment pour l'équipement culturel ; en signant une charte, on reconnaît l'alignement de l'Etat au niveau le plus bas de participation financière, et l'Etat refuse de prendre des engagements de longue durée. »

Pour le P.S., cette procédure renforce « le courant des crédits vers les villes, les milieux dotés », subordonne « à un accord bilatéral les engagements que l'Etat devrait prendre de toute manière ».

M. Taddéi parle d'un réajustement de leur destin à habiller le pourpoint de la misère. M. Chambaz affirme que sous couvert de réformes « qui sont la mise au rancart des projets des prédécesseurs », il s'agit pour le secrétariat d'Etat « d'organiser la pénurie » et de « discréditer les créateurs, tout en mettant à son compte le travail des équipes de création ».

GALERIE JEAN CAMIGNON 8 RUE DES BEAUX-ARTS PARIS TEL. 633 93.63
alma remondet-slocombe
PEINTURES
DU MARDI 14 OCTOBRE 1975 AU DIMANCHE 2 NOVEMBRE 1975
GALERIE RENCONTRES 48, rue Bergey - 75001 Paris
Dominique
THIOLAT
Peintures récentes
Du 22 octobre au 22 novembre
COLETTE DUBOIS
352, rue Saint-Honoré - 200-24-33
MALY
24 oct.-22 nov.

GALERIE ALTMANN CARPENTIER
46, rue du Bac - Paris (7^e) - 222-79-38
STANISLAO LEPRI
Œuvres récentes
du 8 octobre au 8 novembre

d'Art de Cologne
6-10 Nov. 75
Kunsthalle
6-10
Foire Internationale d'Art de Cologne 1975
200 galeries renommées de 15 pays présentent des tableaux, dessins, sculptures et objets d'art du 20^{ème} siècle.
Parc des expositions Cologne-Deutz, halls 1-3 étage - supérieur.
Chaque jour de 11 à 21 heures, du jeudi 6 au lundi 10 novembre 1975.
Messe- und Ausstellungs-Ges.m.b.H. Köln, D-5000 Köln 21 Postfach 21 0760
6-10
Foire Internationale

Centre Culturel Sédouis
11, rue Payenne Paris (5^e)
ÊTRE FEMME EN SUEDE
T.L.J. de 14 h. à 18 h. Joug. 3 déc.
LENA CRONQVIST
peintures, dessins
T.L.J. de 14 à 18 h. Joug. 9 nov.
Entrée libre.

ARTCURIAL
8 avenue Marceau Paris 8^e
MEN TOR
26 SEPTEMBRE - 30 OCTOBRE
en permanence
peintures, sculptures, tapisseries
des artistes d'Artcurial

ART MODERNE
GALERIE JAUBERT S.A.
75, rue du Faubourg-Saint-Honoré (8^e) - 226-64-70 et 71 - Fermé lundi
Hommage à BRIANCHON - LEGUEULT - OUDOT
Sculptures de Marcel GIMOND
9 oct.-22 nov.

COVBET
GALERIE BABER

MARCEL BROODTHAERS
L'ANGELUS DE DAUMIER
AU CNAC
11 rue Berney Paris 8
du 3 octobre au 10 novembre 1975

CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE G. POMPIDOU

GALERIE L'ART ET LA PAIX
35, rue de Clugny Paris (9^e)
Exposition-Vente
ART MEXICAIN
22 oct.-22 nov.

BAZAINE
18 OCTOBRE - 15 NOVEMBRE
GALERIE MAEGHT
13 RUE DE TERNAN PARIS 8^e
BAZAINE
UN VOLUME RELIÉ DE 100 PAGES
30 ILLUSTRATIONS ORIGINALES EN COULEURS
15 ILLUSTRATIONS
PRIX : 195 F.
MAEGHT EDITEUR

DIX SIÈCLES D'ART TCHEQUE ET SLOVAQUE
Une exposition remarquablement présentée
Les chefs-d'œuvre des époques médiévale, baroque, moderne
Un grandiose spectacle audio-visuel
JUSQU'AU 10 DECEMBRE
GALERIES NATIONALES DU GRAND PALAIS

ARTCURIAL
10 OCTOBRE / 8 NOVEMBRE
en permanence
éditions originales
d'artistes contemporains
Eseropolis 75 France
BONNARD, VUILLARD, ROUSSEL
cinquante-deux tableaux du groupe des Vols
FRIEDLAENDER
gravures 1950-1975
tableaux récents
MUSEE ROYAL DES BEAUX-ARTS de BELGIQUE
Place Royale, BRUXELLES

Pierre
10 oct. 75
ELMAN
Verbeke
Stenberg
FOIRE DE
GRA
les jours
le merc
MOIN
LE MATIN

Shap... 1950

vingt années, rue de Valois

Le secrétariat d'Etat à la culture vient de publier...

Dans l'ensemble, les chiffres sont flatteurs. Les crédits globaux ont presque doublé en cinq ans...

Après plusieurs réaménagements des salles — le dernier a vu s'effacer des erreurs d'évaluation d'un passé récent — voici qu'on tente une autre expérience parallèle...

AU MUSÉE NATIONAL D'ART MODERNE

Un inventaire contemporain et les Brauner de Brauner

Les collections des musées sont toujours plus riches dans les sous-sols que sur les cimaises offertes au public.

Après plusieurs réaménagements des salles — le dernier a vu s'effacer des erreurs d'évaluation d'un passé récent — voici qu'on tente une autre expérience parallèle...

Le plus et le moins

En cinq salles ou passages aménagés en salles, MM. Hulten et Viette ont fait le pari d'exposer, tous les Dubuffet du Musée national d'art moderne...

La majorité de ces œuvres ont été acquises depuis 1967. C'est une date qui compte dans l'histoire récente du MNAM...

au service de la création artistique que furent acquies ces cinq Dubuffet, ensemble à vrai dire bien timide pour un peintre de cette envergure...

La collection Wols du MNAM, peinte maudit et majeure, qui a vécu à Paris, se résume à une toile et quatre aquarelles; celle de Fautrier, l'une des grandes figures de la peinture française de l'après-guerre...

Cet accrochage est cependant l'occasion d'une découverte: la collection Hossainian avec six puissantes peintures et quatre dessins d'un artiste qui a besoin d'espace et de recul pour se montrer à son aise et au nôtre.

L'autre volet de cet inventaire temporaire est également surréaliste. Il s'agit de la collection Brauner, artiste venu à Paris vers 1930, aussitôt enrôlé dans les rangs surréalistes...

Chez lui, c'est dans les dessins que passe le force incertaine de l'initiation première. D'où leur caractère attachant par ce qu'ils ont de plus visible et fugitif: ils ne sont rien d'autre que des esquisses et des trouvailles sur lesquelles l'artiste s'appuiera pour peindre ses tableaux...



magique d'images tolimiques qui réinventent une mythologie primitive des temps modernes.

Un surréaliste venu d'ailleurs

Lorsque Brauner s'installe définitivement à Paris, vers 1930, Miro nous montre le ligne ténue et tremblante d'un oiseau poursuivant une abeille avec un rare sentiment poétique.

See sources: les images kabbalistiques, le symbolisme poétique de Novella, Lautréamont.

Après la rencontre, fructueuse pour Brauner, avec Yves Tanguy, Max Ernst et, occasionnellement, avec le peintre de Chirico, ses dessins sont quasi sculpturaux, en volumes.

C'est le regard désarmé tourné vers le dédramatisé que Brauner invente cette incroyable suite mythologique des temps modernes...

JACQUES MICHEL

* Donatien Brauner (no catalogue, introduction de Dominique Boon) et réaménagement des nouvelles salles du Musée national d'art moderne.

DELESSERT

AUX ARTS DÉCO

Un voyage au bout de la couleur

DELESSERT, un nom que l'on retrouve un peu partout dans le petit monde illustré du livre pour enfants.

L'exposition du Musée des arts décoratifs montre tous ces aspects de son œuvre, à commencer, bien sûr, par les peintures et dessins originaux pour les livres d'enfants.

Ce monde-là n'est pas tout rose, bêtement rose, la souris le sait bien, quand elle reçoit une pierre sur la tête et découvre le monde; et encore quand elle se retrouve dans trois tables écologiques, en collaboration avec Anne Van der Essen...

GALERIE HÉROUET 54, rue Vieille-du-Temple - Paris (2e) - TEL. ART 62-30

GALERIE NICHIDO 51, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - 268-62-85

Pierre CHRISTIN 10 octobre - 8 novembre

ELMAN 15 novembre

BAZAINE AQUARELLES RÉCENTES Exposition du 15 octobre au 23 novembre 1975

GALERIE ROMANET 30-32-34, rue de Seine, Paris (6e) - 228-94-88

FOUJITA quelques petits formats de

OR DES SCYTHES GRAND PALAIS tous les jours, sauf mardi, de 10 à 20 h. et le mercredi jusqu'à 22 h.

LA DEMEURE 6, place saint-sulpice 75006 paris HUGUETTE ARTHUR BERTRAND Topiseries double face - Topiseries émotion 22 octobre - 22 novembre 1975

SALON D'AUTOMNE Les Halles Du passé au futur GRAND PALAIS 23 oct.-23 nov.

Galerie Claude JORY 222, Faubourg-Saint-Honoré A. HUBERT Peintures cinématiques 924-24-42

GALERIE CHARDIN 36, rue de Seine, 6e - 326-99-38 JEAN-FRANÇOIS FAVRE Jusqu'au 5 novembre

GALERIE JACQUES MASSOL 12, rue La Botte JOUSSELIN KLAPISCH RISOS V. MOULIN Jusqu'au 1er novembre

DANIEL GERVIS, 34, rue du Bac (6e) Yves Lévêque du 23 octobre au 29 novembre

GALERIE DE LA TOURNELLE 3, rue du Haut-Paré - PARIS (9e) - 631-89-57 DALLEAS Jusqu'au 5 novembre

LA GRAVURE 41, rue de Seine (Cour) - T. 228-05-44 AMSLER 21 OCT. - 13 NOV.

SALON D'AUTOMNE Sculptures italiennes contemporaines GRAND PALAIS 23 oct.-23 nov.

Centre Culturel Suédois 11, rue Payenne Paris (9e) SERGEL (1740-1814) Dessins T.J.J. de 14 h à 18 h Juin, 30 oct. Entrée Libre.

JAMES PENDLETON Peinture originale de Texas (U.S.A.) exposée une série de 39 toiles, sur le thème de la femme et du jeu.

SALON D'AUTOMNE Approche de Michel-Ange GRAND PALAIS 23 oct.-23 nov.

22 Oct. - 22 Nov. ARMAN originaux et multiples

Galerie Editions de Messine 8, av. de Messine Paris 75003

Centre Culturel Suédois 11, rue Payenne Paris (9e)

SERGEL (1740-1814) Dessins T.J.J. de 14 h à 18 h Juin, 30 oct. Entrée Libre.

JAMES PENDLETON Peinture originale de Texas (U.S.A.) exposée une série de 39 toiles, sur le thème de la femme et du jeu.

SALON D'AUTOMNE Approche de Michel-Ange GRAND PALAIS 23 oct.-23 nov.

22 Oct. - 22 Nov. ARMAN originaux et multiples

Galerie Editions de Messine 8, av. de Messine Paris 75003

* Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, jusqu'au 23 novembre.

BAZAINE AG... LE MATIN et APRÈS 17 HEURES

Cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinématèque

MERCREDI 23 OCTOBRE - 15 h. Grandes Oeuvres autour du monde. S. Edwards, 18 h. 30. La nuit de vingt ans, de D. Davies, 20 h. 30. André, de L. Viscardi, 22 h. 30. Le chahut, de J. Manjavanich.

Pathé, 15 (222-37-41). Gaumont-Gambetta, 20 (797-02-74). Montparnasse, 25 (244-14-27). Gaumont-Sud, 15 (331-51-18).

LES FILMS NOUVEAUX. OH! AMERICA, film français de Michel Parol. V. am. : S. Edwards, 18 h. 30.

LES GRANDS REPRIS. LE DICTATEUR (A.). Tempieri, 2 (272-54-50). V. am. : S. Edwards, 18 h. 30.

LES SEANCES SPECIALES. AMERICAN GRAFFITI (A. v.o.). Luxembourg (8), (633-97-77).

Les exclusivités

LEABY SIXTES (Fr.). Cambrienne, 19 (734-42-90). U.G.C. - Gobeline, 15 (633-06-18).

LA CHEVAUCHEE SAUVAGE, film américain de Richard Brooks, avec Gene Hackman.

LES FESTIVALS. CINQUANTE ANS DE CINEMA AMERICAIN (A.). Actuel-Lafayette, 5 (578-80-50).

Autonne à Paris. PARC FLORAL DE VICENNES (L.L.). 20 h. : D'après d'après d'après.

POUR tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles.

THEATRE NATIONAL DE L'OPERA. Dimanche 26 octobre à 15 h 30. GÉRARD SOUZAY Ravel.

Comédie Française. HORACE. ou l'afternoon. M. MARIGNY.

THEATRE DE LA PLAINE. HINKEMANN DE TOLLER. « HINKEMANN est l'histoire d'une passion... »

« DES CANYONS AUX ÉTOILES... » par l'ensemble Ars Nova. Direction : MARIUS CONSTANT.

SALLES CLASSEES CINEMAS d'ART et d'ESSAI. ST. BERTRAND. LE DOCTEUR FOLAMOUR.

Catherine & Cie. Une Production LEO L. FUCHS. JANE BIRKIN. PATRICK DEVAERÉ. JEAN-PIERRE AUMONT. VITTORIO CARRIOU. JEAN-CLAUDE BRIALY.

CE FILM A ÉTÉ PRÉSENTÉ DANS TOUTES LES UNIVERSITÉS AMÉRICAINES. LES ÉTUDIANTS AMÉRICAINS ONT VU CE FILM AVEC LEURS PETITES AMIES ET N'ONT EU QU'À S'EN FÉLICITER.

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 1. 20, rue Saint-André-des-Arts. 326-48-18. A 14 h., 16 h., 18 h., 20 h. et 22 h. DEEP END.

THEATRE. Le Centre d'Animation Culturelle présente RENCONTRE DU JEUNE THEATRE OCTOBRE 1975.

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS. PIROSMANI. Un film géorgien de Giorgi CHENGUELAIA.

MICHODIERE CASSEL. «... son sourire un peu moqueur... son grain de folie...»

AROUT. «... sa pièce admirablement construite, n'a rien perdu de son brio, de sa vivacité, de son efficacité, de sa jeunesse...»

PERIER. «... Sa mise en scène pétillante comme une mousse de champagne...»

GOG et MAGOG. «... Allez sans crainte passer, à la Michodière, une soirée d'un bout à l'autre divertissante...»

ORCHESTRE DE PARIS. SOCIÉTÉ DES CONCERTS DU CONSERVATOIRE. « CRÉATION D'UN CHŒUR. Recrutement et formation d'un grand chœur mixte composé d'amateurs... »

Daniel Barenboim

Daniel Barenboim, qui vient de prendre la direction de l'Orchestre de Paris, enregistre sur Disques DEUTSCHE GRAMMOPHON.



SAINT-SAENS
Symphonie n° 3 avec orgue
Gaston Litaze, aux Gdes Orgues de la Cathédrale de Chartres • Orch. Symphonique de Chicago
2530 619 "Prestige"

BRAHMS
Sonates pour violon, piano
avec Pinchas Zukerman
2740 125 (Coffret 3 disques) - 115 F au lieu de 140,50 F

Un Requiem allemand • 4 chants sérieux
Dietrich Fischer-Dieskau • Edith Mathis
Chœurs d'Edimbourg • Orch. Phil. de Berlin
2707 066 (Coffret 2 disques)

BEETHOVEN
Concerto pour piano n° 6 (original violon)
English Chamber Orchestra
2530 457 "Prestige"

BRUCKNER
Symphonie n° 4 "Romantique"
Orchestre Symphonique de Chicago
2530 336 "Prestige"

MENDELSSOHN
Romances sans paroles
2740 104 (Coffret 3 disques) - 115 F au lieu de 140,50 F

A partir de Samedi 25
THEATRE des NOUVEAUTES
24, bd. Poissonnière - 75010

ROBERT MANUEL
JACQUES MARIN
CLAUDE GENSAC

LES DEUX VIERGES

de J.J. Bricaire et M. Llesygois
Mise en scène de Robert Harnet
Decor de Roger Harth

ARLETTE BIDIER
YVES LOBBREAU
CATHERINE LECOQ
CHRISTIANE MULLER

Location ouverte

LA CLEF
21 rue de la Clef Tel. 337 90 30

"après Family Life, voilà l'hopital Life, et c'est plus terrible encore!"
MICHEL FOUCAULT



HISTOIRE DE PAUL
un film de René FERET
Prix Jean VIGO 75

LA PAGODE

une idée par plan
un jaillissement
surréaliste par minute
MICHEL GRISOLIA
NOUVEL OBSERVATEUR



GACHE-GACHE PASTORAL
un film de Shuji TERAYAMA

Interdit aux moins de 13 ans

concerts Variétés

MERcredi 23 OCTOBRE
EGLISE SAINT-SEVERIN, 21 h. : Quatuor Via Nova (Mozart).
EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, 20 h. 30 : Orchestre P. Kuentz, dir. P. Boulot (Bach : Mass en Si).
SALLE FLEYEL, 21 h. : Orchestre national, dir. P. Paray (Franck : Debussy).
PALAIS DES CONGRES, 20 h. 30 : Orchestre de Paris, sol. Cocherneau, dir. D. Barnaboin (Brahm, Haydn, Saint-Saens).

JEUDI 24 OCTOBRE
SALLE GAYEAU, 20 h. 30 : Quatuor Bernade (Bachoven).
PALAIS DES CONGRES, 20 h. 30 : Orchestre de Paris, dir. D. Barenboim (Mozart, Saint-Saens).
SALLE FLEYEL, 21 h. 30 : Arcane (Haydn, Franck, Debussy).
RADIO-FRANCE (194), 20 h. 30 : Orchestre de chambre et chœurs de Radio-France, dir. R. Ansdrucci (musique baroque italienne).

VENdREDI 24 OCTOBRE
EGLISE DE LA MADELAINE, 20 h. 30 : Orchestre P. Kuentz, dir. P. Boulot (Bach).
MUSEE GUIMET, 21 h. : Ensemble Quatuor, dir. C. Dieckhoff avec Adjemian, piano (Scriabini, Schumann, Bach, Haydn).

SAMEDI 25 OCTOBRE
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 10 h. : Orchestre de Paris, direction D. Barnaboin (Mozart, Saint-Saens).

DIMANCHE 26 OCTOBRE
CHATELET, 15 h. : Concert Colonna, sol. M. Hanson, dir. P. Dervaux (Bachoven).
SALLE FLEYEL, 17 h. 45 : M. Magin et P.-M. Lecomte (Haydn, Chopin).
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 17 h. 45 : Orchestre Pasdeloup, dir. E. Rahou (Schubert, Tunder, Saint-Mendelssohn, Varna Desbounet).

LUNDI 27 OCTOBRE
EGLISE SAINT-SULPICE, 20 h. 45 : J.-J. Grunenwald (Grunenwald, Milhaud, Grunenwald).
SALLE ROSSINI, 18 h. 30 : Arcane (Schubert, Verdi, Schumann).

MARDI 28 OCTOBRE
PALAIS DES CONGRES, 18 h. 30 : W. Chodack, J. Grouit, M.-C. Jaznot, J. Verdier, (Damas, Beethoven, Schumann).
SALLE ROSSINI, 18 h. 30 : Arcane (orgue français de Gervaise à Meudon).

Le music-hall

BORINO (033-90-48) (L.), 20 h. 30, mat. dim. 15 h. : Brain Tropical et Bader Powell.
CASINO DE PARIS (047-25-22) (L.), 20 h. 45, mat. dim. 14 h. 30 : Revue de Roland Petit.
COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (339-47-03) (D. soir. L.), 30 h. 45, mat. dim. 17 h. 30 : Les Frères Jacques.
ELYSEE-MONTMARTRE (006-22-70) (D.), 20 h. 45, mat. sam. 17 h. : Histoire docté.
FOLES-BERGUES (770-03-51) (L.), 20 h. 30 : J'aime à la folie.
MONTFARNASSE (338-93-00) (D. soir. L.), 21 h., mat. dim. 15 h. : Anna Siviestre.
OLYMPIA (742-25-49) (L.), 21 h. 30 : Gilbert Bécaud ; mat. dim. 14 h. 30 et dim. 21 h. : Dick Annegarn.
LA VILLETTTE (700-51-33) (L.), 21 h. 20 h. 30 : le Nouvelle Chanson (P. Marqués).
PALAIS DES CONGRES (D. soir. 1er et 2e et 3e, 21 h., mat. dim. 17 h.) : Sylvie Vartan.
TAVERNES DE L'OLYMPIA (742-82-49) (L.), 21 h. 30, mat. 21 h. 30 et 24 h. : Love-101 et Viena.
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES (222-44-38) (Mer.), 20 h. 30, mat. dim. 14 h. 30 : Marcel Marceau.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (253-44-45) 21 h., mat. dim. à 15 h. : Y'a du plus mal dans l'un peu mieux.
DEUX ANS (006-10-90) (Maj.), 21 h., mat. dim. à 15 h. : Serre-vis complot.
DIX-HEURES (006-07-45), 22 h. : Dix heures, portes ouvertes.

Les opérettes

HENRI-VARNA-MOGADOR (285-22-00) (D. soir. L.), 20 h. 45, mat. dim. à 15 h., 15 et 17 h. 30 : Fiesta et Hommage à Luis Mariano.

La danse

THEATRE DE PARIS (074-30-44) (D. soir. L.), 20 h. 45 : mat. sam. et dim. à 15 h. : Chaharade.
THEATRE DE LA PORTE SAINT-MARCIN (007-97-53) (L.), 20 h. 45, mat. sam. et dim. à 15 h. : le Ballet de Marseille ; Roland Petit (Coppélia).
THEATRE PRESENT (203-20-44) J. V. Ma. à 18 h. 30 ; Dim. à 19 h. : Nocturne Dance Club.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (742-92-79) (D.), 20 h. Nadine Morin ; 22 h. : Ca va mieux ; 23 h. : Frisous sur la tour ; 24 h. : Poker Boys.
AU VRAI CHIC PARISIEN (73-31) : 21 h. : J.-P. Béreau.
LE BAR DU MARAIS (273-22) (L.), 21 h. : M. Levy.
LES BLANCS-MANTEAUX (07-58) (D.), 20 h. 30 : J. Ville ; 21 h. 15 : Douby ; 22 h. 45 : Tisserand.
LE CAFE EDGAR (336-13-48) : 21 h. : Opéra Sapho ; 22 h. 30 : péage cripié dans l'ombre.
CAFE DE LA GARE (278-52-51), quai 21, 19 h. 30 et 22 h. : le Club de Boocop.
CATECHISME DE L'ODÉON (43-88) (D.), 20 h. 45 : l'Archit et l'Empereur d'Assyrie.
LE PETIT CASINO (747-63-75) (D.), 20 h. 45 : Jacques Tati ; 22 h. 30 : Foite Mécannique.
LE ROUTE D'EVRY (033-98-58) : 20 h. 45 : J. Avellina et J. Mazu ; 22 h. : Parodie portue.
LE PETIT CASINO (747-63-75) : 21 h. 15 : Jocelyne, ça suffit ; 22 h. 30, dim., à 21 h. 15 : Canal.
LE PETIT THEATRE (203-70-80) : 20 h. 45 : Luley, P. P. g. n. ; 22 h. : Franck Einstein à Paris.
LE SEVENTE (033-53-14), 20 h. (D. L.) : la Jacaranda ; 22 h. : la Grinasse ; - II, 20 h. 30 (D. I G. e. i. e. q. G. e. l.) ; 22 h. 30 : P. d'bumu.
LA VIEILLE GRILLE (707-60-07), mer. au dim., à 21 h. 30 : aura pas pour tout le monde.

THEATRE DES VARIETES

PAUL MEURISSE



L'Autre Valse
de FRANÇOISE DORIN

* Mise en scène MICHEL ROLLÉ
Decor et costumes ANDRÉ LEHUSSEUR
avec CHRISTINE MINAZOLI,
ANNA ALAINE, EMMIE COLLEIN
et PHIL-EMILE DEBER

LA CLEF

Après "LA GUERRE DES MONNIES"
Chili: les camps de concentration



Un film de HEYNOWSKI et SCHEUMANN
J'ETAIS, JE SUIS, JE SERAI

ODEON
THEATRE NATIONAL

LEAR
d'Edward BOND
mise en scène Patrice CHEREAU

ATTENTION :
début de la représentation à 20 h.
en soirée et dimanche mat. à 16 h.
Locations et renseignements :
325-70-32

6, 10, 16, 22 et 28 F

atelier


SUR LE FIL
ARRABAL



« Bouleversant... Un sommet... Le premier spectacle de l'année. »
Ph. TESSON, Canard enchaîné.
PREX SPECIAUX ETUDIANTS
006-49-24 et agences

THEATRE FONTAINE 874 82 34

le Public adore!...



JACQUELINE GAUTHIER



DOMINIQUE PATUREL MICHEL LE ROYER

LA BALANCE
avec YVONNE CLECH

VENDREDI

JEAN YANNE
ROBERT HIRSCH

Chobizzenesse



un film de
JEAN YANNE



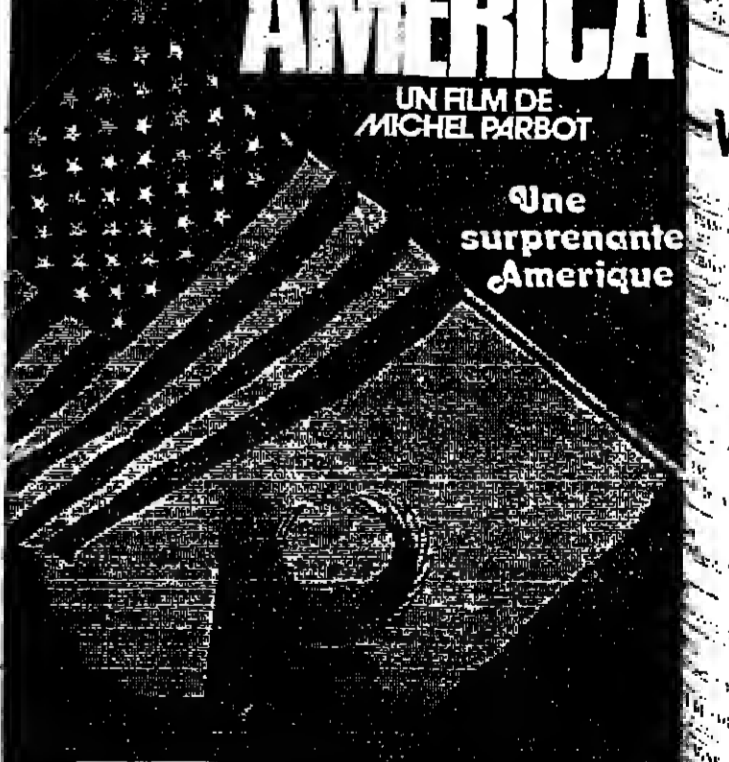
POUR UNE DIZAINE DE CONCERTS EXCEPTIONNELS
AUX BLANCS-MANTEAUX 15, r. des Blancs-Manteaux 887-97-58

Le nouveau SHOW JACQUES HIGELIN
et SUPER GOJJATS Tous les soirs (sauf dimanche) 18 h 30

OH! AMERICA

UN FILM DE MICHEL PARBOT

Une surprenante Amérique



"...à ne pas rater" ROBERT CHAZAL

UGC MARBEUF (vo) - St. GERMAIN HUGHETTE (vo)
BALZAC ELYSEES - STUDIO RASPAIL - VENDOME
STUDIO JEAN RENOIR

150

CARNET

Naissances

— M. Henry Lesguillons et Mme, née Jacquin ont la joie de faire part de la naissance de
Clarisse.
24, rue Vasco-de-Gama, 75015.
— M. Michel Kamatchkine et Mme, née Elisabeth Bertagna, ainsi que Natacha ont la joie d'annoncer la naissance de Emilie.
Paris, le 8 octobre 1975.
— M. Denis Le Pigeon et Mme, née Carole Copie ont la joie d'annoncer la naissance de Juliette
le 14 octobre.
43, rue Michel-Ange,
75016 Paris.
— Sibylle Lanier et Bernard Sarfati ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils Vincent
le mercredi 15 octobre 1975.
Paris.
— M. et Mme Heurt Maurice ont la joie de faire part de la naissance de leur fille
Josephine Miraille
le 15 octobre.
Raphaële-de-Artes,
Bouche-du-Rhône.

Fiançailles

— M. Marc Chastel et Mme, née Muriel Ravina,
M. Hervé et Mme, née Françoise Oger
sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants
Eliane et Dominique

Mariages

— Mme Antoine Jacone,
M. et Mme Camille Hernandez sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants
Marie-Thérèse
et
Patrick
qui sera célébré le vendredi 24 octobre, à 16 heures, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois de Châteaufort-Malabry (Haute-Garonne).
7, allée de Malabry,
32350 Châteaufort-Malabry,
10, rue Saint-Loren-en-Tle,
75004 Paris.
8, rue René-Boulanger,
92350 La Pléiade-Robinson.
— Mme Georges Argot,
M. Jean Jauffret
sont heureux de faire part du mariage de
Catherine Jauffret,
leur petite-fille et fille
avec
Aldo Visentia.
En raison de leur grand deuil, la cérémonie a eu lieu dans l'intimité familiale, à Marseille, le samedi 4 octobre,
150, boulevard Paul-Clandet,
13007 Marseille.
8, avenue Talabot (68, promenade de la Plage), 13007 Marseille.
4, via Fieschi, Gênes.

— Alfred Marx
de
Dominique Gilly-Mithois
sont heureux de faire part de leur mariage qui a été célébré dans l'intimité aux Loges-en-Josas le 14 octobre.

Décès

René BENEDETTI
On nous prie d'annoncer le décès de
violiniste
René BENEDETTI,
officier de la Légion d'honneur, survenu subitement à son domicile, le 19 octobre.
Le service religieux aura lieu le jeudi 23 octobre, à 16 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, rue Bramontier, 75017 Paris, dans l'intimité.
[Né le 10 juin 1901, René Benedetti avait été l'un des plus célèbres professeurs de violon du Conservatoire de Paris, où il avait été nommé en 1942. Avant de prendre sa retraite en 1971, il avait eu, en particulier, comme élèves Marie-Claude Thévoz, Gérard Jarry et Lubov Voronova, violoniste, professeur de Paris. Il avait donné de nombreux concerts, en France et à l'étranger, et avait formé un trio, dans les années 50, en compagnie de Joseph Serravallo et d'André Navarra.]

Mme B.H. Casanova,
M. Xavier Casanova,
Mlle P. Proppert,
M. et Mme J.-C. Casanova et leurs enfants,
M. et Mme Arthur Gagnere,
M. et Mme Paul Gagnere et leurs enfants,
M. et Mme André Gagnere,
ses amis et confrères,
ont le regret de faire part du décès de
docteur Bastien-Henri CASANOVA,
chirurgien-dentiste,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
président
du conseil de l'ordre de Paris,
vice-président
du conseil national de l'ordre,
membre de l'Académie
de chirurgie dentaire,
professeur aux écoles dentaires,
lauréat de l'Académie
de médecine,
expert près les tribunaux,
chirurgien-dentiste en chef
de réserve de la marine,
président des Lions Club
de Paris - doyen de France,
survenu le 13 octobre 1975, à l'âge de soixante-deux ans.
Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
32, avenue de la République,
75011 Paris.

[Né le 30 janvier 1913 à Paris, le docteur Casanova a étudié à l'École dentaire et à la faculté de médecine de Paris, où il devient directeur des sciences odontologiques.
Ancien président des conseils de l'Ordre de la Seine et de Paris, il fut en 1970 vice-président du Conseil national de l'Ordre.]

Il est l'auteur de divers travaux sur la dentologie, l'œuvre nationale des chirurgiens-dentistes et les institutions de médecine sociale.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme Claude CHEYNET,
née Jacqueline Moreau,
survenu le 20 octobre, à l'âge de vingt-neuf ans.
Les obsèques auront lieu le jeudi 23 octobre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de Bellevue, à Meudon-Belevue (Haute-Seine),
5, place de Fallaigrad,
92180.

— Nous apprenons le décès survenu le 13 octobre au
général Pierre DERVILLE.
[Né le 23 juillet 1902 à Lille, le général (C.R.) Pierre Derville est sorti de Saint-Cyr dans l'infanterie. Après avoir servi, notamment au Maroc, il est en 1940 au 15^e régiment d'infanterie alpine lorsqu'il est tué, en septembre 1941, à la défilée de la Garde, après de la consécration allemande d'armistice de Wiesbaden.
A l'instar de la 1^{re} armée française en 1944, il fut en 1949 adjudant en chef dans la 2^e brigade de la 1^{re} armée française, puis général de brigade en 1959, il était adjoint au général inspecteur technique des troupes de montagne.]

— On nous prie d'annoncer le décès de
colonel Pierre LANOS,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de l'Aéronautique,
survenu accidentellement, dans sa cinquième année.
De la part de
Mlle Chantal Lanos,
Mlle Jeanne Lanos,
Mlle Marie-Louise Lanos,
Mlle Jean-Paul Patrick, Antoine Lanos,
Comte et comtesse de Prunel,
Mme Paul Lanos.
Les obsèques seront célébrées le jeudi 23 octobre, à 15 h. 30, en l'église anc. et mod. S.C.P. Cousturier-Nicoly.
11, rue Gallieni,
75006 Versailles.

A L'HOTEL DROUOT

Jeudi
EXPOSITIONS
de 11 heures à 18 heures
S. 2 - Estampes écoles anciennes et du XVIII^e au XIX^e siècle. Mlle Rouseau, M^{lle} Ader, Picard, Tajan.
S. 4 - Bijoux. Objets de vitrine. Argent anc. et mod. S.C.P. Cousturier-Nicoly.
S. 15 - Art déco. S.C.P. Louvain-Fondain.
S. 11 - Art précolombien. M. Rouillon, M^{lle} Boissierard.
S. 14 - Bib. Mlle de Desbergues.
S. 16 - Sa. Mlle de Desbergues.
VENTE
S. 7 - Livres anciens et modernes. M. Guérin, M^{lle} Ader, Picard, Tajan.

LATREILLE

LE SPECIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT
Quinzaine spéciale
du 15 au 30 oct.
MANTEAUX
PARDESSUS
Pure laine vierge depuis 550 F
QUALITÉS IRREPROCHABLES
62, r. St-André-des-Arts 6^e
Parking attenant à nos magasins

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. André LAZARD,
survenu le 18 octobre, dans sa quatre-vingt-septième année, muni des sacrements de l'Église.
De la part de
M. et Mme Robert Laurant, ses enfants,
Mme Edgar Fischer, sa sœur,
M. et Mme Roland Cahen, ses beau-frère et belle-sœur.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Dijon - Anat.
M. et Mme Henri Giroux,
M. et Mme Claude Monnier,
ses enfants,
M. Laurant Monnier,
M. et Mme Maurice Letalle,
Mlle Isabelle Monnier,
Mlle Barbara Letalle,
Mlle Charles-Edouard et Henry Letalle,
ses arrière-petits-enfants,
Mlle Marguerite Minot, sa dévouée gouvernante,
ont le deuil de faire part du décès de
M. Henri MONNIER,
agrégé de l'Université,
professeur honoraire
du lycée Janson-de-Sailly,
survenu le 18 octobre 1975, à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

Le service religieux a eu lieu en la cathédrale Saint-Benoît de Dijon et l'inhumation au cimetière d'Anet (Eure-et-Loir).
21, place Bouquet,
21000 Dijon.
26170 Tremblay-le-Vicomte.
— Le Père Biais Druart-Neuvilla, son fils,
M^{lle} Thérèse de l'Enfant Jésus, sa belle-sœur,
M. Paul Grataloup, son beau-frère,
Les familles Crouzillac, Neuvilla et Druart,
ses neveux et nièces, cousins et amies,
ont le deuil de faire part de la mort de

Mme René NEUVILLE,
née Marguerite Crouzillac,
décédée à Dijon, le 18 octobre, dans sa quatre-vingt-septième année, muni des sacrements de l'Église.
Ses obsèques auront lieu le jeudi 23 octobre, à 16 heures, en l'église Saint-Jacques de Reims (51), cimetière de l'inhumation au cimetière de l'Est, dans le navet de famille.
Cet avis tient lieu de faire-part.
2, boulevard Jeanne-d'Arc,
21000 Dijon.

— Le docteur et Mme Blabreux et leurs enfants,
Mme Raymond Vajest et ses enfants,
Le famille Jouquet,
ont le regret de faire part du décès de
Jean ZYRONSKI,
survenu le 20 octobre, à Melun, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.
La levée du corps aura lieu à l'hôpital de Melun, le 23 octobre, à 8 h. 30.
Les obsèques auront lieu le 24 octobre, à Marmagne (47), à 11 h. 30.
Cet avis tient lieu de faire-part.
[Le biographe de Jean Zyronski est paru dans le monde du 22 octobre.]

Remerciements

— La Mère
Mme Louise Chartier,
ses enfants, petits-enfants,
Et la famille
remercient bien sincèrement toutes les personnes qui ont assisté à la sépulture de
docteur Louis CHARTIER
et leur adressent, ainsi qu'à celles qui leur ont témoigné des marques de sympathie, l'expression de leur plus vive gratitude.

Visites et conférences

JEUDI 23 OCTOBRE
Classe nationale des monuments historiques, 15 h., métro Saint-Paul.

Mme Bouquet des Chaux : « Paul Solal-Louis et Saint-Denis-Sacrament » - 15 h., de la Tour-des-Dames, Mme puis : « La Nouvelle Allée de la Restauration » - 15 h., supérieure du funiculaire, Mme nac : « Jardins de la butte » - 15 h., 30, rue de Biche.

13 h. 30, 28, rue de Biche « La Bibliothèque nationale (L'Art pour tous) » - 15 h., 20 des Tournelles : « l'hôtel de Sa et la Bastille » (Histoire et Artologie) - 15 h., 14, cour C. rousse rue de Rivoli : « La Garde de Louvre et l'égise Germain » (M. de La Roche 14 h. 30, à avenue Carnot : « Le ching au H.E.R. » (Paris et soc colre) - 14 h. 45, avenue Coblentz : « Les Coblentz » (Histoire culturelle) - 15 h., 277 rue Saint-Jacques : « Le V. Grèce et sa reine, Anne d'Autriche (Ville de ville) ».

CONFÉRENCES - 19 h. 15, des Ingénieurs civils, 19, rue des Gensévères-Cranroy-Bé « Les baux d'habitation. La 1^{re} loi et les annexes » (Société comptabilité de France) - 17 h. 11 h., rue Képler : « La police pratique de la Rhodanville Gita » (Société des philosophes) - 19 h. 34, rue de Babylone, docteur de Palma et Mme Moutique s'expriment : « La vie du retraite de société d'aujourd'hui » (CEPRE 20 h. 30, 51, rue de la Harpe, pour Fernand Robertz : « Mag alchimie, ou l'homme et le coeu (Nouvelles Appelles) » - 20 h. 25, rue Bergère, Yogi Raj Prava tanya : « Pranyama et mani (L'Homme et la Connaissance) ».

SCHWEPFES Bitter Lemon

L'agrément raffiné de vos vaca

HERMINE
Couture & Fourrures
grand choix de manteaux
et robes de cocktail
Gardin-Venet-Ricci-Lapidus-Lauvin-Deschamps
211, rue St Honoré - Paris 1^{er}

LATREILLE
LE SPECIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT
Quinzaine spéciale
du 15 au 30 oct.
MANTEAUX
PARDESSUS
Pure laine vierge depuis 550 F
QUALITÉS IRREPROCHABLES
62, r. St-André-des-Arts 6^e
Parking attenant à nos magasins

VOYAGES KUONI
L'OPPOSE DU TOURISME ORDINAIRE.
Si vous aimez participer à des voyages très élaborés, où l'organisation des circuits rivalise avec le confort des hôtels, alors, venez en petit groupe, vous partez en 22 jours "faire" la route des civilisations pré-colombiennes : Mexique, Ouzbékistan, Chine, Pérou, Guatemala, Chichicastenango, Panama, Bogota, Quito, La Paz, le lac Titicaca, Machu Picchu, Lima.
Ce voyage s'effectue en Inde, en Amérique, en Afrique.
Kuoni vous propose "l'autre" façon de voyager, la seule pour bien réussir vos vacances.
PANAMERICANA
CATALOGUE KUONI CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES,
ou Kuoni, 33, Bd Malesherbes-12, Bd des Capucines à Paris
ou Grenoble, Lyon, Metz, Strasbourg.

N° 1
du
CASHMERE
Pull 100
pur cashmere
coloris mode
249 F
Manteau 100%
pur cashmere
1900 F
boutique
ALEXANDRE SAVIN
261, rue Saint-Honoré - Paris
(angle rue Cambon)

Le Touquet
Paris
Des vacances
toute l'année au Touquet-
Mayvillages. La station
balnéaire en interpropriété.

Choisir l'interpropriété Au Touquet-Mayvillages, c'est :

- Assurer de nombreux loisirs et la santé à toute la famille : sports nautiques, golf, tennis, équitation, chais à voile, aérodrome, thalassothérapie, casino à proximité.
- Devenir propriétaire d'une résidence secondaire de classe pour la seule période de votre choix donc, investit moins et garantit votre capital vacances contre la hausse.
- Éviter tous les problèmes annuels de réservation.
- Pouvoir conserver, léguer, prêter, louer ou revendre votre propriété comme vous le souhaitez.
- Récupérer chaque année votre studio ou appartement de 2 ou 3 pièces en parfait état.
- Et bien d'autres avantages encore.

Exemple : Studio 40 m²
2 semaines Mars et Avril
(Hors Piques) 5.650 F
juillet 4 semaines : 56.000 F
+ 2 semaines hors saison
gratuites.

Pour la connaître, l'apprécier et l'acheter avec nous, rendez-vous :

15, Avenue de Versailles 75016 Paris. 288-85-82
Maquettes en volume des villas et appartements, photos, projection.
Avenue François-Godin 62520 Le Touquet. (21) 05.12.24.
Club d'accueil et hameau témoin (jeux mercredi et jeudi matin).

**PLAISEZ-VOUS
... PESEZ-VOUS**

Pour plaire aux autres, il n'y a pas de meilleure base que de se plaire à soi-même. Votre miroir, et surtout votre bascule ne mentent pas, ne vous flattent pas. Pesez-vous régulièrement et faites ce qu'il faut pour vous plaire : un minimum d'exercices physiques, un régime alimentaire raisonnable et Contrax.

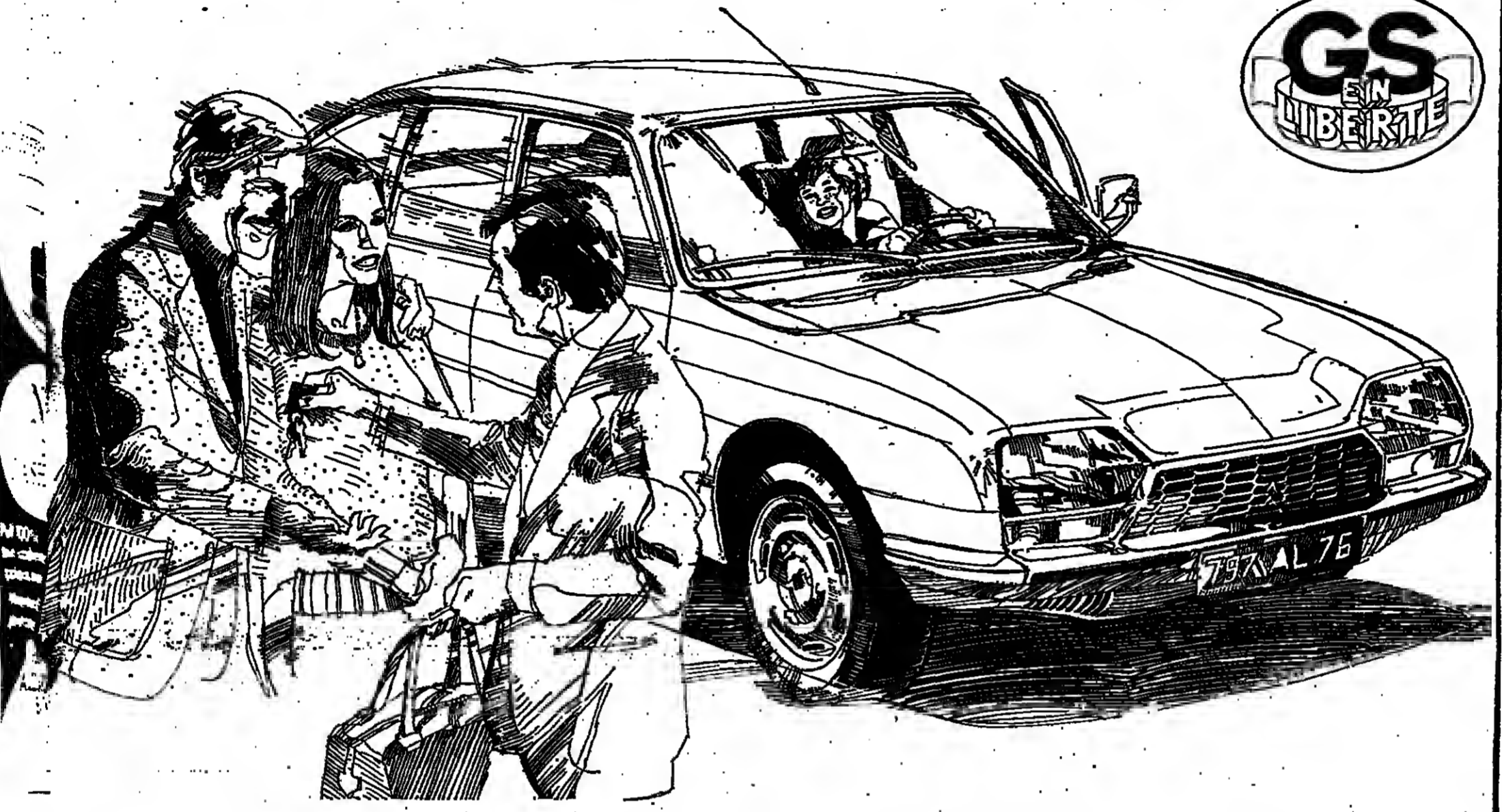
A elle seule, l'eau minérale naturelle de Contrexéville ne peut pas grand chose. Associée à un mode de vie équilibré, elle vous donne une chance de plus de vous plaire.

aide-toi... CONTRAX t'aidera!

Handwritten signature or mark.

Je m'inscris

GRATUITEMENT PENDANT 2 JOURS PARTEZ EN GS METTEZ LA A L'EPREUVE ET COMPAREZ



ORDRE
CANA
MOT

VOISE
DUS
ESEI
DUS

Vous pouvez très bien avoir une 6 ou 7 CV, sans pour autant très bien connaître la Citroën GS. Or la GS possède certaines caractéristiques qu'aucune autre voiture de sa catégorie ne possède à l'heure actuelle : la suspension hydropneumatique par exemple. Aussi, durant ces 2 jours vous pourrez comparer la GS avec votre voiture et juger ses caractéristiques en toute objectivité.

vous devez

Pour que cette offre soit valable, regardez votre carte grise : vous devez être propriétaire d'une 6 CV ou 7 CV, modèle 1972, 1973, 1974 ou 1975 qui ne soit pas une GS. Vous devez également avoir votre permis de conduire depuis plus d'un an. Comme vous voyez, ce n'est pas très compliqué.

vous êtes libre

Vous êtes libre de partir en France où vous voulez, à la campagne, à la montagne ou en forêt, (enfin, où vous voulez !) en empruntant les routes que vous voulez (avec leur suspension hydropneumatique les GS ne craignent ni les chaussées déformées ni les voies détournées). En GS vous pouvez même aller à la chasse. Vous êtes libre aussi de partir avec qui vous voulez (la GS est une vraie 5 places). Vous partirez tranquille, la GS sera assurée tierce accident, conducteur, passagers. Enfin vous êtes libre de vérifier sa consommation ; quand vous partirez, elle aura le plein d'essence ; en échange au retour vous nous indiquerez votre opinion en remplissant un simple questionnaire.

1^{er} week-end

Pour le week-end du 25 et 26 Octobre allez tout de suite voir le concessionnaire Citroën* ou téléphonez-lui. Mais dépêchez-vous, le nombre de GS disponibles n'est pas illimité (il y en a quand même 2000 !) et le prochain week-end c'est dans 4 jours.



*Pour connaître l'adresse et le numéro de téléphone du concessionnaire Citroën appelez de 8 h à 22 h sauf le dimanche, et les jours fériés :

SVP 2222

autres jours.

Allez voir le concessionnaire Citroën* ou téléphonez-lui, ou bien retournez ce coupon à Citroën "GS en liberté", 133, quai André-Citroën, 75747 Paris Cedex 15.

Nom _____
Adresse _____
Code Postal L L L L L Ville _____
Département _____ Tél. _____
Marque, type et année de votre voiture (regardez votre carte grise) _____

Je souhaiterais réserver une GS pendant 1 ou 2 jours.

- | | |
|--|-----------------------------------|
| Semaine du 27 Oct. au 2 Nov. <input type="checkbox"/> | Lundi <input type="checkbox"/> |
| Semaine du 3 Nov. au 9 Nov. <input type="checkbox"/> | Mardi <input type="checkbox"/> |
| Semaine du 10 Nov. au 16 Nov. <input type="checkbox"/> | Mercredi <input type="checkbox"/> |
| Semaine du 17 Nov. au 23 Nov. <input type="checkbox"/> | Judi <input type="checkbox"/> |
| Semaine du 24 Nov. au 30 Nov. <input type="checkbox"/> | Vendredi <input type="checkbox"/> |
| | Week-end <input type="checkbox"/> |

Cocher les cases correspondant à votre choix.

Du 25 Octobre au 30 Novembre, GS en liberté.

CITROËN ^ GS

ROËNA TOTAL

PRESSE

LE GOUVERNEMENT DEPOSERA PROCHAINEMENT UN PROJET DE LOI SUR LA FISCALITE DE LA PRESSE

La commission des finances de l'Assemblée nationale, réunie mardi matin 21 octobre, a adopté le budget de l'information, qu'elle avait précédemment réservé, sur proposition de son rapporteur, M. Robert-André Vivien (U.D.R. Val-de-Marne). Elle a également voté un amendement, proposé par M. Vivien, supprimant les crédits du fonds catinien, qui favorise l'exportation de la presse française. Ces crédits se montent à 6 570 000 francs.

M. Vivien a indiqué que les conclusions auxquelles avait abouti la dernière « table ronde » sur la fiscalité de la presse, réunie le vendredi 17 octobre, avaient été acceptées par le gouvernement. Il a précisé que, d'une part, le gouvernement proposerait un amendement au projet de loi de finances dont la discussion commence mardi 21 octobre, prorogant pour un an l'article 29 bis permettant aux entreprises de presse de faire des provisions pour investissements, et, d'autre part, que le gouvernement, après consultation des membres de la « table ronde », déposerait un texte législatif sur la fiscalité de la presse lors de la session de printemps de 1976.

En ce qui concerne la délégation générale à l'information, M. Vivien a souligné qu'il avait obtenu du gouvernement l'assurance que celle-ci deviendrait une « véritable banque des données ».

L'exposition consacrée à l'œuvre de Jacques-Paul Migne, éditeur du XIX^e siècle, a été inaugurée par le cardinal Marty. Elle est ouverte au Cercle de la Librairie, 117, boulevard Saint-Germain, de 13 à 19 heures, tous les jours, jusqu'au dimanche 26 octobre inclus.

Après avoir adopté les articles non rattachés à la deuxième partie de la loi de finances pour 1976, ainsi que les crédits de l'artisanat précédemment approuvés, la commission a approuvé l'ensemble du budget, à la majorité. M. Fernand Icart, président de la commission, député des Alpes-Maritimes (R.L.), a alors indiqué que de vote final interviendrait après vingt-trois réunions de la commission, représentant, depuis le 24 septembre, soixante et une heures de travail.

Une société prestataire de services belge participerait à la fabrication du Parisien libéré à l'imprimerie de Saint-Omer, déclare la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T. dans une lettre adressée à M. Durafour, ministre du travail.

Tout en précisant qu'elle n'ignore pas « les règlements de la Communauté européenne concernant la libre circulation des travailleurs », la F.F.T.L. demande au ministre du travail « ce qu'il entend entreprendre pour que cessent ces agissements scandaleux ».

« Le Cri des murs », journal mural de contre-information, vient de publier son quatrième numéro. Il est consacré au chômage. Désormais, le Cri des murs paraîtra deux fois par mois. Il est rédigé par des journalistes d'im-média, tous bénévoles, qui recueillent des voix nouvelles et s'écrit à l'initiative de l'information. (Abonnements : 48 F pour un an, le n° 1, 1,50 F. P. Fillouet, B.P. 8, 75251 Paris, Cedex 11.)

AUJOURD'HUI

Automobile

UNE ÉCOLE D'ANTI-DÉRAPAGE EN SEINE-ET-MARNE

M. Christian Gérard sera inauguré, mardi 21 octobre, à La Brosse-Montcaux (Seine-et-Marne), une école d'entraînement de perfectionnement à la conduite par temps de pluie, neige ou verglas.

Créée à l'initiative de la fondation Antax route plus sûre, l'école d'anti-dérapiage a été installée sur un terrain de deux hectares par un spécialiste suisse, M. Davelaar, auteur dans son pays de plusieurs réalisations de ce genre. L'école comporte, outre une salle de cours, une piste de cinq cent cinquante mètres avec des sections droites et courbes recouvertes d'un plastique humecté en permanence et dont le coefficient d'adhérence est pratiquement nul.

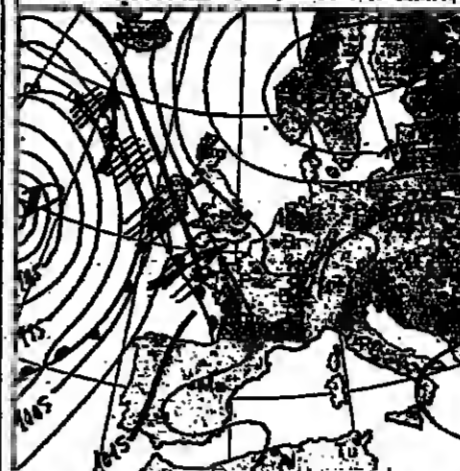
Ces stages coûteront deux cent quarante francs.

Vie quotidienne

Toutes les horloges de Grande-Bretagne seront retardées d'une heure dans la nuit du 25 au 26 octobre à 3 heures du matin. L'heure d'hiver équivaut à celle du méridien de Greenwich (G.M.T.) restera en vigueur jusqu'au mois de mars. — (A.P.)

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22 OCT 75 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 23 OCT DÉBUT DE MATIN



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 22 octobre à 0 h et le jeudi 23 octobre à 24 heures :

En liaison avec un affaiblissement du champ de pressions sur le sud-ouest de l'Europe, des masses d'air humide venant de l'Atlantique et de la Méditerranée pénétreront sur la France.

Le jeudi 23 octobre, sur le quart nord-est du pays, des bruyardes, encore nombreuses et souvent danses au lever du jour, seront suivies d'éclaircies, mais des nuages bas pourront persister localement dans les vallées. Sur l'Alsace et les Pyrénées, après une matinée assez belle, le ciel deviendra plus nuageux. Ailleurs, les nuages, souvent abondants, donneront des pluies passagères. Ces pluies seront principalement localisées sur la Bretagne, la Vendée et la Normandie où elles seront accompagnées de vents de secteur sud, qui pourront être assez forts par moments. Quelques pluies se produiront également sur le Languedoc et le sud-est du Massif Central où s'établira un flux modéré de secteur sud-est. La matinée sera encore fraîche dans le Centre, le Nord-Est et le Nord, mais il fera un peu plus doux dans les autres régions en début de journée.

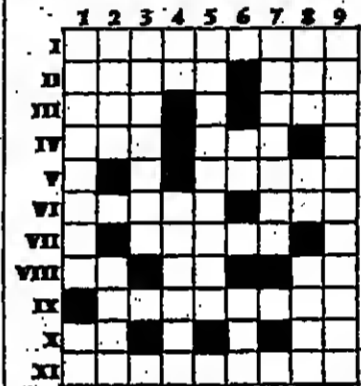
Mardi 22 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique était au niveau de la mer était à Paris, de 1 024,3 millibars, soit 768,2 millimètres de mercure.

Température : le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 21 octobre ; le second le minimum de la nuit du 21 au 22 : Ajaccio, 19 et 9 degrés ; Biarritz, 24 et 12 ; Bordeaux, 17 et 8 ; Clermont, 12 et 10 ; Cochin, 14 et 5 ;

Températures relevées à l'aube : Amsterdam, 11 et 7 ; Athènes, 24 et 15 ; Bonn, 9 ; Bruxelles, 11 et 5 ; La Haye, 10 et 5 ; Des Canaries, 25 et 20 ; Copenhague, 9 et 5 ; Grand et 5 ; Lisbonne, 22 et 15 ; Londres, 14 ; Madrid, 23 et 8 ; Moscou, 2 ; Palma-de-Majorque, 21 et 17 ; Poitiers, 10 et 7 ; Stockholm, 9 et 5 ; Clermont-Ferrand, 13 et 8 ; Dijon, 8 et 6 ; Grenoble, 14 et 5 ; Lille, 17 et 8 ; Lyon, 14 et 4 ; Marseille, 18 et 0 ; Nancy, 10 et 5 ; Nantes, 13 et 8 ; Nice, 14 et 10 ; Paris-La Bourne, 13 et 2 ; Pau, 22 et 8 ; Perpignan, 16 et 14 ; Rennes, 13 et 8 ; Strasbourg, 11 et 7 ; Tours, 8 et 4 ; Toulouse, 10 et 7 ; Poitiers, 10 et 7.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1284



HORIZONTALEMENT
I. Pour quelle soit fidèle, il suit de savoir la garder. — II. Fait de la faire la grande. — III. Figure biblique. — III. Certains s'en contentent ; Serait nettement exagéré pour qui aurait envie de se rincer l'œil ! — IV. Accuse un net défaut de dosage ; Coule en France. — V. Bouffe (sur un plateau). — VI. Compagnon d'un goélier ; D'un auxiliaire. — VII. Manquant de clarté naturelle. — VIII. Possédé ; En retard ; Terme musical. — IX. Place d'armes. — X. Appellerait une définition vague ; Vient d'aller. — XI. Habilités à faire le point.

VERTICALEMENT
I. Spécialité de Marianne ; Langue. — 2. Quelque part en France ; Cours étranger. — 3. Se déplaçant vers le Nord. — 4. Symbole chimique ; Difficile à

coller. — 5. Ne fait jamais briser les nouvelles. — 6. Sigle de charitable administration ; l'alt de vieilles forêts. — 7. grand maître. — 8. Va et en Roumanie ; Murmure son lit ; Rose ou noir. — 9. veras plus ou moins fort.

Solution du problème n° 1
Horizontalement
I. Eventail. — II. Lavoir ; — III. Incertie. — IV. Tréne. — V. Taendac. — VI. Se ; Vix. — VII. Or. — VIII. Sage pour IX. Svelte. — X. Aérées. — XI. T.S.F.

Verticalement
1. Elite ; Royal. — 2. Van ; ves. — 3. Eve ; IV ; Gère ; Noria ; Céleste. — 5. Titres ; Tif 6. Arien ; Opea. — 7. Entrés 8. L6 ; Pau ; Usés. — 9. Bless GUY BROUTY

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 22 octobre 1975 :

UN DECRET
● Relatif au régime d'assurance invalidité-décès des travailleurs non salariés des professions à salaires.

DES LISTES
● D'admissibilité aux concours d'accès à l'école nationale de magistrature ;
● D'admission à l'École nationale des chartes à la suite concours de 1975.

MSL advertisement for various engineering and technical positions. Includes roles like 'CHIEF DU SERVICE COMPTABLE ET ADMINISTRATIF', 'CHIEF DES SERVICES METALLURGIQUES', 'ADJOINT AU DIRECTEUR GENERAL INSTRUMENTATION', 'INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL', and 'INSPECTEUR COMMERCIAL EXPORTATION'. Each role includes a brief description of responsibilities and contact information.

Société

Des journées de réflexion sur le thème « Quelle femme demain ? » auront lieu au centre culturel. Les Fontaines à Chantilly (Oise) les 9, 10 et 11 novembre. Divers séminaires seront organisés dans un univers masculin, avec la participation de Mmes Dominique Desanti et Françoise Gilot Salk.

Le club « Femmes 2000 » organise, jeudi 23 octobre, à 20 h, 15, à la pédagogie (21, rue Michel-Leconte, Paris-8^e) un débat sur le thème : « La femme active dans un univers masculin ».

Les abonnements et inscriptions : Les Fontaines, P. 205, 6500 Chantilly, tél. 697-24-60.

Le club « Femmes 2000 » organise, jeudi 23 octobre, à 20 h, 15, à la pédagogie (21, rue Michel-Leconte, Paris-8^e) un débat sur le thème : « La femme active dans un univers masculin ».

Les abonnements et inscriptions : Les Fontaines, P. 205, 6500 Chantilly, tél. 697-24-60.

Le club « Femmes 2000 » organise, jeudi 23 octobre, à 20 h, 15, à la pédagogie (21, rue Michel-Leconte, Paris-8^e) un débat sur le thème : « La femme active dans un univers masculin ».

Les abonnements et inscriptions : Les Fontaines, P. 205, 6500 Chantilly, tél. 697-24-60.

Le club « Femmes 2000 » organise, jeudi 23 octobre, à 20 h, 15, à la pédagogie (21, rue Michel-Leconte, Paris-8^e) un débat sur le thème : « La femme active dans un univers masculin ».

Les abonnements et inscriptions : Les Fontaines, P. 205, 6500 Chantilly, tél. 697-24-60.

Le club « Femmes 2000 » organise, jeudi 23 octobre, à 20 h, 15, à la pédagogie (21, rue Michel-Leconte, Paris-8^e) un débat sur le thème : « La femme active dans un univers masculin ».

Les abonnements et inscriptions : Les Fontaines, P. 205, 6500 Chantilly, tél. 697-24-60.

Le club « Femmes 2000 » organise, jeudi 23 octobre, à 20 h, 15, à la pédagogie (21, rue Michel-Leconte, Paris-8^e) un débat sur le thème : « La femme active dans un univers masculin ».

Les abonnements et inscriptions : Les Fontaines, P. 205, 6500 Chantilly, tél. 697-24-60.

Linguaphone advertisement for a cassette tape. Features the text 'CETTE CASSETTE GRATUIT' and 'vous montre comment apprendre, chez vous l'anglais en 3 mois.' Includes an image of the cassette tape and a form for requesting the free cassette.

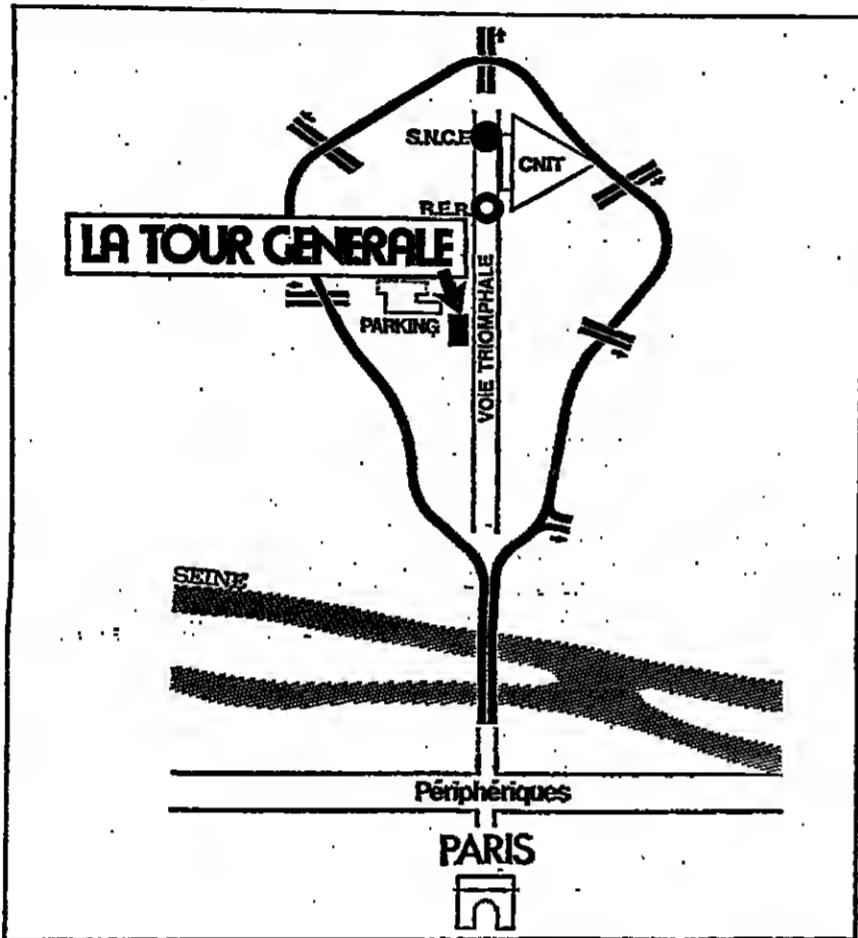
Handwritten note: 'Je paye 150'

PARIS/DÉFENSE

Sur la voie triomphale, dans l'axe des Champs-Élysées,

LA TOUR GENERALE ne ressemble à aucune autre.

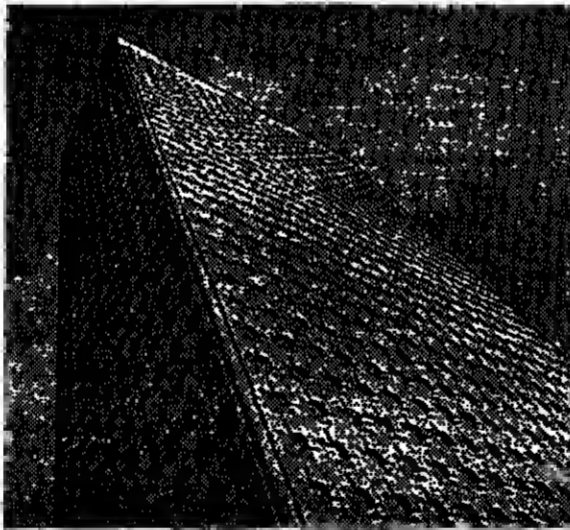
Parce qu'elle est située ici.



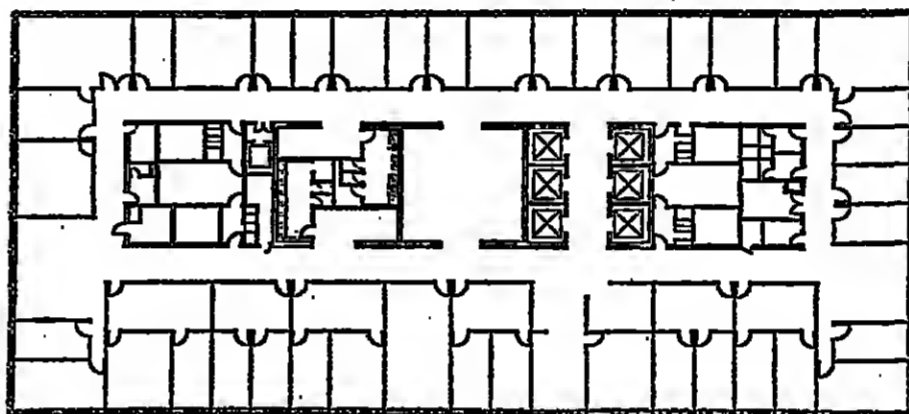
La Tour Générale : une situation privilégiée à plus d'un titre; sur l'axe Etoile-Défense, en ligne directe des Champs-Élysées, elle bénéficie de façon presque unique d'une visibilité tous azimuts et de la proximité de l'ensemble d'infrastructures et de dessertes de la Défense.

Parce que ses possibilités d'aménagement sont d'une grande souplesse.

Par sa conception très étudiée et une distribution ingénieuse des installations de conditionnement, de téléphone et d'électricité, elle permet à l'entreprise occupante une adaptation très facile et des aménagements multiples de l'espace de travail.



Parce qu'elle offre 85% de bureaux en premier jour.



Grâce à sa forme allongée et à sa trame flexible, elle permet aux entreprises de faire bénéficier le personnel de conditions de travail particulièrement favorables.

Parce que ses prestations et finitions sont remarquables.

A titre d'exemple, 18 ascenseurs groupés en 3 batteries desservant chacune 11 étages en direct; 2 monte-charges, 2 escalators, double vitrage; matériaux naturels (marbre, brique, etc.), 400 lignes de téléphone, bar, restaurants, cafétéria, salle de conférence, locaux d'informatique. A noter que toutes les solutions techniques ont été choisies en vue de limiter les charges.

SOGEPROM, réalisateur de de la Tour Générale a pour actionnaires: Société Générale, Société Financière de Valeurs Industrielles et de Valeurs de Banque (VALORIND), Banque de la Construction et des Travaux Publics, Immobilière-Constructeurs de Paris, Société d'Investissements Immobiliers de France - SINVIM, Banque de l'Union Européenne, Banque Worms, Banque Hypothécaire Européenne, Société Privée de Gestion Financière, Sté D. Féau S.A.

RÉALISATION

Sogéprom

LOCATION ET VENTE

D.FEAU
entreprises

522.13.89 +

132, bd Haussmann - 75008 PARIS

20/21/75

TS CROISES



l'anglais en 3



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITES	30,00	36,03
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

ALLIBERT® habitat
Attaché Commercial
grande exportation

Il est l'adjoint du Responsable du Service Grande Exportation dont il constitue sa base arrière. Il reçoit les clients de passage, démarché à Paris et en province les exportateurs, bureaux d'achat et commissionnaires. Il entretient la logistique commerciale du service (réponses au courrier, suivi des contrats, documentation, fichiers...). Il gère les offres, participe aux salons etc... Ce poste est celui d'un jeune diplômé d'école de Commerce déjà sensibilisé aux affaires internationales et souhaitant tenir un rôle actif dans l'expansion rapide d'un service grande exportation. L'anglais et l'espagnol lui seront nécessaires et, pour être à l'aise, il devra avoir le goût de l'organisation et le sens des affaires. Les dossiers de candidature sont à adresser sous référence AL 105881 à SEFOP qui en remercie leurs auteurs.

SEFOP 7, rue Lincoln 75008 PARIS

JURISTE spécialisé en
CONTRATS INTERNATIONAUX

UNE IMPORTANTE FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS désire s'adjointre un juriste spécialisé en contrats internationaux. Ce poste s'adresse impérativement à un docteur ou licencié en droit français âgé de 35 ans minimum, si possible titulaire d'un diplôme d'une université américaine ou anglaise. L'importance des contrats à traiter exige une solide pratique internationale du droit des contrats appliqué aux affaires industrielles, ainsi qu'une excellente connaissance de l'anglais parlé et écrit. Une deuxième langue (allemand ou espagnol) serait un atout. Perspectives intéressantes de développement de carrière pour personnalité de valeur. Envoyer C.V. détaillé sous référence 460 - AXIAL Publicité - 91, Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS qui transmettra.

a major american instrumentation manufacturer seeks for Paris

financial and administrative manager

Requirements:
 • Thorough familiarity with US language and working habits acquired through several years' experience in a similar position (or one level down) for an American Company.
 • Working knowledge of French import procedures.
 • Demonstrated practical experience in legal French and American accounting and management reporting.
 • Proven track record in managing complex order processing systems.
 • Willing to spend one month in Florida Headquarters for training.
 Offerings:
 • Appropriate working environment designed to let you build up your own team and provide fair measurements of your achievement.
 • Compensation is commensurate with the importance of this job.
 send your resume in confidence (2957) **QIP ORGANISATION et PUBLICITE** 2, rue Marengo 75001 Paris

IMPORTANTE SOCIETE DE SERVICE EN INFORMATIQUE
 FILIALE d'un GRAND GROUPE de RECHERCHE POUR LA VENTE DE PRESTATIONS MACHINE et ETUDES

INGENIEUR COMMERCIAL

- 27 ans minimum;
- Vendeur de classe;
- Formation SUPERIEURE SCIENTIFIQUE EXIGEE.

La rémunération comprenant un fixe intéressant peut atteindre 130.000 F/an selon expérience, âge, formation et, bien entendu, résultats.

Adr. C.V. et présent. sous le n° 25480, CONTEXSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

MINISTERE DE LA COOPERATION recherche

SPECIALISTE CONFIRMÉ en
FORMATION DE FORMATEURS

• ayant des connaissances et/ou une expérience:
 — en psychopédagogie;
 — en communication;
 — en audio-visuel.
 Une solide formation méthodologique est nécessaire (scientifique, psychologique, expérimentale...).

RESPONSABLE EN PEDAGOGIE dans un institut de formation de formateurs (formation technique et professionnelle) situé à: **ABIDJAN**

Adresser candidature avec curricula vitae détaillé à: **AUDECAM, 104, rue de l'Université - PARIS (7^e).**

Pour assurer le développement d'une ligne de produits de toilette de marque bien connue, vendue à tous circuits à

Une Société Internationale recherche un

CHEF DE PRODUIT JUNIOR

Le candidat idéal:
 — aura déjà acquis une première expérience de marketing de produits de grande consommation, sera en mesure d'assumer, en équipe, et en liaison avec la Direction Marketing, la responsabilité pour la gestion, le développement, la rentabilité d'une ligne de produits d'hygiène à travers le développement de sa carrière au sein d'un groupe international, à travers les résultats de sa première mission,
 — a une bonne connaissance pratique de l'anglais, — habite dans la région parisienne,
 — est disponible rapidement.

Et vous êtes ce candidat idéal, adressez votre C.V. avec photo, lettre manuscrite et adresse souhaitée à/n° 123,174 REGIS-PRESSOR, 85 bis, rue Bésumier, PARIS-2^e, qui transmettra.

BANQUE AUXILIAIRE
 JEUNE BANQUE DE DEPOTS FRIVES
 13 Agences à Paris - 5 Agences en Province
 NOUVELE EXPANSION SERIE BICENTENAIRE

Nous recherchons pour nos Nouvelles Agences de Paris

ATTACHÉS COMMERCIAUX

- Hommes jeunes et combattifs;
- Expérience bancaire substantielle;
- Exploitation, capable de créer et de développer une clientèle d'entreprises et de particuliers.

LA DIRECTION D'UNE AGENCE EST PREVUE A TERME, POUR ELEMENTS DE VALEUR

Prenez rendez-vous avec J.-P. WINTER, 76-51-86. (Discretion totale assurée.)

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SANDVIK France

Filiale d'un groupe international, décentralisant sa direction et l'ensemble de ses activités (mi-76) à : **ORLEANS-LA SOURCE**
 Recherche (homme ou femme)

ANALYSTE ORGANISATION

Pour:
 — participer à l'élaboration des projets en cours.
 — optimiser les procédures actuelles.
 — étudier et mettre en place de nouvelles méthodes.

Le candidat, rompu aux problèmes d'organisation, connaît les méthodes informatiques. Son anglais perfectible lui permet des contacts internationaux.

13 mois 112 - Avantages sociaux.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions à : **SANDVIK-FRANCE**
 Sce du Personnel BP. 194 - 92306 LEVALLOIS
 Discretion assurée.

CRÉDIT AGRICOLE NEVERS
 recherche un

ORGANISATEUR

jeune diplômé d'enseignement supérieur
 Cet homme, d'initiatives et de relations humaines devra:

- DÉTECTER les besoins en organisation,
- ANALYSER ceux-ci,
- ANIMER des groupes de travail.

Une CARRIÈRE très ouverte peut être assurée à un homme de valeur.

Adresser les candidatures avec curriculum vitae et prétentions à : C.R.A.M. de la Nièvre, Service du Personnel, B.P. A 3, NEVERS.

Etablissement financier parisien recherche pour agence province

INSPECTEUR COMMERCIAL

- Formation secondaire ou universitaire;
- Aptitude aux relations humaines;
- Bonne présentation et élocution;
- Age minimum 25 ans.

Préférence sera donnée à candidat possédant expérience similaire.

Rémunération fixe. Voiture de fonction + frais de déplacements.

Première affectation région Poitou-Charentes. Mutation possible dans autre région métropolitaine suivant nécessités de service.

Adresser C.V., références, photo et prétentions à : **CONTEXSE PUBLICITE**, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Grande ville universitaire de l'Ouest. Société française, leader dans son domaine; petits ensembles mécaniques recherche son

directeur de production

Rattaché directement au Directeur Industriel, il établira ses programmes de fabrication en fonction des demandes commerciales et il sera responsable des coûts, des délais et de la qualité.

Il animera un ensemble d'ateliers comprenant 400 personnes (emboutissage, moulage, traitements de surface, montage...)

Il prendra en charge la gestion de la production qui est mise actuellement sur ordinateur.

INGENIEUR d'une Grande Ecole, le titulaire de ce poste, âgé de 30 ans min., justifiera d'une expérience d'au moins 5 ans dans une activité de fabrication (de préférence grandes séries).

Pour recevoir informations complémentaires écrire à référence 423 AD **egor** 75008 Paris

LES ABEILLES
 SOCIETE DE REMORQUAGE ET DE SAUVETAGE recherche pour ses activités portuaires

au HAVRE

UN DIRECTEUR DE SOCIÉTÉ

35 ans minimum; connaissant l'anglais.

pour animer, coordonner et diriger les activités d'une Société de prestations de services. (C.A.: 40 millions de Frs - Effectif: 500 personnes).

Expérience substantielle dans le secteur maritime.

Le candidat devra avoir de réelles qualités de gestionnaire et l'expérience du commandement. Il devra être un solide débiteur.

On ne peut postuler pour ce poste que si l'on a l'expérience de la gestion, de l'organisation et du contrôle budgétaire.

Ne pas se présenter directement.

Env. lettre manusc. avec C.V. et photo d'identité n° 25578 ConTEXSE Publ., 20, av. Opéra, Paris, 1^{er}.

Société de fabrication d'appareils de conditionnement d'air recherche pour direction bureau études (homme ou femme)

INGENIEUR

avant quelques années d'expérience.

Diplôme I.P.T. apprécié.

Lieu de travail: PROVINCE. Télec. 25-40-12. M. TOUBERT.

FILIALE GROUPE INTERNATIONAL BIENS D'EQUIPEMENT 200 PERSONNES recherche

CADRE COMPTABLE

35 ans minimum pour assurer avec le soutien du service informatique et l'assistance de 4 personnes:

- comptabilité générale
- comptabilité analytique
- déclarations fiscales

4 à 5 ans d'expérience. Connaissances de l'anglais appréciées.

Résidences BOURGES.

Envoyer C.V. détaillé à N° 38781 - CONTEXSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. CoDEX 01, qui transmettra.

FRANCO BELGE

L'une des premières Entreprises Françaises dans le domaine du charbon (65 000 t.p.a. - 600 personnes, titre coté à la Bourse de Lille), recherche

UN CHEF DE SERVICE EXPORT

chargé de créer le service, de prospecter personnellement les marchés à l'exportation, de définir les produits appropriés et de participer à leur élaboration.

Le candidat sera âgé de 35 ans minimum, aura une formation supérieure (Sciences ECO ou ESC) et une expérience d'au moins 3 années de vente à l'exportation. Il pratiquera couramment l'anglais et l'allemand.

Rémunération: fixe + prime variable après période de mise en route.

Téléphoner à Xavier GATRY ou Michel PRUVOST au (20) 41-00-02 de 9 h. à 12 h. et de 14 h. 30 à 17 h.

chef comptable

70 000 F

STRASBOURG

CREDIT AGRICOLE.

La Caisses Régionales du Crédit Rural du Bas Rhin souhaitent recruter le Responsable du Service Comptabilité Générale d'un centre des activités commerciales de chaque département, établissement des bilans et comptes d'exploitation, surveillance de la trésorerie, définition des procédures comptables en relation avec l'informatique.

Ce collaborateur devra avoir une formation supérieure de type ESC, DECS, une expérience similaire de plusieurs années acquise dans un établissement bancaire de préférence dans un cabinet d'experts-comptables.

Il s'agit pour un candidat de valeur des possibilités d'évolution à l'intérieur du groupe.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération souhaitée sous la référence: 227424 à mentionner sur l'enveloppe. Le secret absolu des candidatures est garanti par:

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
 1, RUE DANTON 75283 PARIS CEDEX 06

150

	La ligne	La ligne L.E.
OFFRES D'EMPLOI	84,00	39,70
Offres d'emploi "Prestations assurées"	33,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne L.E.
L'IMMOBILIER	25,00	26,19
Achat-Vente-Location	30,00	35,03
EXCLUSIVITES		
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPORTANTES SOCIÉTÉ
leader dans sa branche
recherche

SPECIALISTE Hardware-planning

Profil souhaité :

- formation supérieure
- expérience dans la mise en place et le développement de grands systèmes informatiques dans un environnement télétraitement
- bonnes connaissances des matériels Hardware
- grande faculté d'adaptation à un milieu complexe et changeant
- Anglais indispensable

Dans le cadre d'une restructuration des ressources informatiques du groupe à l'échelon multinational, leur mission consistera à préparer et définir, principalement pour les matériels spécifiques et les réseaux de télécommunication, les plans de développement à court, moyen et long terme, tant du Centre International que des Centres Nationaux connectés.

Merci de faire parvenir votre candidature avec curriculum vitae sous réf. 1185 à Pierre LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 Paris cédex 02 qui transmettra.

LES CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE
recherchent

POUR LEUR DÉPARTEMENT MOTEURS

UN COMPTABLE 2^e ÉCHELON
pour Service Balances clients avec B.T.S. et expérience comptabilité Clients/Exportation. Anglais, lu, écrit, indispensable. Allemand serait apprécié.

UN COMPTABLE 2^e ÉCHELON
pour gestion Contrats Exportation avec B.T.S. et expérience exportation. Connaissances anglaises.

UNE SECRÉTAIRE COMPTABLE
connaissant sténodactylo et ayant B.T.S. Comptabilité. Anglais, lu, écrit, indispensable. mots - Avantages sociaux - Self Service.

Ecrire avec curriculum vitae détaillé :
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE
Département Moteurs
2, quai de Seine - 93303 SAINT-DENIS.

GRUPE ELF AQUITAINE

recherche

POUR SES ACTIVITÉS CONTRATS TECHNIQUES

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

ou DOCTEUR en DROIT, HEC...

EXPERIMENTÉ

chargé principalement de la négociation et de l'adjudication en langue anglaise de contrats services et travaux intéressant la branche exploration production y compris secteur offshore.

linguisme Anglais/Français requis.

références industrielles en ligne avec caractéristiques du poste seront exigées.

EXPATRIATION ÉVENTUELLE DANS SUITE DE CARRIÈRE

voir sous référence No 26812 avec CV et photo, ELF-RE Département Développement Formation - 75739 PARIS CEDEX 15.

PARIS-NORD - PROXIMITÉ METRO
Société en développement

PHOTO - CINÉMA - OPTIQUE

recherche urgent

CADRE RESPONSABLE

(Stocks - Réceptions - Livraisons)

lettre expérience stocks exigée - Capable commander 20 personnes - Qualités d'organisation et de gestion - Bonne formation secondaire en technique

U.V. + photo + présent, sous réf. 468 à IAL Publ., 91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris (8^e), qui transmettra.

LE DIRECTEUR INFORMATIQUE D'UN GROUPE INDUSTRIEL IMPOSANT
structure la fonction système en créant une cellule Recherche et Développement.

recherche

UN INGÉNIEUR SYSTÈME

ingénieur grande école, ayant acquis par la pratique une bonne expérience des techniques de base et si possible de T.P. Dans base...

celui-ci aura pour mission de faire évoluer les matériels et logiciels en fonction des innovations techniques et des impératifs d'un plan informatique à 5 ans.

envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo, prêt, sous n° 5432 à SPERAN, rue Jean-Jaurès, 92097-FUTEAUX qui transmettra.

Financial Controller Europe

Paris
F 150.000 +
+ voiture
+ avantages

Immobilier

La Direction européenne d'un très important groupe britannique en pleine expansion, spécialisée dans la construction et la location d'immeubles de bureaux, (opérations en France, Allemagne, Hollande) recherche pour son siège un Group Financial Controller.

Dépendant directement du Président, il sera chargé de l'ensemble des opérations comptables et financières du groupe. Il contrôlera les états financiers de chaque filiale, les consolidera selon les normes de reporting britannique et mettra en place le système comptable adapté à la croissance rapide du groupe. Il aura des liens étroits avec les services techniques et contrôlera le déroulement budgétaire de chaque projet. Il veillera au bon déroulement de la politique financière et à l'optimisation de l'utilisation des ressources et sera chargé de la mise en place des opérations financières avec les banques.

Le poste requiert un candidat de haut potentiel et de formation supérieure, âgé de 35 ans minimum, ayant une expérience de premier ordre (10 ans environ) acquise dans un poste de Controller européen au sein de sociétés internationales. Il aura une longue pratique des mécanismes de la finance internationale et de la comptabilité anglaise. La parfaite connaissance de la langue anglaise est requise, celle de l'allemand souhaitable. De sérieuses possibilités de développement sont offertes au sein du groupe.

Réf. F 2101

Chef Administration des Ventes

Paris
F 60.000

Matériel de bureau

Une société française, filiale d'un important groupe américain spécialisée dans la commercialisation et la distribution de matériel de reproduction (CA F 35 millions, 120 personnes) recherche un responsable de l'administration des ventes.

Dépendant directement du Secrétaire Général, il aura l'entière responsabilité du traitement des dossiers commandes-clients, gérés par une équipe de 8 personnes et couvrant les opérations suivantes : contrôle des commandes, livraison, facturations spécifiques, gestion des contrats de location. Il analysera, en outre, toute anomalie dans le respect des procédures commerciales.

Ce poste conviendra à un candidat âgé de 35 ans environ, possédant plusieurs années d'expérience au sein d'une société commerciale lui ayant permis d'acquérir la maîtrise de l'administration des ventes.

Réf. M 2102

Directeur Comptable et Administratif

FF 80.000 +
Paris

Un groupe de sociétés filiales d'une société anglaise, exerçant des activités de prestations de services pour le compte de laboratoires pharmaceutiques, crée le poste de Directeur Comptable et Administratif.

Dépendant directement du Directeur Général et travaillant en étroite collaboration avec lui, il lui sera confié l'entière responsabilité des opérations comptables et administratives du groupe de sociétés.

Il préparera les états financiers mensuels et tous documents d'information de gestion. Il appuiera son concours au Directeur Général pour toutes les activités budgétaires et financières.

Agé d'environ 35 ans le candidat aura une solide formation comptable ainsi qu'une expérience d'au moins 5 ans acquise dans une société de moyenne importance. La connaissance de l'anglais est souhaitable, celle de l'informatique nécessaire.

Réf. C 2103

Contrôleur de Gestion

ABIDJAN
F 120.000
+ voiture
+ logement
+ avantages

Matériel de transport

Une importante société ivoirienne en pleine expansion, spécialisée dans le montage, l'équipement et la distribution de véhicules de transport (CA 50 millions, 400 personnes) crée le poste de Contrôleur de Gestion.

Dépendant directement du P.D.G. et supervisant 40 personnes, il aura des responsabilités très étendues et sera chargé du bon fonctionnement de toutes les activités de la société. Il assurera la gestion directe du service comptable, de la trésorerie du secrétaire général et du personnel. Il sera chargé de mettre en place les procédures destinées à renforcer le contrôle interne et préparera et interprétera les états financiers pour la direction générale. Il contrôlera la préparation de budgets et en surveillera étroitement l'exécution.

Ce poste aux responsabilités stimulantes s'adresse à un candidat de 35 ans minimum ayant une solide formation comptable de préférence acquise dans un cabinet d'audit. Une expérience de 5 ans minimum à un poste opérationnel dans une société industrielle est indispensable. La connaissance de l'anglais est requise. Ce poste peut déboucher sur des responsabilités plus larges pour un candidat de valeur.

Réf. C 2104

Adresser c.v. détaillé, en spécifiant la référence à G.C. FULCONIS
Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine 75755 PARIS CEDEX 15.
Toute candidature est assurée d'une discrétion absolue.

Une Société située dans la région Sud de Paris et filiale d'un Groupe international, leader dans la vente et la fabrication de matériels de vide, cherche pour son Département « INSTALLATIONS SPÉCIALES EN MÉTALLURGIE » :

Un ingénieur commercial

Il prospecte tout le marché français pour la vente d'installations « clés en main », tout en développant les contacts avec les clients existants. Il est aussi responsable des relations après la commande. L'usine du Groupe est à l'étranger et il s'y rend fréquemment avec ses clients. Il bénéficie de l'assistance de techniciens.

Il a 30 ans minimum et une expérience d'au moins 5 ans comme INGÉNIEUR THÉRIEN MÉTALLURGIQUE OU ÉLECTRICIEN. Il peut être également Ingénieur physique ou spécialiste de Génie Chimique. De toutes façons une formation adéquate lui est assurée sous forme de stages techniques. Une excellente connaissance de l'allemand est indispensable.

Ecrivez-nous, même si vous n'avez pas d'expérience commerciale, nous étudierons avec attention et confidentiellement votre candidature :

CIBERTI SELECTION 49, avenue Opéra, 75002 PARIS.

Vous recherchez un poste d'avvenir dans un Groupe Bancaire

VOUS AVEZ :

- de bonnes connaissances bancaires (classe III minimum) et une expérience pratique de la démarche;
- le goût de participer au développement d'un Fonds de Commerce en création.

NOUS VOUS PROPOSONS :

- dans une banque privée, filiale du GROUPE SUZEL, des postes d'ATTACHÉS COMMERCIAUX

à notre siège à Paris, quartier « Jolimont » ou dans une Agence de Paris et de la région parisienne.

NOUS VOUS OFFRONS :

- un travail varié et intéressant au sein d'une petite équipe dynamique;
- de larges perspectives de promotion dans un établissement en rapide progression;
- une rémunération attractive basée sur votre formation et votre expérience.

Envoyez votre curriculum vitae manuscrit, références et photo sous référence 13.613 à : PUBLICIS BODERLEY, 101, rue de Valenciennes, 75002 PARIS, qui transmettra. (Discrétion assurée.)

SAVAM 1^{er} spécialiste français en transport volumineux
recherche dans le cadre de son évolution

directeur commercial

Il sera chargé :

- des relations extérieures et des contacts avec la clientèle industrielle à haut niveau, de l'animation et de la synchronisation des activités commerciales et d'exploitations (30 personnes).

Ce poste conviendrait à un candidat, 30 ans minimum, qui à défaut d'avoir acquis une expérience dans le milieu des transports aurait acquis plusieurs années un rôle de négociateur dans une société de services.

Ecrire avec CV détaillé et rémunération actuelle au Service du Personnel, SAVAM, 2, rue des Moines, 92200-SOISSONS.

UNE DES PLUS IMPORTANTES FABRIQUES DE PEINTURES EUROPÉENNES ETEND SON ACTIVITÉ DANS LA RÉGION PARISIENNE POUR CE SECTEUR QUI EST DÉJÀ EXPLOITÉ DEPUIS DES ANNÉES

1 REPRÉSENTANT RÉGIONAL

Pour visiter les entreprises de peintures, architectes, offices, E.L.M., etc. études de projets; Seul les candidats ayant une grande expérience et une bonne qualification technique sont pris d'envoyer leur C.V. réf. 2056 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

GRUPE ELF AQUITAINE

recherche

POUR L'ETUDE, L'ORGANISATION, LA MISE EN PLACE ET LA SUPERVISION D'INFORMATION DE GESTION AU SIEGE ET DANS SES FILIALES A L'ETRANGER

INGENIEUR GRANDE ECOLE OU FORMATION UNIVERSITAIRE EQUIVALENTE

DECS ou EQUIVALENT + (FORMATION COMPTABLE minimum exigée)

Avec expérience 3 à 5 ans dans service informatique de gestion ou dans service administratif et comptable en liaison avec service informatique.

Très bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Ecrire sous référence No 26811 avec CV et photo, ELF-RE Département Développement Formation - 75739 PARIS CEDEX 15.

Afin de développer ses interventions dans les domaines de la promotion industrielle et agro-industrielle

Société d'Etudes et d'Ingénierie recherche

pour siège Paris avec missions de courte durée à l'étranger et dans les pays d'outre-mer

DIRECTEUR D'AFFAIRES

ayant formation technico-commerciale et expérience affaires internationales.

Sa mission consistera à :

- animer et coordonner les activités des ingénieurs;
- rechercher et négocier des contrats;
- participer aux études de projets;
- organiser les relations éventuellement nécessaires avec d'autres entreprises;
- motiver les financements;
- conduire la réalisation des opérations.

Ce poste à responsabilité très importante exige une formation d'ingénieur (polytechnique, contrôle, mines, supélec, agro) ou de grande école équivalente (HEC, ESSEC).

Age : 35 ans minimum. Anglais indispensable.

Envoyer cur. vitae détaillé, lettre manuscrite et photo à : SF 12815 - ESCOFFIER - FRANCE, 85 bis, rue de Valenciennes, PARIS (2^e), qui transmettra.

IMPORTANTES SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
dans le domaine du contrôle recherche

INGENIEUR ADJUNT AU CHEF DU DEPARTEMENT OFFSHORE

(G.M. - E.C.P. - E.C.L. - A.R.M. ...)

Agé d'au moins 35 ans, ayant une expérience de 5 à 8 ans dans le domaine Offshore (analyse et calcul des structures - construction d'engins). Il aura, à assurer l'organisation et l'animation technique de 15 personnes à l'échelon central et à coordonner l'activité de nombreuses équipes, en France et à l'étranger.

Poste basé à Paris avec déplacements. Anglais nécessaire.

Adresser CV sous référence 11.012

GEDEV SELECTION
34 BIS, RUE VIGNON, 75009 PARIS

Table with 3 columns: OFFRES D'EMPLOI, La ligne La ligne T.L., and values for various categories like 'Offres d'emploi "Placarde encadrée"', 'DEMANDES D'EMPLOI', and 'PROPOSITIONS COMMERC'.

ANNONCES CLASSEES

Table with 3 columns: L'IMMOBILIER, L'AGENDA DU MONDE, and values for 'Achat-Vente-Location', 'EXCLUSIVITES', and 'L'AGENDA DU MONDE'.

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

DEPARTMENT OF SEINE-ET-MARNE... Pour diriger sa Force de Vente, la Division « grandes surfaces » d'une SOCIÉTÉ INTERNATIONALE recherche son DIRECTEUR DES VENTES

LE CHOMAGE STRUCTUREL est beaucoup plus important... LE CHOMAGE CONJONCTUREL... En termes clairs, les situations sont les suivantes:

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS... GENIE CIVIL, BATIMENT, TRAVAUX MARITIMES... 1 CADRE COMPTABLE DEBUTANT

Esprit privé cherche PROFESSEUR... COLLÈGE TECHNIQUE... Ville de Miry-Macq (57200) recherche de deux professeurs

Je suis un CADRE de PERSONNEL... J'ai 30 ans, une formation supérieure... Je connais tous les aspects de la fonction

AFRIQUE... Cadre Direction et ans, très bon esprit, honnête et consciencieux... Directeur Commercial 45 ans

CADRE... Technico-commercial, 2 dynamisme, sens des responsabilités... RETOUR ÉTRANGER

SOCIÉTÉ INGENIERIE (Ponable Groupe Américain) assumant bureau d'études et entreprise générale... ADJOINT A DIRECTEUR FINANCIER

NOUS OFFRONS... DE JEUNES HOMMES DE JEUNES FEMMES... Avant de 21 ans au moins, Opère d'une bonne formation

HOECHST FRANCE (PONT DE NEUILLY) recherche PROGRAMMEUR CONFIRMÉ... CLUB HOTEL recherche pour ses bureaux de vente en montagne-saison

JEUNE INGENIEUR... Formation grandes écoles pour conception et essais d'appareils de machines en haute d'échelle et en chaudières

DIRECTEUR RELATIONS SOCIALES... Sociétés multinationales françaises, étrangères... EXPERT COMPTABLE

CHIEF SERVICE COMMERCIAL... 41 ans, esprit d'initiative, expérience commerciale... MANAGER

capitaux et propositions... Société Holdine et c... SOLUTIONS aux OFFICIER FINANCIER

EUROFINANCE S.A. in Paris... a leading economic and investment research organization... SENIOR INVESTMENT ANALYSTS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PUBLICS... 2 CADRES COMPTABLES confirmés... pour la Société Assistance Comptable

ATTACHÉ SOCIAL... SÉRIEUX et AMBITIEUX... pour la Société Assistance Comptable

RESEAU... LAROUSSE PRESTIGE... DELEGUES (EES) 25 ans minimum

REPRESENT. offre... S.E.T.A.M. cherche REPRESENTANT... RESEAU

MANAGER... 36 ans, I.N.S.A., Lyon... MANAGER

MERCEDES... COUPE 350 SL... MERCEDES

RESPONSABLE CONTENTIEUX... 30 ans minimum, esprit d'initiative... COLLABORATEURS

Secrétaires de direction... Le Président du Directeur de la Société des ACHERES DE MONTEUR

Secrétaires... NANTERRE (R.E.R.)... SECRETAIRE DE DIRECTION

Secrétaires... MATH... MATH

Secrétaires... MATH... MATH

Secrétaires... MATH... MATH

Secrétaires... MATH... MATH

UN INSPECTEUR OU UN CADRE... Important Société d'Assurances A.I.E.D. de recruter privé

Collaboratrice Secrétaire de Direction... BILINGUE ANGLAIS indispensable

Secrétaires... MATH... MATH

Secrétaires... MATH... MATH

Secrétaires... MATH... MATH

Secrétaires... MATH... MATH

Secrétaires... MATH... MATH

Centre de Psychologie Appliquée... Pour créer, développer, améliorer, perfectionner

Mission archéologique française en Iran... Adresser C.V., photo et présent.

Secrétaires... MATH... MATH

Secrétaires... MATH... MATH

Secrétaires... MATH... MATH

Secrétaires... MATH... MATH

Secrétaires... MATH... MATH

Donnez votre nom à cet immeuble. L'entrée, c'est la vôtre. L'hésite, c'est la vôtre. Les ascenseurs, ce sont les vôtres. L'implantation des bureaux, c'est la vôtre.

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

Table with 2 columns: Category (OFFRES D'EMPLOI, DEMANDES D'EMPLOI, etc.) and Price/Value.

ANNONCES CLASSEES

Table with 2 columns: Category (L'IMMOBILIER, EXCLUSIVITES, etc.) and Price/Value.

immobilier

appartements vente

la-Rive droite
RUE DE MONCEAU
BRÉPOT FRIEDLAND
PYRAMIDES
MAREZ-DORNOY
RUE DE LA SERRAVALLE
MONTMARTRE
RUE DE LA SERRAVALLE
MONTMARTRE
RUE DE LA SERRAVALLE
MONTMARTRE

Paris-Rive gauche

CITE UNIVERSIT. Imm. 5 m.
MONTMARTRE
MONTMARTRE
MONTMARTRE
MONTMARTRE
MONTMARTRE

Provinces

ANNEXY-LE-VIEUX
A LYON. Vieux appartement
MONTMARTRE
MONTMARTRE
MONTMARTRE
MONTMARTRE
MONTMARTRE

constructions neuves

INFORMATION
LOGEMENT
Centre Etoile : 525-25-25
Centre Nation : 346-11-74
Centre Mairie : 539-22-17

locations meublées

Rejon parisienne
Chère à louer 11 ch. pour dame
MAX. T. H. DE PARIS

locations non meublées

Paris
SAINT-GERMAIN
19e - QUAI DE SEINE
INVALES

appartements achats

PARC COMPTANT 45 PIECES
URBAIN TOUJOURS PARC
ACH. URGENT RIVE GAUCHE

port de plaisance

DE HEREL
GRANVILLE (Manche)
300 postes à quai

appels d'offres pour des implantations

commerciales sur terre-pleins
Toutes activités liées à la plaisance
Restaurant, avec possibilité d'hôtel

appartements occupés

Immobilier 44, av. des TERNES
APPARTEMENTS OCCUPES
PART ACH. 14e DE PREF.

locaux commerciaux

SAINT-QUEN
BUREAU, DEPOTS, ATELIERS
LE SAINT-SAENS

hôtels-partic.

16e Dans rue calme
Rue de la République
133, RUE LAMARCK

immeubles

LA FERTE-ST-AUBIN LOIRET
Centre ville. Prop. (15.000 hab.)
ASSUREUR CH. B. Immeuble

locations meublées

Rejon parisienne
Chère à louer 11 ch. pour dame
MAX. T. H. DE PARIS

locations non meublées

Paris
SAINT-GERMAIN
19e - QUAI DE SEINE
INVALES

appartements achats

PARC COMPTANT 45 PIECES
URBAIN TOUJOURS PARC
ACH. URGENT RIVE GAUCHE

port de plaisance

DE HEREL
GRANVILLE (Manche)
300 postes à quai

appels d'offres pour des implantations

commerciales sur terre-pleins
Toutes activités liées à la plaisance
Restaurant, avec possibilité d'hôtel

appartements occupés

Immobilier 44, av. des TERNES
APPARTEMENTS OCCUPES
PART ACH. 14e DE PREF.

locaux commerciaux

SAINT-QUEN
BUREAU, DEPOTS, ATELIERS
LE SAINT-SAENS

hôtels-partic.

16e Dans rue calme
Rue de la République
133, RUE LAMARCK

immeubles

LA FERTE-ST-AUBIN LOIRET
Centre ville. Prop. (15.000 hab.)
ASSUREUR CH. B. Immeuble

exclusivité

Une formule exceptionnelle
d'annonces immobilières pour
les professionnels et les particuliers.

villas

PONTENAUX-AUX-ROSES
Sur 700 m² terr. près Av. Sceaux-
Robinson, sect. calme, surtaxe

propriétés

Entre Nevers et Moulins
câbleau carré 14 m²,
câbleau Pigeon, Parc 5 ha

terrains

A. V. de M. (50) 12 ha
terrain zone contr. 12 km
(Toulon). Eau tr. abond. électr.

maisons de campagne

DANS SITE PROTEGE
proximité Bouthouin-le-Roger
sur 1,500 m² environ.

maisons de repos

BOIS-D'ARCY. Sur 500 m² terr.
très belle maison soignée

châteaux

AUVERGNE - PRES ISSOIRE
CHATEAU XIIIe SIECLE
2 ch. de de. w.c. granit.

maisons de repos

LES HEURES CLAIRES
Belle villa, 12 ch., 2 salles de
bains, 2 piscines.

maisons de repos

LES HEURES CLAIRES
Belle villa, 12 ch., 2 salles de
bains, 2 piscines.

maisons de repos

LES HEURES CLAIRES
Belle villa, 12 ch., 2 salles de
bains, 2 piscines.

maisons de repos

LES HEURES CLAIRES
Belle villa, 12 ch., 2 salles de
bains, 2 piscines.



Chaque vendredi,
nos lecteurs trouveront la rubrique
Légende du Monde
Les annonces peuvent être adressées
soit par courrier au journal, soit par
téléphone au 233-44-21, p. 364 et 392.

RÉGIONS

LE GOUVERNEMENT ET LES MOUVEMENTS AUTONOMISTES

M. Yann Fouéré et trois autonomistes bretons ont été interpellés et placés sous garde à vue

Bennes. — De nouvelles interpellations et perquisitions ont eu lieu mardi 21 octobre en Bretagne où se poursuit l'opération lancée samedi contre les milieux autonomistes. M. Yann Fouéré, directeur de l'Agence de la Bretagne, a été conduit dans les locaux de la police judiciaire de Rennes, alors qu'il s'appretait à prendre à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) un avion pour l'Inde. L'abbé François Kervin, professeur de philosophie à l'Institut Saint-Joseph de Lannion (Côtes-du-Nord) ; et le docteur GORVÉA, ont également été interpellés par le service régional de police judiciaire.

De notre envoyé spécial

nouvelle manifestation le 23 octobre. Discus en janvier 1974, clandestin, le F.L.B. (Front de libération de la Bretagne), à qui l'on attribue les attentats — pourtant non revendiqués — du mois d'août, est sans doute le plus actif des mouvements bretons. Créé d'un commun accord par des militants de gauche, sa tendance L.N.S. (Libération nationale par le socialisme) campant sur des positions plus « avancées » que sa branche A.R.B. (Armée révolutionnaire bretonne).

Cela porte à quinze le nombre des personnes arrêtées depuis le début de cette affaire, qui semble avoir pour origine les attentats commis au mois d'août dernier contre plusieurs personnalités politiques de la région (le Monde du 21 octobre). Parmi elles figure M. Caro, porte-parole du Front autonome socialiste auto-gouvernemental breton (FASAB) et conseiller général des Côtes-du-Nord, qui poursuit avec plusieurs de ses codétenus une grève de la faim. Ce mercredi 22 octobre, une conférence de presse a été réunie à Rennes par le Comité breton anti-répression (C.B.A.R.), condamnant la procédure en vigueur en matière de crime contre la sûreté de l'Etat — délai de garde à vue, sans intervention d'un avocat, parti de deux à six jours — ce comité a appelé à une

divisé sur cette nouvelle phase de la lutte contre le pouvoir central. Pour certains, l'opération en cours est une occasion inespérée. Les maladroites commises lors de certaines perquisitions se retournent contre leurs auteurs. Revêtu par ces interpellations en chaîne, la cause bretonne bénéficie d'une nouvelle publicité. D'autres, préoccupés par l'ampleur du coup de filet, se demandent si les perquisitions et les auditions en cours ne vont pas, cette fois, mettre la police judiciaire sur la piste du F.L.B. dont les rouages essentiels ne semblent pas encore avoir été atteints.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Ce comité regroupe le FASAB, la Ligue communiste révolutionnaire, l'Organisation communiste bretonne et le parti socialiste unifié.

Devant le domicile d'un député U.D.R.

UN POSEUR DE BOMBES EST ARRÊTÉ

Un jeune homme, dont l'identité n'a pas été encore révélée, a été arrêté en flagrant délit à Brest, mercredi 22 octobre, à 1 heure du matin, alors qu'il venait de placer une charge de plastique devant le domicile de M. Michel de Bennetot, député U.D.R. du parti communiste, 7, rue Traverser. La demeure du parlementaire était surveillée par la police.

TROIS SYNDICATS ORGANISENT LE 27 NOVEMBRE UNE JOURNÉE NATIONALE D'ACTION

(De notre correspondant.) Lorient. — Réunis le 21 octobre, à Lorient, les responsables régionaux de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la C.F.P.T. ont décidé d'organiser le 27 novembre, une journée nationale d'action, qui doit se traduire par une grève de vingt-quatre heures et des manifestations publiques dans les principales villes des quatre départements bretons. Les dirigeants des trois organisations, qui ont reconnu deux thèmes pour cette journée (félicité et célébration du pouvoir d'achat), soulignent qu'elle doit revêtir une ampleur qui n'a pas été atteinte en Bretagne depuis la journée régionale de mai 1975, qui trouva le renfort des organisations paysannes, précédée de quelques jours la grande agitation nationale.

SELON LES DÉPUTÉS SOCIALISTES BRETONS LE GOUVERNEMENT PRÉFÈRE LA VOIE DE LA RÉPRESSION

MM. Yves Allainmat (Morbihan), Charles Josselin, Yves Le Poll (Côtes-du-Nord) et Louis Le Pen (Finistère), députés socialistes, dénoncent dans une récente audition en Bretagne à l'encontre de militants bretons n'ont, à nos yeux, d'actualité que celle de la répression. Cette opération a été qualifiée de « violente » par les services de police locaux. Ils estiment en revanche que cette opération prouve que, à cette fois encore, le gouvernement préfère la voie de la répression à celle de la négociation. Après avoir rappelé leur condamnation de la violence comme méthode politique de résolution des problèmes qui se posent en Bretagne, ils soulignent leur prise de conscience économique, sociale, culturelle et institutionnelle à l'égard de ce territoire à une augmentation de la population bretonne.

« L'occupation de la conscription de Casanova, dans les cantons corses continue d'occuper l'ancienne coopérative fruitière de Casanova, dans la plaine orientale. Une délegation devait être reçue, ce mercredi après-midi 22 octobre, à Ajaccio, par M. François Blaizot, délégué par le ministère de l'Agriculture pour étudier la situation de l'agriculture dans l'île.

ÉQUIPEMENT

ENVIRONNEMENT

HUIT ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS SONT FERMÉS POUR CAUSE DE NUISANCE

La crise ne sera pas une excuse pour les pollueurs. Il y a un M. André Jarrot, ministre de la Qualité de la vie, avait promis. Cette fois, il est passé aux actes. Après avoir consulté le conseil supérieur des établissements classés, il a décidé d'interdire les usines qui en avaient fait la demande à fermer provisoirement huit usines en attente pour cause de nuisance. Sont frappés une usine de produits chimiques situés à Authenil (Eure), deux pressings parisiens, un atelier de torréfaction à Bordeaux, un atelier de séchage de

schure (Seine-Maritime), une filaterie parisiennaise, une fabrique d'agglomérés (Loire-Atlantique) et un dépôt de gaz en bouteilles d'Ajaccio.

Toutes ces entreprises devront cesser leurs activités jusqu'à ce qu'elles aient exécuté les travaux anti-nuisance qui leur sont demandés. Conformément à la loi de 1917, les salaires mis en chômage technique (quatre-vingts) continueront à être payés, à moins que certains patrons ne mettent définitivement la clef sous la porte.

L'USINE ASSIÉGÉE

De notre envoyé spécial

sonnel, un militant de la C.F.D.T. Les pompiers volontaires des communes voisines auraient reçu instruction de ne pas pénétrer dans l'usine en cas d'incendie. Deux dangers. En seconde ligne se tiennent les membres du comité de défense d'Authenil. Ils sont une centaine menés par leur président, contre-maître dans une entreprise voisine. Solidaires des grévistes, ils s'occupent de l'usine de lâcher des odeurs « à partir », de faire du bruit, de déverser sans épuration ses effluents dans l'Eure, et surtout de polluer les eaux souterraines. Les analyses qu'ils brandissent témoignent qu'on trouve des phosphores et des hydrocarbures dans les puits du voisinage. La pollution menace jusqu'à plusieurs kilomètres de là le captage où s'alimentent sept communes. Depuis plus d'un an, ces villageois multiplient dénonciations et manifestations. En juin dernier, ils se sont opposés par la force au montage de nouvelles cuves valant 700 000 F. Elles rouillaient dans une prairie proche de l'usine.

la fin vert du ministère de la Qualité de la vie. M. Jarrot l'a enfin donné.

À Paris, le gérant, de la S.A.R.L. Protavio, M. Michel Charry, se défend en disant : « Il y a des erreurs administratives commises il y a des erreurs judiciaires. Pour combattre les odeurs, nous avons construit une colonne d'absorption. Pour supprimer le bruit nous l'avons chaque nuit, nous neutralisons nos effluents comme ceux réclamés par les grévistes sont incompatibles avec une gestion normale de l'usine. » Pour le reste on se drapait dans le registre. Les associés de la S.A.R.L. ont un chiffre d'affaires, ses bénéfices, la nature exacte de ses fabrications, le devenir même de l'entreprise sont et ont été couverts par le secret des affaires.

« Si l'usine ferme définitivement, disent les grévistes d'Authenil, nous travaillerons la parcelle de l'usine pour la faire fructifier. Nous nous opposerons par la force au montage de nouvelles cuves valant 700 000 F. Elles rouillaient dans une prairie proche de l'usine. Les assaillants se savent soutenus par une troisième force : les pouvoirs publics. Depuis avril 1975 se succèdent les mises en demeure de la préfecture. En mai 1975, l'administration donnait deux mois à la firme pour mettre fin à toutes nuisances aux prescriptions d'anti-nuisance. Le 19 août, excédé, le préfet ordonnait à l'usine de suspendre son fonctionnement jusqu'à exécution des travaux. Mais pour que cette mesure soit applicable, il fallait

MARC AMBROISE-RENDU.

CORRESPONDANCE

Des nations sans État

M. Yann Fouéré, directeur commercial, journaliste et écrivain politique, leader autonomiste breton, nous a adressé, avant d'être interpellé par la police, la lettre suivante. Les autonomistes bretons, comme les autonomistes corses, basques ou alsaciens, contestent la structure unitaire et centraliste de l'Etat. En voulant détruire cette dernière, car « est bien le but avoué de tous les autonomistes, en demandant la redistribution et la partage de la vie de l'Etat unique entre la nation dominante et nos nations dominées, nous portons ombrage au pouvoir quasi absolu que nos gouvernements et nos technocrates exercent encore aujourd'hui, de manière anachronique, sur cinquante millions de Français hétérogènes et indifférenciés. De là, sans aucun doute, une hargne des pouvoirs publics. Nous ne faisons pourtant que défendre les intérêts particuliers de la collectivité humaine différenciée qui est le nôtre, et réclamer les droits élémentaires qui devraient être ceux de tous les citoyens dans une société qui soit démocratique au sens le plus large du terme. On surprend encore de nos jours beaucoup de ces citoyens, taponnés par l'Etat à son image, en leur soulignant que le seul moyen, pour un Corse, un Breton, un Basque ou un Alsacien, de jouir des mêmes droits que les autres Français est justement de leur de droits différents. Jouissons les mêmes droits que les autres Français si on se borne à leur enseigner l'histoire de la France, qui n'est pas leur histoire, la langue des

Français, qui n'est pas la leur et tous, à leur appliquer les règles et les sanctions d'une législation, d'une planification, ou d'une réglementation économique qui, si elles s'appliquent à Paris ou à certaines « régions » de France, ne sont pas adaptées à leurs besoins propres, négligent ou violent leurs intérêts collectifs particuliers, retardent le développement économique, social et culturel de leurs peuples et les obligent à quitter leur pays pour vivre ».

En réclamant l'application de droits différents et d'une législation différente, une autonomie politique et administrative, en un mot, nous ne faisons que revendiquer l'exercice de droits dont jouissent déjà d'autres citoyens dans l'Etat, mais dont cet Etat nous a lui-même privés dans la mesure où nous sommes Corses, Bretons ou Basques, en même temps que citoyens français. S'étant retirée à la fin de la seconde guerre mondiale, par simple égard et malgré elle, dans le camp des vainqueurs, la France ne s'est pas aperçue que rien ne pouvait plus, jamais, être comme avant. Ses dirigeants, à quelques parti qu'ils appartiennent, ont repris sans les changer ses structures anachroniques, sa vieille tradition centraliste, sa politique impériale. Si cette dernière s'est décolorée sous la tempête de la décolonisation, pourquoi les premiers ne la seraient-elles pas sous l'assaut de nos autonomistes et la révolte de nos nations dominées, ignorées, indifférentes, de nos nations sans Etat ? ...

Le chanteur occitan Claude Marti et trois autres personnes ont été entendus pendant plusieurs heures par la police

Toulouse. — Sur commission rogatoire dérivée de M. Pierre Moret, juge d'instruction à Carcassonne, des opérations de police, menées par des inspecteurs de Montpellier et de Perpignan, ont également eu lieu mardi 21 octobre dans les milieux autonomistes occitans. Le réputé chanteur Claude Marti, trent-trois ans, hôte il y a quelques jours de l'émission de Jacques Chancel « Radioscopie », a été interpellé alors qu'il se rendait à l'école de Couffoulens (Aude), où il est instituteur. L'écrivain — d'origine bretonne mais d'expression occitane — Michel Le Bris, auteur de plusieurs ouvrages concernant notamment le Larzac, et le commandant Fabre, fondateur du journal l'Écho des Corbières, ont été appréhendés à leur domicile (le premier à Couffoulens et le second à Comigne-Corbières), ainsi que M. Gérard Bobillier, frère aîné, apiculteur à Lagrasse. Les perquisitions effectuées par les policiers n'ont donné aucun résultat. Aussi ces quatre personnes ont-elles été relâchées, après avoir été, cependant, entendues pendant une douzaine d'heures. A sa sortie de la gendarmerie de Carcassonne, le chanteur Claude Marti a déclaré : « Cette mesure d'interpellation est de mauvais goût. Le gouvernement perd les

précises et en agissant ainsi, il ne peut que retarder la lutte pour la liberté de l'Occitanie. »

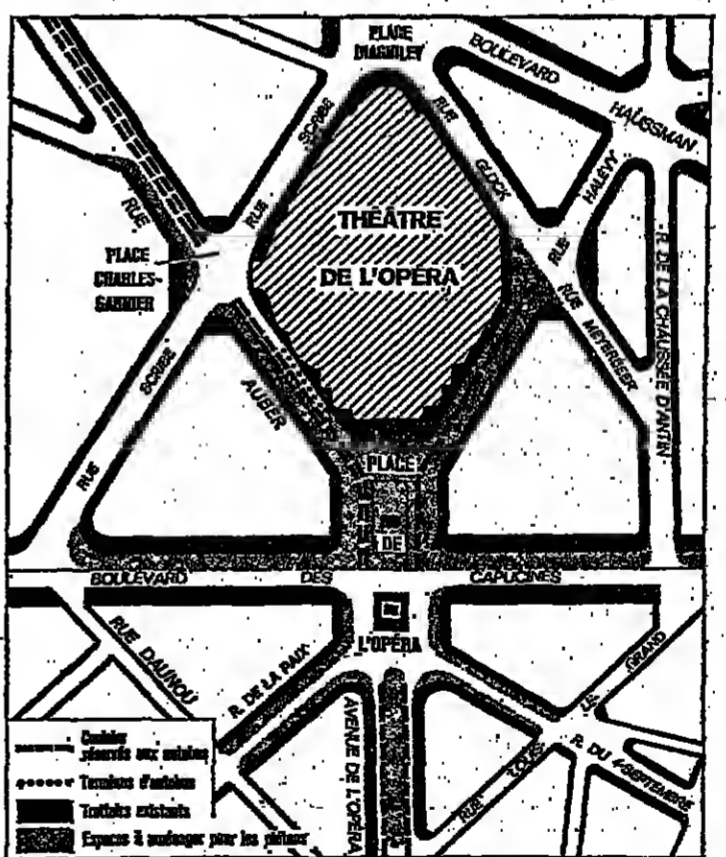
L'information, qui a entraîné ces arrestations, avait été ouverte à la suite de plusieurs incendies de forêt d'apparence criminelle dans les Corbières imputés soit au mouvement clandestin « Farum tot petar » (Nous ferons tout péter), soit au groupement légal « Volon viure al país » (Nous voulons vivre au pays). Après ces interpellations, qui ont suscité une vive émotion dans les milieux occitans, « Volon viure al país » a affirmé dans un communiqué : « Le mouvement occitan, à travers ses multiples depuis une semaine les mesures répressives contre les autonomistes. Le mouvement occitan, après les Corses, les Bretons et les Basques, est devenu la cible de l'Occitanie libre. »

Paris

Une proposition

Balades tranquilles à l'Opéra

Créer une zone piétonne place de l'Opéra. C'est la récente proposition de l'APUR (Association pour l'Urbanisme Parisien) dans le cadre du Paris Projet (1). Cette étude prend toute sa signification au moment où les nouvelles directives de l'urbanisme s'orientent, en partie, dans ce sens. L'APUR précise que ce projet n'a pas — jusqu'à présent valeur officielle — mais est soumis à l'examen des services intéressés de la préfecture de Paris et de la préfecture de police. Vaste projet, la place de l'Opéra n'est plus, à l'heure actuelle, qu'un carrefour réservé aux automobiles. A la circulation des voitures individuelles s'ajoute celle de douze lignes d'autobus, dont quatre ont leur terminus dans le secteur. La proximité des grands magasins, la présence de nombreux cinémas et de cafés, provoquent une « circulation » très dense de piétons qui s'effectue, par manque d'espace, dans des conditions difficiles. L'APUR propose, « sans recourir à



UN MONSIEUR HARMONIE DU PAYSAGE URBAIN. — Sur proposition de M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, M. Christian Frevos-Marcilly, inspecteur des monuments historiques et secrétaire d'Etat à la culture, est chargé d'une mission permanente dans le conseil de direction après le préfet de Paris (bulletin municipal officiel du 22 octobre). M. Frevos-Marcilly est chargé de proposer les solutions d'aménagement simple pouvant avoir de « heureuses conséquences pour l'harmonie du paysage urbain dans l'ensemble classé et dans les secteurs protégés ». Il s'agira de la commission du mobilier urbain.

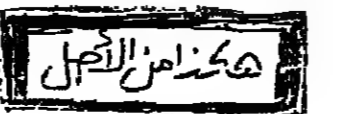
TRANSPORTS. — La liaison ferroviaire Nice-Côti, décriée pendant la dernière guerre, sera remise en service en 1976. Les travaux de reconstruction de la voie ferrée devraient commencer dès le début de l'année prochaine. Détruite sur 25 kilomètres en territoire français et sur 22 kilomètres du côté italien, la ligne Nice-Côti présente un intérêt certain pour le développement des relations économiques franco-italiennes. — (A.F.F.)

des aménagements nouveaux, mais en étudiant un nouveau plan de circulation du quartier, de créer une zone piétonne.

Trois éléments, sont nécessaires pour la réalisation de ce projet : redistribution de la circulation automobile, restauration du réseau d'autobus et aménagement de l'espace piétonnier. Le plan de circulation s'articulerait autour des rues Sorbier et Daunou à l'ouest et des rues Gluck, Meyerbeer et Louis-le-Grand à l'est. Il est proposé de reporter le flux qui transite du boulevard des Italiens vers le boulevard des Capucines, sur le boulevard Haussmann, dont le caractère est d'ailleurs suffisant. Le réseau autobus ? L'axe le plus important sur lequel seraient groupées des lignes en nombre important est la liaison Saint-Lazare-Opéra-Palais-Royal. Les terminus se situeraient sur rue Aubert. Transférant également sur cet axe cinq lignes disposant de

couloirs réservés à Aubert, place de l'Opéra et avenue de l'Opéra. D'autres couloirs seraient créés boulevard des Capucines et rue Halévy. L'aménagement piétonnier enfin couvrirait la portion de la rue Aubert entre la place Garnier et celle de l'Opéra, une partie de la rue Halévy, ainsi que toute la moitié nord de la place de l'Opéra formant le parvis du théâtre. Seuls circulerait dans cette zone les autobus et les taxis. Le report sur le boulevard Haussmann d'une partie de la circulation permettrait d'éclaircir les trottoirs des grands boulevards depuis le carrefour Richelieu-Drouot jusqu'au carrefour avec la rue Sorbier. L'APUR souligne en conclusion que l'adoption d'un tel projet serait en outre une « victoire exemplaire pour le traitement d'autres points sensibles de la capitale ».

(1) APUR, 17, boulevard Molière, Paris-6.



CADRES SUPÉRIEURS
Les Conseils en Carrières
 553.89.29
 sont des spécialistes qui peuvent vous aider efficacement à chercher et trouver un poste à votre mesure.
 Votre cas sera examiné confidentiellement.
 103, rue de la Pompe - 75116 Paris.
 Nous ne sommes pas un bureau de placement.

(PUBLICITE)
ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE
AVIS DE CONCOURS

L'Office National de l'Eau Potable lance le concours international n° 30/DE/75 pour la désignation d'un chargé de l'étude de l'alimentation en eau du futur complexe industriel de JORF EL ASFAR situé à 15 km d'EL JADIDA.

Les missions d'intervention de l'I.C. comprennent :

- l'étude générale et de factibilité visant la couverture jusqu'à l'an 2000 des besoins industriels du complexe (5,5 m3/s) et des besoins domestiques des villes côtières de la région (10 m3/s).
- l'étude d'avant-projet et l'établissement des dossiers de consultation concernant la première tranche de l'alimentation en eau du complexe de JORF (de l'ordre de 2,5 m3/s).

Les bureaux d'études intéressés pourront retirer les cahiers des charges à l'adresse suivante :

O.N.E.P. - Division Equipement
 Quartier Administratif - Rabat - MAROC.

L'offre chiffrée sera obligatoirement incluse dans une enveloppe cachetée portant la mention « Soumission » placée à l'intérieur d'une seconde enveloppe contenant les références techniques et financières du soumissionnaire pour les études de même nature et importance.

Le pli portant clairement le numéro du concours (30/DE/75) et le nom du soumissionnaire sera adressé à Monsieur le Directeur de l'O.N.E.P. - B.P. Rabat-Chellah - MAROC, et devra parvenir au plus tard le 17 novembre 1975 à 12 heures.

LA VIE ÉCONOMIQUE

LE DÉBAT PARLEMENTAIRE SUR LE BUDGET DE L'INDUSTRIE

Le rapport de la commission de l'Assemblée nationale met en cause les relations entre l'État et les firmes

« Pour l'essentiel, les affaires industrielles relèvent de ce que l'on peut appeler le domaine réservé de l'État... Le moins qu'il ne faille dire : le domaine que se réserve l'État... peut-on lire en tête du rapport, publié ce 22 octobre, de la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale sur le budget du ministère de l'Industrie. Le rapporteur, M. Julien Schwartz, qui s'était illustré l'an dernier par son enquête sur les sociétés pétrolières, pose notamment

● INFORMATIQUE : un paradis de marchés préférentiels

« Le choix fait par les pouvoirs publics d'aider la C.I.I. à une société multinationale américaine est un choix qui, fondamentalement, est différent de celui qui avait été fait avec le premier plan calcul », note le rapporteur. Ce « dossier informatique » comporte notamment une explication du ministre de l'Industrie et de la recherche, qui confirme les informations que nous avons données dans le courant du mois d'août (le Monde du 2 août).

La part de l'État à l'intérieur de la Compagnie des machines Bull s'élevait à 17,92 %. Elle sera, ainsi que celle de la C.G.E., ensuite augmentée et « l'État aura les pouvoirs attachés à la détention de la majorité de biocege. Les sociétés C.I.I.-H.B. et H.S. (1) seront indépendantes. Leur politique de produits sera coordonnée par l'intermédiaire d'un comité de produits consultatifs, qui émettra des recommandations à la majorité ; celle des deux sociétés qui aura le chiffre d'affaires le plus élevé aura la majorité ».

D'après une précision donnée par M. d'Ornano à la commission lors de son audition, il « est prévu que ce comité sera composé de cinq personnes, trois représentants de l'H.S. et deux représentants de la C.I.I.-H.B. ». Pour le rapporteur, il est clair que H.S. a décliné d'une manière durable la majorité dans ce comité des produits.

M. d'Ornano a précisé à la commission que ce comité ne ferait que des propositions aux conseils d'administration de H.S. et de C.I.I.-H.B., ces conseils d'administration demeurant en tout état de cause souverains. Mais il est

évident que le poids du comité des produits sera déterminant ; aussi bien, on ne voit pas si tel n'était pas le cas, pour que cette clause de majorité figurait dans la composition de ce comité. Dans ces conditions, la politique technologique, la politique de recherche et d'une certaine manière, la politique commerciale seront déterminées d'une manière homogène par une sorte de consensus entre H.S. et C.I.I.-H.B. »

Sans se prononcer sur le « bien-fondé » du choix gouvernemental, M. Schwartz conteste cependant le principe de la garantie de commandes accordée par l'État à la nouvelle société (3).

« À partir du moment où l'on a choisi une optique montaniste, à partir du moment où l'on veut créer un outil industriel compétitif au niveau international, autant il est légitime d'aider par des dotations budgétaires la nouvelle firme à réaliser une fusion

harmonieuse entre les différents matériels et entre les personnels et à concevoir des produits techniques adéquats, autant lui réserver une part du marché intérieur ou à l'extérieur de ce marché, et ceci sur deux points. D'abord, on crée, pour la nouvelle société, une sorte de « paradis » de marchés préférentiels et cette méthode n'est pas la meilleure pour passer à la conception de matériels destinés aux marchés internationaux.

« Bien plus, il semble que contrairement à l'usage en ce qui concerne les matériels informatiques, les ordinateurs issus de C.I.I.-H.B. seraient achetés par des utilisateurs publics et non loués. Voilà encore une clause contraire à l'esprit du plan gouvernemental. »

● TÉLÉPHONE : des financements privés trop onéreux

Les syndicats et certains membres de l'administration ont cessé de dénoncer les coûts anormaux des capitaux avancés aux sociétés privées de financement. Les chiffres publiés par la commission parlementaire confirment ces critiques.

Créées en 1971 par M. Robert Galley, alors ministre des P.T.T., les sociétés de financement sont au nombre de quatre : Finextel, Codetel, Agritel et Créditel.

Ces sociétés sont des sociétés anonymes cotées en Bourse qui jouent un rôle de courtiers et de promoteurs téléphoniques aux P.T.T. Ceux-ci conçoivent, commandent, réceptionnent et utilisent les matériels pour lesquels ils versent un loyer indexé sur le chiffre d'affaires des télécommunications ou, pour Finextel, partiellement sur l'indice de la construction.

Contrairement à ce qu'avaient prévu les promoteurs de cette formule, les emprunts obligataires représentent une plus grande part des ressources des sociétés de financement que leurs fonds propres. Ce qui signifie qu'elles concourent sur le marché obligataire les emprunts traditionnels des P.T.T. ou de la Caisse nationale des télécommunications.

Une note en bas de page du rapport parlementaire met en lumière les écarts du coût moyen des emprunts en francs courants compte tenu des clauses de l'indexation par rapport au taux de revient d'un emprunt obligataire

garanti par l'État et émis dans les mêmes conditions de marché. Les écarts s'échelonnent (dans une hypothèse de glissement des tarifs des télécommunications de 3,5 % par an), de 3,21 points pour Agritel I à 0,41 point pour Agritel III et (dans une hypothèse de glissement des tarifs de 5 % par an), de 4,03 points pour Finextel I à 0,54 point pour Agritel II. Ce qui signifie, dans la deuxième hypothèse par exemple, que les P.T.T. paieront 14,03 % des sommes prêtées par Finextel I alors que ce taux se limiterait à 10 % en cas de recours direct au marché obligataire.

Ce surcoût a donc été très important, surtout au début. La pour des comptes avait déjà estimé, en 1971, qu'il s'élevait à 2 ou 3 points et qu'il amenuisait au pour Finextel, partiellement sur l'indice de la construction.

Les P.T.T. ont pris progressivement conscience de cette anomalie puisqu'ils ont réduit le surcoût au fur et à mesure qu'ils signaient de nouveaux contrats. L'écart qui est de 4,03 points avec Finextel I a été réduit à 1,31 avec Finextel III.

De plus, les fonds apportés par les sociétés de financement ont tendance à régresser en valeur absolue. Les contrats signés avec les P.T.T. se sont élevés à 2,6 milliards de francs en 1974 à 1,8 milliard en 1975. Le budget 1976 prévoit une somme de 1,8 milliard de francs.

● FISCALITÉ PÉTROLIÈRE : la réforme à faire

Le troisième « point fort » du rapport parlementaire concerne le projet de modification de la fiscalité pétrolière contenu dans la loi de finances. Pour le rapporteur, « la réforme, si elle est la plus favorable à l'État, doit y avoir, de la fiscalité pétrolière reste à faire ». L'aménagement envisagé « permet, en 1976, au budget général d'être équilibré, tandis qu'une contribution fiscale réelle est demandée aux compagnies pétrolières en 1976, ce qui n'aurait pas été le cas autrement. Et il faut en faciliter le gouvernement ». Selon les calculs du rapporteur, la position fiscale sur les sociétés serait,

pour les années suivantes, inférieure à ce qu'il paraît. A part cette appréciation, nous ont paru particulièrement saisis. Ils concernent l'information téléphonique, et la fiscalité pétrolière

pour les années suivantes, inférieure à ce qu'il paraît. A part cette appréciation, nous ont paru particulièrement saisis. Ils concernent l'information téléphonique, et la fiscalité pétrolière

Autre « révélation statistique intéressante : la façon dont l'État de recherche pétrolière est aidé par l'État, a été 1,11 appareil d'abord que de la C.F.P. a été très inférieure à celui du groupe Elf. Le leur note ensuite que « les ses d'exploration en France représentés en gros la des dépenses d'exploration par les groupes français à l'étranger dans les années 1966, s'en représentaient plus qu'en 1973-1974 ».

« On l'a perçut, M. Schwartz, que l'État a de des aides correspondant, manière générale, à trois fois quatre fois les dépenses de la nation réalisées sur le territoire sans compter le fait à gagner fiscal résultant de position à taux nul des gr consolidés. »

Le rapporteur, qui approuve ailleurs le renforcement contrôlé de l'État sur ces dépenses, s'interroge sur les zones graphiques prioritaires qui se révèlent par la puissance que. Pour M. Schwartz, « dépenses (...) qui sont consensuelles dans d'autres États que France), que ces États, arabes, musulmans, britanniques, sud-américains, etc., des dépenses qui peuvent contribuer à l'augmentation de la de pétrole sur le marché noir et qui doivent être approuvées essentiellement en fonction considérations commerciales. Sous-entendu : elles ne devraient pas être aidées par l'État.

(1) H.S. est la filiale informelle de Honeywell.
 (2) L'État garantirait à la seule société C.I.I.-H.B. un marché global de commandes de la part administrations et entreprises françaises de 3,7 milliards de francs par an. On parle même 3 milliards de francs.
 (3) Rappelons qu'en 1973 le plan en question a versé — pour le million total depuis sa création — un dividende de 50 millions de francs à l'État. — N.D.L.R.

Information Service Société Générale
 Des renseignements utiles, des adresses utiles, que pourront vous rendre la vie plus facile.

Avoir 18 ans, aujourd'hui.

Le pied à l'étrier
 Vous avez entre 16 et 20 ans et vous êtes, pour l'instant, inscrit à l'Agence de l'Emploi. C'est à vous que s'adresse "l'opération Grand". Cette opération vous donne la possibilité d'acquies (ou de compléter) votre qualification professionnelle. Elle vous propose en effet des stages de formation de 6 à 8 mois, rémunérés sur une base mensuelle de 370 F avec, en plus des indemnités pour frais de transport et d'hébergement. Au terme de ces stages : de meilleures possibilités d'emploi. Inscription à l'Agence de l'Emploi dont vous dépendez.

Logement
 Savez-vous que vous avez peut-être droit à une allocation-logement ? Il faut pour cela que vous soyez travailleur salarié et âgé de moins de 25 ans. Être locataire, sous-locataire, ou avoir contracté un emprunt pour l'achat de votre appartement. Le logement doit, lui, répondre à certaines conditions de salubrité. Renseignez-vous à votre Caisse d'Allocations Familiales (ou à l'organisme qui vous verse ces prestations.) Pour Paris : Caisse d'Allocations Familiales 9, rue de Liège, Paris 9^e - Tél. : 578-61-90.

France-Allemagne
 Après Sarrebruck, après Enbourg, le lycée Floche à Versailles

(75, avenue de Saint-Cloud - Tél. : 950.58.21) prépare maintenant au baccalauréat franco-allemand. Institut en 1972, ce "bac" sanctionne un enseignement harmonisé : bilinguisme total et connaissance approfondie des réalités culturelles et scientifiques des deux pays. Il donne accès, en France comme en Allemagne, aux études supérieures.

L.U.T.
 De création récente, les Instituts Universitaires de Technologie (L.U.T.) sont là pour vous permettre d'acquies une formation professionnelle rapide (dans un délai de deux ans). Ils préparent aux fonctions d'encadrement technique dans la production, la recherche appliquée, et le secteur tertiaire. Dix-sept spécialités sont enseignées, dont : la chimie, l'informatique, la gestion des entreprises, les carrières sociales ou juridiques. Les cours sont donnés par des enseignants et des professionnels. Renseignez-vous à l'Académie de votre région.

La nature
 Vous aimez et souhaitez exercer un métier qui vous en rapproche. Avez-vous pensé aux métiers de l'horticulture ? Sachez que le centre horticole d'enseignement et de promotion de Montfort-l'Amaury prépare un brevet d'études professionnelles agricoles (option horticulture).

Des bourses peuvent être attribuées par le Ministère de l'Agriculture. Renseignements et inscriptions au C.R.E.P. du Tremblay-sous-Mauldre - Montfort-l'Amaury 78 - Tél. : 486.09.76.

Aéro-clubs
 Vous avez envie d'apprendre à piloter un avion de tourisme, mais vous ignorez les adresses des aéro-clubs qui enseignent cet apprentissage. Téléphones à la Fédération Nationale Aéronautique 52, rue de Gallié, Paris 16^e - Tél. : 720.08.04. Des conditions spéciales peuvent vous être consenties. N'hésitez pas à les demander.

Achetez votre studio.
 Un bon moyen pour acquies votre premier logement : vous constituez votre apport personnel en souscrivant un plan d'épargne-logement à la Société Générale. Il vous rapporte jusqu'à 9 % d'intérêt par an, net d'impôt. Et au bout de 4 ans, vous pouvez bénéficier d'un prêt à un taux exceptionnel. Renseignez-vous dans les agences de la Société Générale.

Extrait de "Information Service - Société Générale", magazine d'information gratuit, à votre disposition dans toutes nos agences.

Écoutez chaque jour l'émission "Information Service - Société Générale" vers 19 h sur RTL et Radio Monte-Carlo, entre 12 h 30 et 13 h sur Sud-Radio. Le mercredi : les Jeunes.

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
 Une banque, des hommes, des solutions.

(PUBLICITE)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE
SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

AVIS DE PRESELECTION N° 2/KD.T

SONELGAZ doit réaliser une couverture radiotéléphonique de toutes les zones de distribution d'électricité et de gaz. Cette couverture sera constituée de réseaux de service mobile dans la bande VHF des 150 Mhz.

Pour sa réalisation **SONELGAZ** lancera un appel d'offres international restreint à des entreprises préalablement sélectionnées sur la base d'une présélection, objet du présent avis.

Les entreprises désireuses de se porter candidates à l'appel d'offres sont invitées à écrire à :

SONELGAZ - ÉQUIPEMENT/SERVICE KD.T
 2, boulevard Salah-Bouakour. — ALGER

Le dossier de présélection leur sera envoyé et elles devront répondre avant le **30 novembre 1975**.

HEINZ GOLDMANN sera le 6 Novembre 1975 à Paris pour une journée

COMMENT VENDRE VOTRE PRIX EN 1975-76

Renseignements et inscriptions **HEINZ GOLDMANN** Centre International de ventes 147, avenue Paul-Doornik 8200 BRUXELLES-MALDISSON Téléphone : 977.92.54

1975-10-23

Jeune L.S.D.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BILLET

VIE DE L'ENTREPRISE

De l'intérêt d'être « petit »

Les établissements C. Delahaut ne sont pas une grande entreprise. En 1974, leur chiffre d'affaires a été de 115 millions de francs. En 1975, ils attendent 10 millions. Mais ils réalisent déjà 40% de leurs ventes à l'étranger l'année dernière. Avec deux entreprises dont ils lancent de prendre le contrôle en Grande-Bretagne et aux États-Unis, Protected Conductors à Manchester et Insul B Corp. en Allemagne, plus de la moitié de leur activité relève désormais de l'expansion française à l'étranger.

Héritier de son père, le fondateur des Activités de Génie, qui vient de reprendre leur nom d'origine pour les besoins de la prononciation internationale, M. Philippe Delahaut est « bien français ». Il aurait aussi bien été vigneron à P.D.G. : fort, bonhomme, superstitieux, pas commode. Ses appels à l'ordre sont nets : « Jim, may I have your attention, ease ? », avec l'accent du Middle-West. Son fils est di-

plômé d'un « Master in business Administration » de l'université d'Indiana. Il préférerait vivre à Colmar, mais il lui succède à Gannevilliers dans trois ou quatre ans. La crise ? Oui, dans certains départements de la société, les commandes ont baissé de 80% en France. Mais, « une entreprise française moyenne à six chiffres annuels se doit de définir une stratégie d'expansion mondiale ». Cela limite les risques, donne accès à des marchés nouveaux, commerciaux et financiers, et de plus fait progresser la technique... En absorbant Insul B, dont ils étaient le titulaire depuis plus d'une dizaine d'années dans le domaine des conducteurs protégés pour l'alimentation électrique des usines de levage, les établissements Delahaut ont été bien servis par leurs connaissances techniques acquises dans la petite ville de Saint-Carles. « Nous faisons moins peur que les grands groupes. » Bref, être petit n'est pas toujours un handicap... J. G.

SPORTS

Jeux olympiques

NOUVELLES GRÈVES SUR LES CHANTIERS DE MONTRÉAL

11 mille cinq cents ouvriers ont le travail le 23 octobre et chassent des installations de Montréal, où doivent lieu les Jeux olympiques d'été, l'été 1976. Les grévistes entendent protester contre l'utilisation de la force dans le règlement des crises et destinée à interdire à d'autres ceux des ouvriers qui considèrent comme « agitateurs » les grévistes du mois de mai.

Propos des Jeux olympiques, Michel Falout, porte-parole du mouvement des citoyens de Montréal a déclaré que les grévistes des Jeux de 1976 se montent à 1 milliard de dollars. Selon l'Institut du Mouvement des citoyens de Montréal l'intention de demander au gouvernement fédéral de mener une enquête sur l'exact des Jeux olympiques.

Au cours de son congrès l'octobre, à Vienne (Autriche), la Fédération internationale de judo a élu à sa présidence, M. Charles Palmieri (France), candidat à ce poste, a obtenu vingt-huit voix sur trente-cinq votants.

SCOP Richesse vive

pour vos marchés
pour vos actions

19000 Paris - 15 49 45

GEREZ AUTOMATIQUEMENT VOS RETENUES SUR SALAIRES.

ZADIG. 292 22 22.
Aujourd'hui, le meilleur moyen de faire la paye.

bien logé

studio B5: 28,90 m² + balcon 4,83 m²

2 pièces B2: 47,50 m² + balcon 6 m²

CONFLITS ET REVENDICATIONS

EN GRÈVE DEPUIS QUINZE JOURS Des ouvriers de COMSIP-Entreprise s'opposent à sept cent cinquante licenciements

Siège social occupé depuis quinze jours, agences et chantiers touchés par la grève. La société COMSIP-Entreprise est paralysée depuis le 9 octobre par un conflit qui porte sur l'emploi et l'avenir de l'entreprise. L'annonce d'un licenciement collectif — 750 personnes sur un effectif de 4 444 salariés — est à l'origine de la grève. Les noms n'ont pas été révélés par la direction, mais il semblerait que 600 ouvriers de chantier soient concernés.

La COMSIP-Entreprise, née en juin 1973 d'une fusion entre COMSIP - Automation - Electro-Entreprises et Lebon-Intégration, est l'une des premières sociétés françaises en automation et informatique industrielle. Elle dispose d'un réseau d'entreprises Agences et centres techniques en France, dont huit sont également occupés, et d'une quinzième filiale à l'étranger, notamment en U.R.S.S., au Moyen-Orient ainsi qu'en Afrique du Nord.

En fait, sa situation économique et financière s'avère très instable depuis la fusion. Les exercices successifs n'ont révélé que des pertes, et les changements fréquents de directeurs n'ont pas favorisé une meilleure gestion de

Les 26 et 27 octobre

LA GRÈVE DES POMPISTES NE SERA PAS GÉNÉRALE

La grève des pompistes ne sera pas générale. Comme nous l'avons prévu dans le Monde du 22 octobre, trois organisations de pompistes, la Fédération nationale du commerce et de l'artisanat automobile, la Fédération nationale des détaillants en carburants et lubrifiants et le Syndicat national des gérants libres (S.N.G.L.) se sont déclarés opposés à la grève d'avertissement lancée pour dimanche 26 et lundi 27 octobre par la Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation de l'automobile.

Dans un communiqué diffusé mardi après-midi, les « trois » déclarent que cette grève est « une simple opération de prestige lancée par une organisation qui, en restant passive dans la mesure quinquante de septembre, est en partie responsable de l'incertitude des pouvoirs publics ».

Les « trois » ont demandé une ultime entrevue au ministre de l'économie et des finances et à la direction des carburants, et n'excluent pas, en cas d'échec, d'observer un mouvement de grève illimitée, en accord avec l'ensemble des organisations professionnelles.

SYNDICATS

M. SÉGUY PRÉCONISE UNE « SAINE ÉMULATION UNITAIRE »

(De notre correspondant.)

Limoges. — Diverses manifestations ont marqué, mardi 21 octobre, à Limoges, le quatre-vingt-huitième anniversaire de la C.G.T. C'est en effet dans cette ville qu'en septembre 1886, à l'issue d'un congrès de métallurgistes, les délégués de fédérations et de syndicats ont créé la Confédération générale du travail.

Au cours d'un meeting, tenu en soirée, M. Georges Séguy s'est élevé contre les accusations lancées contre la C.G.T. « de ne porter intérêt à l'unité d'action avec la C.F.D.T. que dans des buts d'hégémonie syndicale. Nous n'avons jamais manqué aux engagements pris dans l'unité, à l'assurance de l'unité d'action dont il a toujours été clairement convenu qu'elle ne saurait limiter en quoi que ce soit la libre détermination de chaque organisation et la liberté de sa personnalité propre ». « Il serait en effet absurde, conclut M. Séguy, que nous temporions l'unité de la C.G.T. Mieux vaut l'unité que la division, et nos organisations ont prévu dans l'action, surtout depuis la dernière conférence nationale, sous prétexte de prévenir les complications que telle ou telle organisation syndicale pourrait faire subir à la C.G.T. Mieux vaut donner libre cours à une saine émulation unitaire au service des intérêts des travailleurs ».

AFFAIRES

NOUVEL ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE RENAULT ET L'U.R.S.S.

La régie Renault et l'Union soviétique ont signé, mardi 21 octobre, un accord de coopération. Cet accord prévoit, pour les quatre années à venir, la fourniture par Renault de pièces, de chaînes complètes d'équipements divers et de prestations de services pour l'industrie automobile soviétique, y compris les camions et les tracteurs, ainsi que pour d'autres industries. Renault, en contrepartie, pourrait envisager l'acquisition de certains matériels soviétiques. Les échanges pourraient atteindre 1,2 milliard de francs.

Deux contrats de ce type avaient été signés en 1966 et 1970.

EMPLOI

L'orientation professionnelle des femmes doit être totalement repensée

estime le C.N.P.F.

« Rien ne paraît susceptible de justifier un sous-emploi qualifié des femmes par rapport aux hommes », a déclaré le 21 octobre, au cours d'une conférence de presse, Mme Huguette François, présidente de la commission Femmes et entreprise du C.N.P.F. « L'orientation professionnelle des femmes est à repenser totalement », a estimé Mme François, qui a regretté qu'une image discriminatoire des métiers soit présentée aux jeunes des écoles. L'industrie offre de nombreux emplois que des femmes pourraient occuper dès le moment où elles auraient reçu une formation adéquate.

Le problème de la qualification est d'autant plus primordial qu'il explique en partie le chômage féminin. « Les branches d'activité les plus touchées par la crise sont en effet celles où la plus nombreuse et la moins qualifiée », a indiqué Mme François.

Mme François a souligné aussi que les entreprises qui employaient un nombre important de femmes étaient « matériellement pénalisées par les conséquences de la maternité, dont elles assument la plus grande partie de la charge financière ». « Les charges résultant de l'absence des femmes doivent être assumées par la collectivité, estime le C.N.P.F. Les congés pour soigner un enfant malade, accordés à la mère ou au père, devraient être

Faits et chiffres

Agriculture

DES COMMANDOS DE VILICULTEURS DE L'HERAULT ont intercepté mardi 21 octobre sur les routes du département des camions - citernes qui avaient été chargés à Sète. En fin de matinée, 473 hectolitres de vin au total ont été déversés dans les fossés près de Mireval. Plus tard, deux camions transportant 200 hectolitres de moûts concentrés italiens ont été répandus sur la chaussée près d'Agde.

Énergie

LA RÉUNION MANQUÉE DE KOWEÏT. — Dans une mise au point publiée mardi soir, le ministre irakien du pétrole indique qu'il ne s'est pas rendu à la conférence pétrolière de Koweït prévue pour le week-end dernier parce qu'il avait été informé de l'absence probable de l'Arabie Saoudite. — (A.F.P.)

Appartement témoin sur place
33, rue Censier.
Prix fermes et non révisables.

SEFRI-CIME 538 52 52

quand on habite
Censier 33
(du studio au 5 pièces)

on est bien entouré

N'IGNOREZ PLUS LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES QUE VOUS AVEZ PAYÉES CETTE ANNÉE.

ZADIG. 292 22 22.
Aujourd'hui, le meilleur moyen de faire la paye.

bien logé

4 pièces: 102,83 m² + balcon 11,52 m²

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES TÉLÉPHONES ERICSSON

Pour le premier semestre 1975, le chiffre d'affaires de la société s'est élevé à 368 millions de francs, hors taxes, en augmentation de

15,9 % par rapport à celui du premier semestre 1974.

Le carnet de commandes au 30 juin 1975 était de 236 millions de francs, hors taxes, contre 210 millions de francs un an auparavant.

Après 13,3 millions de francs d'amortissements (11,3 millions de francs pour les six premiers mois de 1974) et 9,4 millions de francs de provisions pour impôts (15 millions de francs pour les six premiers mois de 1974), le bénéfice net du premier semestre 1975 s'élevait à 11,2 millions de francs, contre 10,1 millions de francs pour la période correspondante de 1974.

Pour l'ensemble de l'exercice 1975, le chiffre d'affaires devrait s'élever à environ 800 millions de francs, hors taxes, et excéder ainsi une augmentation de l'ordre de 20 % par rapport à celui de 1974 (684 millions de francs).

Toutefois, ce taux de progression ne se retrouvera pas au niveau des résultats ainsi que cela a été indiqué lors de la dernière assemblée générale, en raison de la diminution des marges, notamment pour le marché privé (35 % environ du CA) qui subit momentanément les effets de la stagnation des investissements de cette nature. La société tient cependant à conserver dans ce secteur tous ses moyens d'action, et poursuit activement les études techniques correspondantes.

Depuis le début de l'année la société a reçu des marchés pour sept gros contrats dans le réseau de

Paris, et ces derniers jours une nouvelle commande pour un central électronique F2 1.024 qui va équiper l'administration gabonaise à Libreville.

ÉTABLISSEMENTS JAPY FRÈRES

Les comptes de l'exercice 1974-1975 font apparaître un bénéfice net comptable de 1 079 825 F (contre 747 555 F). Il sera proposé par le conseil d'administration à l'assemblée générale annuelle, prévue pour le 8 décembre, la distribution d'un dividende de 130 F (contre 1 F) qui, avec l'impôt déjà payé au Trésor (voir fiscal), assurera un revenu global par titre de 1,95 F (contre 1,50 F).

Ecole Nouvelle d'Organisation Économique et Sociale. Établissement privé d'enseignement Technique et Supérieur. ÉTUDIANTS et SALAIRES (Formation reconnue par l'Etat) — PROBATOIRE — D.E.C.S. — EXPERTISE COMPTABLE. Sur place à distance.

ENOES
62 r. Miromesnil 75008 Paris
Tél. 522.10.37 - 15.07 - 26.76

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Le conseil d'administration du Crédit Industriel et Commercial, réuni le 21 octobre 1975, sous la présidence de M. Christian de Lavergne, a décidé, conformément à l'autorisation qui lui avait été donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 19 juin 1975, d'augmenter le capital social et de le porter de 194 042 900 F à 226 385 350 F par prélèvement sur les réserves et création corrélatrice de 646 809 actions nouvelles de 50 F nominal, jouissance le 1^{er} janvier 1976, entièrement libérées, qui seront distribuées gratuitement aux actionnaires à raison d'une action nouvelle pour six anciennes, et à partir d'une date qui sera fixée ultérieurement.

Les actions nouvelles seront délivrées au choix des actionnaires sous la forme nominative ou au porteur, contre estampillage du certificat nominatif ou détachement du coupon numéro trois.

Le président a indiqué au conseil que les résultats de l'exercice en cours permettent de prévoir le maintien au capital augmenté du dividende actuel, soit 6 F par action, assorti d'un avoir fiscal (impôt payé d'avance au Trésor) de 3 F.

LA VIE ÉCONOMIQUE

A L'ÉTRANGER

En Allemagne fédérale

Le chômage toucherait encore un million de personnes en 1976

En dépit d'une augmentation de 4% de la croissance

De notre correspondant

Bonn. — Comme de coutume, le gouvernement et l'opposition se sont félicités des résultats du rapport présenté le 20 octobre par les cinq principaux instituts ouest-allemands d'études économiques. La première et la plus importante de ces études, la seconde, une confirmation de ses craintes. Le chancelier Schmidt a toutefois qualifié la raison d'être satisfait : par leurs prévisions et par leurs recommandations, les experts donnent leur caution aux mesures prises jusqu'ici par le gouvernement fédéral, tout en exprimant un doute sur l'efficacité des solutions proposées par l'opposition.

Les cinq instituts estiment qu'une reprise économique, l'année prochaine, est « vraisemblable », fondant leur optimisme sur l'amélioration de la situation mondiale, notamment en Europe occidentale, aux États-Unis et au Japon. Aussi la demande étrangère, qui a commencé à augmenter au cours des dernières semaines, devrait-elle poursuivre sa progression ; les experts comptent sur une augmentation de 7 % des exportations allemandes en 1976. La demande intérieure devrait, quant à elle, être soutenue grâce à la diminution progressive du chômage et à la baisse de la proportion à épargner.

Dans ces conditions, les Instituts prévoient une croissance réelle du produit national brut (P.N.B.) de 4 % en 1976, bien que, d'après une prévision soit difficile, puisqu'on ne connaît ni le moment ni l'intensité de la reprise. Après une baisse du P.N.B. de 4 % cette année, la production allemande retrouverait ainsi son niveau de fin 1974. Ces cinq organismes sont moins optimistes que les cinq « sages » chargés de conseiller le gouvernement qui, dans leur rapport remis fin août, prévoyaient une croissance de 6 % pour 1976. Selon les Instituts, « aucun des problèmes nés de la récession ne sera complètement résolu » l'année prochaine.

L'évolution de la situation économique dépend avant tout pour eux du climat des investissements, c'est-à-dire des bénéfices des entreprises. Des allègements fiscaux en faveur des entreprises, comme ceux qui sont actuellement à l'étude dans les milieux gouvernementaux, ne sont pas décisifs. Les experts accordent beaucoup plus d'importance à des accords salariaux et modérés. Quatre Instituts estiment qu'en 1976 la hausse des salaires ne devrait pas dépasser le taux de l'inflation qu'ils chiffrant à 5,5 % (6,3 % en 1975). Le cinquième considère même que les salariés devraient accepter une diminution de leur pouvoir d'achat. Ces experts prévoient une augmentation réelle du revenu des entreprises de 12,5 %, des travailleurs indépendants de 6,8 %, et des salariés de 2,8 %.

Quant à la politique gouvernementale sa réussite dépend, selon les Instituts, d'une coordination très étroite des politiques monétaire, financière et salariale. Pour éviter toute insécurité chez les industriels, la Bundesbank devrait annoncer qu'elle poursuivra sa politique actuelle qui aboutit à une augmentation annuelle de 8 % de la masse monétaire. Une nouvelle baisse des taux d'intérêt est possible et souhaitable. Enfin, un assainissement profond des finances publiques est jugé nécessaire à bien au cours d'une seule année. Tout en approuvant les

LE ZAÏRE N'AURAIT PAS LES INTÉRÊTS D'UN EM

Le Zaïre, qui a emprunté plusieurs centaines de millions de dollars sur le marché international, n'a pas fait défaut pour le paiement des intérêts relatifs à ces emprunts qu'il a contractés avec des banques étrangères, notamment belges. Selon le « Was » de la semaine des 15-21 jusqu'aux impayés — se monte à quelque 5 millions de dollars — même journal ajoute qu'un parné de la Chase Manhattan, chef de file d'un syndicat de banques, a accepté de le nouveau 221 millions de dollars le compte du Zaïre, a décliné l'offre de continuer à avoir la plus grande confiance la stabilité de l'économie du Zaïre et sa capacité à faire face à ses obligations.

Cependant, la nouvelle a été interprétée déjà depuis longtemps sur le danger que représente pour le système bancaire belge les constatables et les contrats depuis plusieurs mois le marché de l'euro-dollar ; nombreux pays en voie de développement, afin de financer la croissance de leur balance des paiements.

LA BANQUE NAZTO LAOÏENNE a pris le cours des opérations et des des de la succursale de Vientiane de la Banque d'Indochine cinq employés français cette banque sont de no autorisés à circuler libre.

AU COURS DE LEUR «SOMMET» A BRUXELLES

Les pays du Benelux n'ont guère rapproché leurs politiques économiques

De notre correspondant

Bruxelles. — « Le sommet du Benelux a accouché d'une souris », tel est le titre déabusé d'un journal anversois Gezet van Antwerpen à l'issue de la conférence qui a réuni les 20 et 21 octobre — pour la première fois depuis une semaine — les chefs de gouvernement et un trentaine de ministres des trois pays du Benelux. Après 1970, les crises gouvernementales qui se sont succédées aux Pays-Bas et en Belgique ont empêché de telles réunions, bloquant

EN GRANDE-BRETAGNE, le chômage touchait, mi-octobre, 1 088 600 personnes, soit 48 000 de plus qu'un mois auparavant (après correction des variations saisonnières et compte tenu des jeunes terminant leurs études), ce qui représentait 4,7 % de la population active contre 4,5 %.

Rectificatif à propos du travail à la chaîne. — Une erreur s'est glissée dans le commentaire sur le graphique qui a été publié dans le Monde de l'économie du 21 octobre. Le texte est à réviser ainsi : « 6,2 % des ouvriers travaillent à la chaîne ; ce pourcentage est devenu plus élevé dans certaines branches industrielles pour dépasser le cinquième des actifs employés », et non pas « les deux tiers ou les trois quarts ».

la préparation de certains documents techniques importants. Un de ces dossiers concerne l'harmonisation des taux de la T.V. et peu de progrès ont été enregistrés au cours du « sommet ». La conférence avait essentiellement pour objectif de renforcer la coordination des politiques économiques des pays dans plusieurs domaines (monnaie, aménagement du territoire, transports, fiscalité...). Le vice secrétaire général du Benelux, le Néerlandais Kruijff, et essentiellement que les trois États possèdent une seule voix : « Ensemble, nous formons la quatrième économie mondiale après États-Unis, la Japon et le R.F. »

Dans cet esprit les pays du Benelux concertent pour adopter une position commune — dans le cadre de la conférence Nord-Sud — devant la grande conférence Nord-Sud doit se tenir à la mi-décembre. Ces pays, souligne un communiqué publié le 21 octobre, « disposés à entreprendre des initiatives communes, même lorsque des intérêts individuels doivent être sacrifiés ». Toutefois pour les observateurs, s'agit essentiellement d'un vœu et le rapprochement effectif entre les trois pays serait très peu probable.

PIERRE DE VO.

Pour 790 F/m², vos bureaux dans un immeuble neuf.

Pour 790 F/m², le cloisonnement «à la carte» gratuit.

Pour 790 F/m², toute l'installation téléphonique prête à fonctionner.

Pour 790 F/m², le restaurant inter-entreprises et le bar-café à votre disposition.

Charges plafonnées pour la première année.

Venez visiter l'immeuble et y déjeuner avec nous.

si vos bureaux vous coûtent plus cher... déménagez!

Indice de rendement de 2000 m² de bureaux

STEL Epton 3a 359 99 70

Jones Lang Wootton 20 21 22

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISÉS

	Dollars	Deutschemarks	Franc suisse
30 heures	5 1/8	4 1/8	3 1/4
1 mois	5 3/8	5 7/8	3 1/2
3 mois	6 1/4	6 3/4	3 3/4
6 mois	7	7 1/2	4 1/8

PROSCOP Media 19

Radiorégraphie par département
Structure socio-économique
Pénétration des médias
Enquête vivante
21 x 29,7, 250 pages, 320 F

EXPOVIT vous attend à STRASBOURG

Palais des Congrès les 28-29-30 octobre

Allez voir son matériel d'exposition modulaire à montage et démontage rapide

22, rue de l'Oasis 67200 PUTEAUX - Tél: 774.93.93 (Hall d'exposition)

Documentation et tarifs sur simple demande sous 24 heures

VOUS ALLEZ ACHETER UN APPARTEMENT ?

5 questions vous préoccupent...

- A qui ai-je affaire ?
- Le programme qui m'intéresse a-t-il été bien étudié ?
- Les informations que l'on me donne sont-elles satisfaisantes ?
- Les conditions d'un bon déroulement des travaux sont-elles réunies ?
- Pourrai-je voir régler rapidement les difficultés éventuelles à l'étranger ?

... 5 raisons pour acheter dans un programme agréé par le C.N.E.I.

Association sans but lucratif, placée sous l'égide de l'Administration, le C.N.E.I. présente au public une sélection importante de programmes comportant quelque 20 000 logements qui, tous, ont fait l'objet d'un agrément, après examen, par des spécialistes et des représentants juridiques, des éléments techniques et financiers essentiels dont dépend le bon déroulement des programmes de construction. En possession des données de l'opération — suivies au cours de l'exécution — est organisée pour tout moment l'acquisition, l'occupation et l'intervention, si besoin, en cas de difficultés (concordat, arbitrage).

La liste des programmes agréés, dans lesquels des logements restent encore disponibles, est adressée sur simple demande à C.N.E.I., 60, rue de la Chapelle-d'Antin - 75009 PARIS - Tél. : 878-98-50.

Le bureau d'information du C.N.E.I. reçoit aussi sur rendez-vous et remet gratuitement à tout visiteur une documentation détaillée sur les programmes agréés de la région parisienne, faisant apparaître la localisation, leur catégorie et leurs prix.

Journal de 1975

CONOMIQUE
FRANÇAI
était encore
mes en 1976

1976

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Bourse de Paris à la hausse très sélective
Bourse de Paris à la hausse très sélective, le mardi 21 octobre. Le marché a été marqué par l'apparition de nouvelles bénéficiaires, favorisées par des opérations de rachat de titres et d'abandon de parts par la réponse des reprises sensibles. Le marché a été marqué par l'apparition de nouvelles bénéficiaires, favorisées par des opérations de rachat de titres et d'abandon de parts par la réponse des reprises sensibles. Le marché a été marqué par l'apparition de nouvelles bénéficiaires, favorisées par des opérations de rachat de titres et d'abandon de parts par la réponse des reprises sensibles.

LONDRES

Renouveau par la progression de Wall Street
Renouveau par la progression de Wall Street, mais également soutenu par l'espérance d'une réduction des dépenses publiques, le marché a été marqué par l'apparition de nouvelles bénéficiaires, favorisées par des opérations de rachat de titres et d'abandon de parts par la réponse des reprises sensibles.

NEW YORK

Bonnes Men déposé
Wall Street a fait preuve mardi, pour la deuxième séance consécutive, d'un bon dynamisme. Malgré un repli opéré à l'approche de la clôture, l'indice des industriels a progressé de 4,71 points, à 341,52. Au plus haut de la journée, il s'est élevé à 342,77.

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
1000 \$	210	210
1000 £	210	210
1000 ¥	210	210

COURS DU DOLLAR A TOKYO

COURS DU DOLLAR A TOKYO	Cours	Dernier
1 dollar (en yen)	210	210

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

GER. - L'emprunt de 1 milliard de francs sera lancé le 27 octobre prochain. Les obligations d'une valeur nominale de 1 000 F, porteront un taux d'intérêt de 10,50 %.

INDICES QUOTIDIENS

INDICES QUOTIDIENS	Cours	Dernier
Indice général	210	210

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	210	210

INDICES QUOTIDIENS

INDICES QUOTIDIENS	Cours	Dernier
Indice général	210	210

BOURSE DE PARIS - 21 OCTOBRE - COMPTANT

EURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compt.	Précéd.	Premier	Dernier	Compt.
30 % 1973	149,90	149,90	149,90	149,90	149,90	149,90	149,90	149,90

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Alcatel	210	210
Alstom	210	210
Amal	210	210

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compt.	Précéd.	Premier	Dernier	Compt.
30 % 1973	149,90	149,90	149,90	149,90	149,90	149,90	149,90	149,90

COTE DES CHANGES

COTE DES CHANGES	Cours	Dernier
100 \$	210	210

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ LIBRE DE L'OR	Cours	Dernier
100 \$	210	210

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
 - L'Espagne est pour la démocratie, tribune internationale par Anfoil Calvo Serrar.
 - GRECE : une polémique entre MM. Mavros et Papandréou déconcertera l'opposition.
- 4. PROCHE-ORIENT
 - ÉGYPTE : le temps des règlements de comptes.
 - LIBAN : le nouveau et désolé visage de Beyrouth.
- 5. ASIE
 - La visite de M. Kissinger à Pékin.
- 6-7. AFRIQUE
 - L'Angola dans la guerre civile - (II), par René Lefort.
- 8. AMÉRIQUES
 - M. George Wallace est attendu à Paris.
- 9. DIPLOMATIE
 - « Retour P.U.R.S.S. », livre opinion par P. Bourgeois.
- 10 à 13. POLITIQUE
 - L'annonce du budget à l'Assemblée nationale.
 - M. Sifra propose la départementalisation de Saint-Pierre-et-Miquelon.
- 14. DÉFENSE
 - L'armée de l'air étudie la remplace des Mirage-III.
- 16. ÉDUCATION
 - La rentrée de l'université des Nations unies.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

Pages 17 à 25

THÉÂTRE : « Utopia », de Boncourt ; Nathalie Barratte présente « Cress ».

CINÉMA : La cinémathèque de Toulouse à Créteil.

EXPOSITIONS : Examiner et les réserves du MNAM, Delessert aux Arts Déco.

CULTURE : à propos du budget 1976.

34. JUSTICE
— Le procès des gitans devant les assises de Lourdes.

34. POLICE
— Le rassemblement des inspecteurs à Issy-les-Moulineaux.

35. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
— Nouvelles orientations de Bretagne et dans la région de Toulouse.

36 à 38. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
— Le débat parlementaire sur le budget de l'industrie.
— En R.F.A. le chômage toucherait encore un million de personnes en 1976.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (25)
Annonces classées (30 à 33) ; Aujourd'hui (33) ; Caracol (33) ; « Journal officiel » (38) ; Métronologie (38) ; Mots croisés (38) ; Finances (38).

Le numéro du « Monde » daté 22 octobre 1975 a été tiré à 549 467 exemplaires.

Pour louer une voiture en Turquie, réservez chez Europcar au : 645.21.25

ELEONORE
*
VENDE et ACHÈTE TOUTE ARGENTERIE
18, rue de Miromesnil
75008 PARIS
Métro Miromesnil
265.17.81

ITALCERAM
198, rue Championnet - PARIS 18^e
Tél. 627.17.46 - Métro GUY MOQUET
Carrelages Italiens
SOLDES
ACCESSOIRES SALLE DE BAINS
jusqu'à fin de série
Exemplo. 2500

A C D E F G H

M. Giscard d'Estaing reçoit les présidents des groupes et commissions parlementaires

La gauche refuse de déjeuner avec M. Chirac

M. Valéry Giscard d'Estaing recevra à déjeuner jeudi 23 octobre, les présidents des six commissions permanentes du Sénat, accompagnés de M. Alain Poirer, président de la Haute Assemblée. Le président de la République avait offert, le 9 octobre, un déjeuner semblable au président des commissions de l'Assemblée nationale et à M. Edgar Faure (Le Monde du 11 octobre).

Le chef de l'Etat devait recevoir également les présidents des groupes parlementaires de la majorité, M. Roger Châtelet, président du groupe des républicains indépendants de l'Assemblée nationale, mercredi 22 octobre, en fin d'après-midi, et M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R. jeudi.

Pour sa part, M. Jacques Chirac a convié à déjeuner ce mercredi 22 octobre les membres du bureau de l'Assemblée nationale. Les cinq représentants du groupe des socialistes et radicaux de gauche et, « par solidarité » avec eux, les quatre représentants du groupe communiste, ont décliné l'invitation.

M. Georges Filliard, porte-parole du groupe socialiste, a expliqué que ses amis reprochaient au premier ministre les « propos insultants » qu'il a tenus à Châtelet jeudi 18 octobre (en accusant notamment l'opposition de vouloir « exploiter les malheurs de la France »), et le double refus qu'il a opposé à M. Châtelet qui lui demandait l'autorisation d'une part de s'adresser aux militants de gauche afin de leur proposer le silence, d'autre part de s'exprimer à la tribune ainsi que Mme Croson. M. Filliard a rappelé que les représentants de la gauche au bureau de l'Assemblée nationale avaient accepté, l'un d'eux, l'invitation de M. Chirac.

Le personnel au sol d'Air France continue la grève

La situation continue de se dégrader dans le transport aérien. Malgré les apaisements que M. Gilbert Pérol, directeur général d'Air France, vient de donner par écrit aux organisations professionnelles de l'industrie du 22 octobre. Le syndicat P.O. de la compagnie nationale a confirmé son appel à un arrêt de travail de 24 heures, ce mercredi 22 octobre. Pour leur part, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. du personnel au sol ont maintenu leur ordre de grève. Ils ont décidé d'organiser un grand rassemblement, le jeudi matin 23 octobre devant le bureau Air France, avenue des Champs-Élysées. Selon la direction, aucun vol n'est supprimé, mais des perturbations sont à craindre sur les aéroports parisiens et en province. (Renseignements à : 535-66-00.)

De son côté, le syndicat F.O. de la navigation aérienne a appelé les techniciens de l'aviation civile, responsables de la transmission des plans de vol d'un centre de contrôle à l'autre, à une grève illimitée à partir du lundi matin 27 octobre. Cet arrêt de travail est destiné à protester contre « la décision défectueuse du gouvernement de réduire certaines fonctions entraînant ainsi une détérioration de carrière ».

Pour l'heure, les dirigeants de la compagnie nationale s'en tiennent au contenu de la lettre de M. Pérol, qui, selon eux, apporte au personnel toutes les assurances nécessaires. Les responsables de la C.F.D.T. reconnaissent que « le ton a changé » mais ne trouvent, dans cette correspondance, « aucun élément concret nouveau pour ce qui concerne les avancements et les salaires ». Ils doutent donc d'exiger la disparition de toute forme de sélection dans l'évolution des carrières et le rétrocessionnement de la grille hiérarchique des salaires.

Anticritique ou pas ? Air France, qui a accusé l'an dernier un déficit de 542 millions de francs, sera encore dans le rouge en 1975 avec un « gros » d'environ 300 millions de francs. C'est d'où bien d'un plan de redressement que la compagnie nationale a besoin. Le personnel estime avoir déjà payé son tribut. France, qui emploie environ 30 000 personnes, dont 14 000 agents au sol, est une des compagnies où le rapport entre le volume des effectifs et l'importance du trafic est le plus élevé.

(Publicité)

Selon les dernières statistiques, il faut avoir fait les placements les plus judicieux constatant dans l'achat de tableaux de maîtres aux XVIII^e siècles.

La GALERIE VOLTAIRE vous offre la possibilité d'acheter un panneau par VAN MIERIS les VIEUX, des œuvres de PAVER, FRAGONARD et Antoine FESSNE. — Une marine par Abraham STORCK. Deux vestales de M. Herremans. — Un bronze par Guillaume de GROFF. — Un groupe du BERLIN, et bien d'autres œuvres de qualité.

Une visite s'impose.

GALERIE VOLTAIRE
33, QUAI VOLTAIRE
261-19-88

A découvrir au moins une fois dans sa vie
Le massage thaïlandais à Paris

Dès son plus jeune âge, la jeune fille asiatique est initiée à l'art subtil et millénaire du massage thaïlandais.

Un massage très raffiné, pratiqué dans un bain d'eau tiède et parfumée, avec relaxation et certifiant du thé au jasmin.

Prenez un rendez-vous personnel en téléphonant à l'Institut très luxueux de Claude Massard, rue de la Paix.

Et, offrez-vous le privilège de découvrir, vous aussi, toutes les subtilités du merveilleux massage thaïlandais.

L'Institut vous propose également ionisation, oxygénation, bronzage, traitements spéciaux et tous les autres types de massages, sportifs ou de relaxation, avec massages et massesses expérimentés.

Institut Corporel Claude Massard
6, rue de la Paix - 75002 Paris - tél. 261.27.25-261.27.26

voiture chaîne hi-fi mérite les enceintes acoustiques Elipson

En studio, en radio et télévision les enregistrements sont réalisés à l'aide d'enceintes Elipson.

Comme les professionnels du son, adoptez une technique de renommée mondiale dont l'avance est consacrée par plus de 25 brevets.

Les enceintes Elipson mettent l'acoustique professionnelle à la portée de votre chaîne hi-fi.

elipron
la perfection du son
1, rue Froide - 92220 Bagneux - 735.99.10

DEUX DIPLOMATES AMÉRICAINS ENLEVÉS A BEYROUTH

Beyrouth (Senter, U.P.L.). — Deux diplomates américains ont été enlevés le mercredi 22 octobre à Beyrouth, a annoncé un porte-parole de l'ambassade des États-Unis au Liban.

Les deux diplomates ont été enlevés par des hommes en armes alors qu'ils se rendaient à leur travail dans le quartier musulman de Maraché-Maxra, vers 7 heures (6 heures à Paris), a-t-il dit. Le porte-parole a indiqué qu'il ne pouvait révéler pour le moment les noms ou les fonctions des victimes du capt.

L'ambassadeur des États-Unis, M. Goheen, a demandé à être reçu d'urgence par le président du conseil M. Rachid Karame.

En Irlande

LA POLICE ASSIÈGE LA MAISON OU EST DÉTENU M. HERREMA

(De notre correspondant.)

Dublin. — Depuis mardi 21 octobre, la police fait, dans la petite ville de Monasterevin, à 60 kilomètres de Dublin, le siège de la maison où est détenu M. Peder Herrema, industriel néerlandais enlevé il y a dix-neuf jours. Dans la nuit de mardi à mercredi, la police a fait évacuer les immeubles voisins et a fait couper l'électricité dans la maison. Les ravisseurs peuvent se procurer de l'eau, mais n'ont plus de nourriture.

L'assaut avait été donné mardi à l'aube, par la police et l'armée. Les forces de police purent pénétrer au rez-de-chaussée, tandis que les ravisseurs tiraient des coups de feu sur les assaillants, sans les atteindre, et réussirent à se réfugier au premier étage du bâtiment.

Les ravisseurs, deux membres de l'aile provisoire de l'I.R.A., refusent toute négociation. Ils maintiennent pour l'instant leurs exigences (libération de trois prisonniers politiques) et auraient demandé, en échange de la vie de leur otage, le paiement de 10 millions de livres. M. Cooney, ministre de la justice, qui se trouve sur les lieux, cède à leurs demandes. Dès le début de cette affaire, le gouvernement irlandais a manifesté clairement son intention de ne pas négocier avec les ravisseurs.

Une seule certitude jusqu'à présent : M. Herrema est toujours vivant, mais sa vie demeure en danger.

JOE MULHOLLAND.

En Angola

LE F.N.L.A. AURAIT LANCÉ UNE OFFENSIVE EN DIRECTION DE LUANDA

Sasse-Lemba (A.P.P.). — Les forces du Front national de libération (F.N.L.A.) ont lancé mercredi matin 22 octobre une offensive en direction de Luanda, la capitale de l'Angola, qui est tenue par le M.P.L.A. Elles se trouvent à une vingtaine de kilomètres de la ville, indique l'envoyé spécial de l'A.P.P. qui suit les troupes.

Ces forces, qui ont pris le nom de « colonnes Holden Roberto », comptent, selon l'A.P.P., un peu plus de dix mille hommes. Elles disposent de blindés lourds et légers, de mortiers, de canons et de missiles de 122 mm sol-sol récupérés sur l'adversaire. Le président Holden Roberto se trouve à leur tête.

Selon l'envoyé spécial de l'A.P.P., des dizaines de soldats des F.A.P.A. (les forces armées du M.P.L.A.), épulés et affamés, se rendent chaque jour. Mardi, soixante d'entre eux se sont constitués prisonniers. L'usage de l'enquête de René Lefort.)

Voyages spéciaux

A côté de nos voyages permanents, nous proposons cette année des voyages spéciaux pour les amateurs de fonds sous-marins de toutes les mers (à circuit de découverte obligatoire) : les Haïan et le golfe de Tadjik, Yamen et Annapurna, Amazonie/carnaval de Bélem, Haute Mésopotamie / Kurdistan, Afrique Noire, Télédest / Adrar d'Ahnet (Sahara)...

Nous réaliserons aussi des voyages de la commande et une formule toute nouvelle : Librie en Range Rover... pour ceux qui désirent organiser eux-mêmes leur itinéraire. Circuit Range Rover, avec chauffeur expérimenté, très confortablement équipé pour 1 à 4 passagers, nous attend au point de départ de votre choix.

EXPLORATOR
16 place de la Madeleine
75008 Paris - Tél. 266.66.24
Voyages de 12 à 18 jours, de 5500 à 7000 F. Lic. A 630

LA FIN DE LA VISITE DE M. BHUTTO A P.

La France accorderait un prêt au Pak pour l'achat d'une centrale nucléaire

An terme d'une visite officielle de deux jours en France, M. Zulfikar Ali Bhutto, premier ministre pakistanais, qui se rend à Bucarest, a été salué, mercredi matin, 21 octobre, à Orly, par M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche.

M. Bhutto a été, mardi, l'hôte à déjeuner de M. Giscard d'Estaing, avec lequel il s'est entretenu en tête à tête. L'entretien a porté sur les problèmes internationaux — et notamment le dialogue Nord-Sud, auquel est également favorable le Pakistan, — la situation en Asie du Sud, les ports bilatéraux, y compris la fourniture d'armes et d'une centrale nucléaire à Islamabad. A son arrivée à l'Élysée, le premier ministre avait été salué par le cri de « Vive le Pakistan ! Vive la France ! », lancé par une centaine de travailleurs pakistanais émigrés qui réclament le droit de travailler en France.

Interrogé à sa sortie de l'Élysée, le premier ministre a souligné que les relations de son pays avec la France se présentent « très bien ». « Nous les envisageons avec espoir », a-t-il ajouté, et nous pensons que nous pouvons regarder l'avenir avec confiance. Nous saluons les efforts faits par la France et son président pour instaurer un nouvel ordre économique international, auquel le monde entier est intéressé. Nous sommes très attachés à la coopération internationale. Au cours d'un dîner offert mardi en son honneur par M. Chirac, M. Bhutto a déclaré : « Les relations entre la France et le Pakistan sont solides et réelles qu'elles ne l'aient jamais de nombreuses années. J'espère que cette continuité dans nos relations sera maintenue. » Dans sa réponse, le premier ministre français a dit : « Votre visite nous a permis de réaffirmer et de renforcer l'identité de nos vues sur les grands problèmes du monde, nos sentiments sont du même continent asiatique, mais à l'échelle de la planète. »

Dans sa conférence de presse, M. Bhutto a affirmé mardi avec quelque humeur, qu'il n'était pas venu à Paris pour acheter des armes. « Bien sûr que nous avons discuté d'armements. Pourquoi le nier ? Je suis sûr que je suis venu ici pour acheter des armes. Tout l'accès de ma visite semble avoir été déformé par cette question d'armement », a-t-il déclaré, ajoutant néanmoins : « Notre pays se trouve dans une partie dangereuse du monde qui devient de plus en plus volatile et occupée chaque jour une importance stratégique accrue. » On relève toutefois que, dans l'importante délégation du C.N.F.P., conduite par le vice-président du patronat M. Ferry, figure mardi matin par M. Butticé, figurent notamment MM. Vaillères, P.D.G. de la firme Marcel Dassault — fabricant des Mirage, qui équipent l'armée de l'air pakistanaise — Richard, P.D.G. de Thomson-C.S.F., qui fabrique notamment du matériel de transmission à usage civil et militaire, le général Buchalet, président d'honneur de Framatom (le Pakistan souhaite acquérir une centrale atomique française), ainsi que les responsables de l'abus industriel, de Saint-Gobain, Saclay,

M. FRANÇOIS MITTERR EN VISITE OFFICIELLE A I

(De notre correspondant.)

Dakar. — M. François Mitterrand est arrivé, mercredi matin 22 octobre, au Sénégal pour une visite officielle de trois jours. Il a été accueilli par le président Senghor, ainsi que le secrétaire général de l'Union progressiste sénégalaise (U.P.S.) pour le gouvernement, M. M'Baye Diagne. Mitterrand était précédé par le ministre de l'Énergie, de l'Électricité et de l'Industrie, M. Sékou Touré des relations extérieures, M. Senghor est le dirigeant de l'U.P.S. depuis sa nomination à la tête du parti socialiste.

Le Sénégal a pris le contrôle, au moment de la décolonisation, de ses propres ressources nationales, de l'énergie, de l'électricité, et de ses secteurs de l'économie, et, en temps, cherché à instaurer un régime pluraliste politique et social. Ces facteurs ont permis à ce pays d'acquiescer à l'indépendance, de Dakar, la visite du secrétaire du parti socialiste.

Quartier ultra-résidentiel de
CANNES
VILLA EN VIAGER (2 x 32 x 32)
Belle réception - 4 chambres
4 bains - 2 chambres perso.
+ log. gardiens. Ravins. jar.
2.500 m2.

Splendide vue sur la mer.
bouquet 230.000 + rente 120.
par an. Joules rénovés.
Cab. NICOLAS, 05110 Le Cannet.
30, bd Carnot. T. (06) 82.10.

PEINE DE PRISON POUR TENTATIVE DE VOL AU SIÈGE DU COMITÉ DE SOUTIEN À L'ARMÉE

M. Marc Lagoutte, vingt-sept ans, physiologiste vacataire au C.N.R.S., a comparu mardi 21 octobre, assisté de Me Jean-Jacques de Felles, à la seizième chambre correctionnelle de Paris, qui l'a condamné à huit mois d'emprisonnement, dont quatre avec sursis, pour tentative de vol. Il avait été surpris le 22 juin, à 5 h. 20, au siège du Comité de soutien à l'armée, 31, rue Eliane-Marcel, à Paris (6^e), où il était introduit, sans le savoir, avec un couteau, et avait été pris, dans un tiroir fermé, un fichier, une vingtaine de chèques de Donateurs et 240 francs en espèces. Le comité, parti civil, a obtenu 1 franc de dommages et intérêts.

An terme des débats, une courte lagoutte a opposé des sympathisants du prévenu et des partisans du Comité de soutien à l'armée devant une des portes du palais de justice.

elipron
s'écoute chez
ILLEL HIFI CENTER
109-122, av. Félix Faure
PARIS-15^e - Tél. 828.02.20

elipron
s'écoute chez
DELVALLE
85 bd Hausmann
Paris 75008 - tél. 265.71.51

BMW-POZZI
CONCESSIONNAIRE OFFICIEL
10, bd Gouvion-St-Cyr, 75017 Paris
nouvelle gamme 320 754.91.64
754.91.65
IMPORTANTES ATELIERS SPECIALISES 755.62.29

Chapelle 150